

Entre raisons et déraison ...

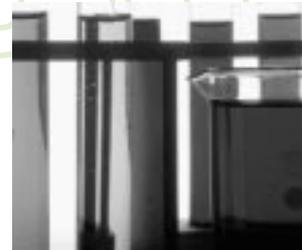
raisons



déraison



... des enjeux de société



- Économie
- Environnement
- Communication
- Risques alimentaires
- Déplacements
- Populisme
- Santé publique

La démarche de **Millénaire 3**

La réflexion de la Mission "prospective et stratégie d'agglomération", sur le devenir de l'agglomération Lyonnaise, engagée par le Grand Lyon est, par essence permanente et collective. Elle concerne et doit impliquer, outre les élus et les services du Grand Lyon, les partenaires de ce dernier, les habitants de l'agglomération et de nombreux acteurs d'horizons divers.

A partir d'une vision des enjeux à long terme, la démarche doit permettre de construire les options stratégiques de développement de l'agglomération pour le début des années 2000. Pour ce faire, elle doit favoriser à la fois l'émergence d'une vision partagée des enjeux et la constitution d'une culture commune sur un ensemble de questions centrales pour la société locale aujourd'hui : l'environnement, le lien social, la citoyenneté, les technologies de l'information, etc.

La réussite d'une telle entreprise passe nécessairement par un véritable partage des informations et des diagnostics des situations et par une confrontation et une expression des points de vue et des idées, dans leur diversité.

La démarche d' **Economie & Humanisme**

L'humanisme sur lequel se fonde le projet d'Economie & Humanisme se rapporte et s'adresse à des femmes et des hommes pluriels dans leurs origines et le sens qu'ils donnent à leur existence. Il n'est ni dogmatique ni moralisateur, mais éthique ; il en appelle à la responsabilité de chacun face au devenir de tous.

Toute réalité, tout enjeu collectif a une dimension économique. Celle-ci peut être abordée en tant que telle, mais elle ne se comprend véritablement qu'en relation avec tout ce qui constitue et fait évoluer les sociétés (facteurs culturels, démographiques, dynamiques sociales...).

Eclairer, analyser, mettre en relation, dans le temps et dans l'espace, cette dimension économique vise à donner aux acteurs sociaux, du simple citoyen au décideur, une part des clés pour maîtriser les réalités qui sont les leurs, dans une finalité de développement équitable et solidaire.

Fondée en 1942, l'association Economie & Humanisme regroupe une revue, un centre d'études, un centre de documentation, une organisation, un pôle de débats et colloques.

La démarche du muséum d'histoire naturelle

Le Muséum accorde une place importante aux enjeux sociaux contemporains. Il prépare ainsi sa transformation en Musée des Confluences, musée de sciences et de sociétés.

Ce musée se veut multidisciplinaire et thématique. Tout ce qui est humain l'intéresse. L'exposition de synthèse et de référence du musée aura trois volets. Le premier portera sur les origines et la destination : " d'où venons-nous et où allons-nous ? " Le deuxième parlera des interrelations entre la personne et son environnement, qu'il soit naturel ou culturel. Le troisième abordera la problématique de la transformation, (adaptation, révolution...) et des moments de passage où les rapports entre sciences et sociétés induisent le changement.

La réflexion citoyenne – son engagement envers les populations – fait partie du projet culturel du musée. Les lieux de compréhension, d'échanges, de partage ont intérêt à travailler ensemble pour enrichir les débats et permettre une meilleure compréhension du monde. Dans cette perspective, la volonté du musée de collaborer au projet de Millénaire 3 et d'Economie & Humanisme est naturelle.

Sommaire

Introduction	1
NOUVEAUX REGARDS	
Mal-être dans la civilisation	
La Bourse ou la vie ?	
L'exposé de Patrick Viveret	7
Le débat	15
Moment social, moment écologique	
L'homme est-il de trop dans la nature	
L'exposé d'André Micoud	17
Le débat	23
NOUVEAUX PROBLÈMES	
Communication publique	
Qui prendra l'information au sérieux ?	
L'exposé de Bertrand Labasse	27
Le débat	33
Risques alimentaires	
La mort dans l'assiette ?	
L'exposé de Marc Chambolle	35
Le débat	41
Vitesse et urbanisme	
Se déplacer en ville un plaisir ?	
L'exposé de Marc Wiel	43
Le débat	49
NOUVELLES INTERROGATIONS	
Le populisme en question	
Le peuple ennemi de la démocratie ?	
L'exposé d'Annie Collovald	53
Le débat	57
Santé publique et raisons de vivre	
Une santé sans risque ?	
L'exposé d'Antoine Lazarus	59
Le débat	67
Indications bibliographiques	69

Merci à ...

Marc CHAMBOLLE, ingénieur de recherche, à l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), à Paris,
Annie COLLOVALD, maître de conférence en science politique, à Paris X-Nanterre,
Bertrand LABASSE, enseignant, au Centre d'études en communication publique, à Lyon 1,
Antoine LAZARUS, professeur de santé publique et médecine sociale, Université Paris XIII,
André MICOUD, sociologue, directeur de recherches au CNRS, responsable du CRESAL, Saint-Étienne,
Patrick VIVERET, philosophe, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à Paris,
Marc WIEL, ancien directeur de l'Agence d'urbanisme de Brest,

qui ont été les conférenciers du cycle,

Mesdames Nathalie Candito (Muséum d'Histoire Naturelle), Jeanne-Marie Grimaneli (Union Féminine Civique et Sociale),
Anne Marty (Secrétaire générale DRASS), Édith Oresta (CISRA), Hélène Poimboeuf (Association pour des pratiques de
développement durable), Frédérique Resche-Rigon (Frapna-Rhône),

Messieurs Guy Babolat (Union Régionale des SCOP), Luc Champagne (Antenne Sociale de Lyon), Jean-Claude Chausse
(DARLY), Philippe Gamon (Mission Déplacements, Grand Lyon), Christian Harzo (Observatoire social de Lyon), Christian
Joannin (Confédération Paysanne Rhône-Alpes), Éric Lafond (Forum Citoyen, Participation citoyenne), Luciano Loicano-
Clouet (Handicap International), Jérémy Martinez (Communauté de communes Rhône-Sud), Denis de Montgolfier (Club de
la Presse), Pierre-François Granjean (ICARE), Patrick Pelège (CRAES-CRIPS), Paul Raveaud (Réseau Démocratie et Politique),
Patrice Sauvage (MRIE), Paul Vincent (Direction régionale de la concurrence, de la consommation et de la répression des
fraudes),

qui ont accepté d'être témoins-discutants et d'ouvrir au débat,

l'ADES 69, l'Antenne Sociale de Lyon, l'Association pour des pratiques de développement durable, le Club de la Presse de
Lyon, DARLY, l'Espace régional de santé publique, le Forum Citoyen Rhône-Alpes, la Frapna-Rhône, la MRIE, le Réseau
Démocratie et Politique, l'Union Féminine Civique et Sociale, l'Union Régionale des SCOP,
qui ont invité aux conférences,

Thomas Saupique de Radio Lyon Première, qui a couvert le cycle.

Nous remercions les équipes de Millénaire 3 et du Muséum d'Histoire Naturelle, ainsi que les équipiers, bénévoles et sala-
riés d'Economie & Humanisme qui ont préparé ce cycle, animé ces rencontres et rédigé ce cahier.

Introduction

En 2001-2002, Economie & Humanisme et la Communauté urbaine de Lyon (Millénaire 3) proposaient ensemble, pour la première fois, un cycle de sept conférences-débats sur "L'évolution des Valeurs dans la société française¹". Suite à l'intérêt suscité par ce cycle, ils ont élargi leur partenariat au Muséum d'Histoire Naturelle de Lyon pour présenter un nouveau cycle, de novembre 2002 à mai 2003.

Les sept conférences ont abordé quelques grands enjeux de société sous l'angle de la complexité des comportements humains, généralement situés entre raisons et déraison, entre justifications rationnelles et désirs cachés. L'hypothèse qui a sous-tendu les exposés et les débats était que l'existence individuelle, mais aussi les comportements sociaux et politiques, ne s'inscrivent pas dans la pure rationalité ou la simple irrationalité, mais généralement dans cet "entre-deux" où coexistent le réel et l'imaginaire, l'affectif et le recul critique, le réalisme froid et les utopies mobilisatrices. N'y échapperaient ni les conduites de chacun, ni même les préconisations d'experts, et pas davantage les décisions politiques.

Pour Economie & Humanisme, dont "l'humanisme en appelle à la responsabilité de chacun face au devenir de tous", et qui cherche par l'analyse et la mise en débat "à donner aux acteurs de la société, du simple citoyen au décideur, des clés pour maîtriser les réalités qui sont les leurs²", cette approche de la complexité individuelle et sociale a semblé singulièrement importante. De fait, la réflexion en interne qui a suivi chacune des conférences a paru stimulante à ses participants et a contribué à enrichir les comptes-rendus des débats.

* * *

Le compte-rendu, ici offert au lecteur, ne va pas reproduire les conférences-débats dans l'ordre chronologique où elles ont été données³. Ceux qui y ont assisté pourront retrouver aisément les textes des orateurs qu'ils auront pu entendre⁴, mais l'ensemble est distribué en fonction d'une organisation destinée à un public plus large, celui des lecteurs de ce document.

Deux conférences sont regroupées sous le titre nouveaux regards. Ce sont celles de Patrick Viveret, sur les besoins et les désirs qui interrogent en profondeur les raisons et les déraisons de nos sociétés économiques, et d'André Micoud, qui nous présente les exigences du développement durable et montre en quoi cela transforme nos perceptions de la société et fait émerger de nouvelles raisons d'agir.

Sous le titre nouveaux problèmes, trois conférenciers se sont attaqués à des interrogations particulièrement aiguës de nos sociétés. Bertrand Labasse, avec la question de la communication publique, pointe les déraisons de l'insignifiance, de l'ignorance et de l'émiettement des connaissances. Marc Chambolle circonscrit les risques alimentaires au-delà des paniques et des irrationalités de comportement. Marc Wiel montre que le désir de vitesse façonne l'aménagement urbain au détriment du plaisir de se déplacer dans une ville qui serait plus humaine et plus civilisée sans la pression d'une telle obsession.

Enfin, deux conférenciers ont attiré notre attention sur des problèmes particulièrement troublants qui supposent de la part des citoyens et des gouvernants un surplus de raison et de sagesse : celui de la démocratie avec Annie Collovald, qui déconstruit l'idée même de populisme trop facilement invoquée dans nos débats publics, et celui de l'aspiration à une santé sans risque, avec Antoine Lazarus qui montre les paradoxes de l'affirmation étatique d'une politique de santé publique tant il est vrai que la question sanitaire est étroitement liée à celle des raisons de vivre. Les deux conférences sont regroupées sous le titre nouvelles interrogations.

* * *

1. Le compte-rendu de ce cycle, paru en octobre 2002, constitue un Cahier Millénaire 3, qu'on peut demander à la Mission Prospective et stratégie d'agglomération.

2. Voir la présentation de la démarche d'Economie & Humanisme, ci-dessus, en deuxième de couverture.

3. Pour l'ordre et les dates des conférences, voir l'affiche reproduite, ci-dessous, à la page 5.

4. Le texte des conférences est celui qu'ont mis par écrit les conférenciers eux-mêmes. Les autres textes, notamment les comptes-rendus des débats, sont d'Economie & Humanisme.

À la lecture de ces textes et des débats qui les suivent – qui ont été synthétisés par Economie & Humanisme –, on constatera que le jeu des raisons et des déraisons se déploie selon des configurations diverses. La conférence de Patrick Viveret pose clairement la question de la sagesse en citant Gandhi déclarant que l'humanité a les ressources nécessaires pour satisfaire les besoins de toute l'humanité, mais non les moyens disponibles pour faire face à tous ses désirs. C'est la raison éthique de la limite et la raison spirituelle de la purification des désirs qui sont mises en avant par le philosophe conseiller à la Cour des Comptes. Les déraisons sont les multiples manifestations d'une rationalité utilitariste qui trouve ses plus grandes complicités dans le calcul économique qui est à la base de la gestion des entreprises et des organisations. La raison a donc du travail pour traquer les déraisons de multiples rationalités gestionnaires en séparant la paille et le grain.

La conférence d'André Micoud lance l'hypothèse du moment écologique" succédant au "moment social" qui caractériserait notre époque. Une telle idée fait d'autant moins l'unanimité que sa prise au sérieux oblige à remettre en chantier les principes de nombreuses politiques publiques. La lumière est loin d'être faite à ce sujet et suppose un débat public approfondi sur la base d'une information solide et réfléchie.

C'est ici que Bertrand Labasse apporte une contribution troublante, car la "société de l'information" qu'il nous présente à partir d'une solide documentation fait apparaître que, loin de progresser, la qualité de notre information tend à se dégrader : paradoxalement, elle ne progresse que par les canaux ambigus du spectacle, sinon c'est l'ignorance qui règne, avec un émiettement des connaissances et un recul du souci de la généralité, et, en fin de compte, la perte du sens des choses. La société de l'information conduit vers une société de l'insignifiance ou, comme aurait dit Pascal, du divertissement.

Le risque sanitaire qu'analyse Marc Chambolle est circonscrit. Pourtant il engendre des peurs qui dépassent de loin leur objet. La peur réelle des temps anciens était celle de la famine. Celle-ci a été vaincue grâce à la révolution industrielle, celle-là renaît au regard d'une assiette dont le contenu est fait de produits d'une dynamique industrie agro-alimentaire, produits séduisants et savoureux, mais dont l'origine, obscure à la connaissance, tend à devenir inquiétante pour la santé. Cette inquiétude s'accroît au fur et à mesure que progresse la connaissance des risques.

La dénégation de la vitesse comme source des accidents de la circulation est le fait constant du lobby automobile. Marc Wiel nous montre que cette obsession de la vitesse est également ce qui détermine l'aménagement urbain et empêche la ville de devenir le lieu d'une agréable et plaisante mobilité. La voiture en ville procède de ce désir de vitesse. Il est devenu contradictoire avec un aménagement urbain rationnel. Voici encore la question des désirs remise sur la place publique.

Les formes du débat démocratique nous interrogent. La présence du Front National au deuxième tour des élections présidentielles, le 21 avril 2002, a fait l'objet de multiples commentaires politiques dans lesquels le thème du populisme a occupé une place de choix. Grâce à sa connaissance de la sociologie électorale et des multiples enquêtes menées à l'occasion de cet événement politique, Annie Collovald a soigneusement déconstruit cette notion, montrant ainsi que son pouvoir explicatif était nul. Au-delà des irrationalités des discours politiques, c'est à une interrogation à frais nouveaux sur nos fonctionnements démocratiques à laquelle nous sommes invités.

La santé avant tout, dit-on. Les sondages nous montrent la Sécurité Sociale comme l'institution la plus populaire de France, bien avant l'Université et l'Église catholique. Mais les objectifs d'une politique de santé publique sont loin d'être évidents. Le docteur Antoine Lazarus, spécialiste de santé publique, dévoile les paradoxes dans la définition des objectifs. En fin de compte, la question des objectifs de santé publique ne peut être séparée de visions sur les raisons de vivre qui sont multiples et parfois contradictoires. Il y a donc, pour revenir à Pascal, "des raisons que la raison ne connaît pas".

Ces conférences et les débats qui ont suivi ne laisseront pas les citoyens lecteurs en repos. Ils ne devraient pas pourtant les démobiliser. Il est en effet possible de vivre avec des questions sans que cela ne paralyse ni l'engagement ni l'initiative ; ce qui souligne l'importance de ce partage d'idées et de réflexions.

Le prochain cycle de conférences-débats, de novembre 2003 à mai 2004, envisagera quelques grands défis que doit impérativement relever une humanité en mutation, en proie à ses contradictions et marquée par ses difficultés à grandir en humanités⁵. Une nouvelle étape pour une réflexion sur l'évolution de nos sociétés et la part que les acteurs que nous sommes pouvons y prendre.

Millénaire 3 et Economie & Humanisme

5. La première conférence-débat, " L'humanité face aux inégalités et à la pauvreté ", avec Denis Clerc, est programmée le mardi 4 novembre à 18 heures. Les suivantes sont prévues les 9 décembre, 13 janvier, 3 février, 9 mars, 20 ou 27 avril, 11 ou 15 mai.

L'affiche...

**Millénaire 3, Economie & Humanisme
et le Muséum d'Histoire Naturelle**
vous invitent à un cycle de conférences-débats

**Entre raisons et déraison ...
... des enjeux de société**

L'information rend-elle stupide ?
mardi 12 novembre 2002, avec **Bertrand LABASSE**
Journaliste, enseignant en méthodologie de l'information à Lyon 1
avec le *Club de la Presse de Lyon*

L'homme est-il de trop dans la nature ?
jeudi 19 décembre 2002, avec **André Micoud**
Responsable du CRESAL (CNRS, Lyon 2 et Saint-Etienne)
avec la *FRAPNA-Rhône* et l'*Association pour le développement durable*

La mort dans l'assiette ?
mardi 7 janvier 2003, avec **Marc CHAMBOLLE**
Ingénieur de Recherche à l'INRA
avec l'*Union Féminine Civique et Sociale*

La Bourse ou la vie ?
mardi 4 février 2003, avec **Patrick VIVERET**
Conseiller référendaire à la Cour des Comptes
avec l'*Union Régionale SCOP* et la *MRIE*

Le peuple ennemi de la démocratie ?
mardi 4 mars 2003, avec **Annie COLLOVALD**
Professeur en Science politique, Université Paris X-Nanterre
avec le *Forum Citoyen Rhône-Alpes*,
l'*Antenne Sociale* et le *Réseau Démocratie et Politique*

Une santé sans risque ?
mardi 22 avril 2003, avec **Antoine LAZARUS**
Professeur de santé publique et médecine sociale, Université Paris XIII
avec *ADES 69* et l'*Espace Régional de Santé Publique*

Se déplacer en ville, un plaisir ?
27 mai 2003, avec **Marc Wiel**
Ancien directeur de l'Agence d'Urbanisme de Best
avec *DARLY (se Déplacer Autrement dans la Région Lyonnaise)*

 muséum d'histoire naturelle
de Lyon

 RHÔNE
LE DÉPARTEMENT

 Economie & Humanisme

 Millénaire 3

Nouveau regard

Mal-être dans la civilisation

La Bourse ou la vie ?

L'exposé

Patrick viveret¹

L'exposé comportera trois points principaux :

1. Cet homo economicus, censé être un calculateur rationnel, existe-t-il ?
2. Comme je répondrai "non" à cette question, je m'intéresserai ensuite à une grille d'analyses différentes pour comprendre un certain nombre de grands phénomènes économiques – et singulièrement ce qui se joue dans l'économie spéculative ; j'aborderai la question de la Bourse et de la drogue.
3. J'envisagerai ensuite la question de la richesse ou de la vie.

Je terminerai en voyant s'il n'y a pas la possibilité d'une réunification, d'un rendez-vous possible entre la Bourse et la vie – ce serait, alors, la Bourse des vraies valeurs.

L'homo economicus n'existe pas

Pour moi, c'est une hypothèse qui a une très forte cohérence interne. À partir du moment où on pose l'être humain comme un animal rationnel et que l'on construit l'homo economicus comme un calculateur rationnel, à la

recherche de ses intérêts, la cohérence interne globale du système peut être très forte. C'est pour cela qu'on peut bâtir des modèles extraordinairement sophistiqués – aller même jusqu'à de l'économétrie – mais, cela ne s'applique pas à l'espèce humaine !

Mon deuxième point est donc que cette thèse du calculateur rationnel n'est pas pertinente sur le plan anthropologique. L'être humain n'est pas seulement un mammifère conscient ; il n'est pas simplement être de besoins et de rationalité ; il est aussi être de désirs et de passions. C'est cela qui change complètement la donne, même s'il existe une cohérence d'un certain nombre d'éléments de la rationalité, du calcul, de l'intérêt, etc. Mais ce sont des sous-ensembles, à l'intérieur de données anthropologiques plus vastes, qui ne se réduisent pas à l'hypothèse du calculateur rationnel. D'où, pour reprendre une expression qui peut faire image, "il n'est pas raisonnable de n'être que rationnel".

Tel est le résumé de la première partie, que je vais maintenant développer.

1. Philosophe, conseiller référendaire à la Cour des Comptes. Conférence donnée le 4 février 2003.

Partons d'un constat biologique : nous sommes des mammifères. Comme tous les animaux, nous avons des besoins de conservation et on peut considérer que ceux-ci peuvent se regrouper autour de quatre grandes fonctions : la subsistance ; la protection (face aux dangers de l'environnement ou d'autres espèces) ; l'information qui permet, en particulier grâce à la perception, de trouver de la subsistance et de repérer des dangers ; une fonction de conservation, pas seulement au niveau de l'individu, mais de l'espèce, qui s'exprime à travers la reproduction et, singulièrement chez les mammifères, la reproduction sexuée.

*“si nous n’étions
que des animaux rationnels...”*

Si nous n’étions "que" des animaux rationnels et que, à ces quatre grandes fonctions des besoins de conservation, on rajoutait de la rationalité, on pourrait montrer assez facilement que, aussi bien au XIXe qu'au XXe siècle, le libéralisme et le socialisme étatique, qui ont structuré les représentations dominantes dans la civilisation occidentale, auraient tous deux raison. Le libéralisme, parce que le propre des besoins étant d'être auto-régulés par la satisfaction – "ainsi après avoir mangé, même si on m'emmène dans le plus grand restaurant de la ville, je cale" –, il peut montrer qu'un marché organisant une offre et une demande de besoins va finir par s'équilibrer. Mais ce serait aussi le cas des traditions socialistes, en particulier les plus étatistes, qui, par un système de planification rationnelle organisant les différents besoins, assureraient leur arbitrage et leur mise en cohérence.

Qu'est-ce qui fait que la tradition libérale et la tradition socialiste étatique se sont régulièrement "plantées" ? C'est, tout simplement, que ces traditions portent une erreur anthropologique majeure dans le rapport à l'être humain lui-même.

Où est l'erreur ? C'est précisément que l'apparition de cette raison surplombante n'est pas simplement un mécanisme réflexif, mais aussi une conscience et singulièrement une conscience de la mort. C'est à elle que l'on doit l'apparition de l'art, du fait religieux et de tout ce qui conduit les êtres humains à s'interroger sur cet univers mystérieux et l'au-delà de la vie. L'apparition de la conscience de la mort ne va pas annuler le système des besoins : en tant que mammifère, si je ne mange pas, si je ne bois pas, si je ne respire pas, etc., je suis évidemment menacé de mort. Elle n'annule pas ce système, mais elle va le faire muter, et faire apparaître, à côté du système des besoins, ce qu'on pourrait appeler le système du désir ; parce que le propre de la conscience de la mort est de déclencher, en même temps, un mouvement de lutte contre la mort, qui est l'autre nom du désir ou de son double négatif, l'angoisse.

*“ces traditions portent une erreur
anthropologique majeure”*

Si on raisonne non seulement en termes de besoins mais aussi de désirs, on ne peut plus rester dans un univers à deux dimensions, on se situe dans un univers pluridimensionnel. Un changement radical doit donc s'opérer : alors que le besoin était auto-régulé par la satisfaction, le désir, lui, est illimité parce qu'il est sur l'axe du rapport vie-mort. C'est la raison pour laquelle les émotions, et surtout les grandes passions, qui sont les conséquences de ce désir, ont une énergie infiniment plus importante que celle des besoins. Pour le meilleur : c'est grâce à ce désir que l'être humain peut déplacer des montagnes (au sens propre comme au figuré) ; mais aussi, pour le pire : c'est à cause de ce désir ou de son double, l'angoisse, que l'être humain est aussi capable d'attitudes suicidaires, destructrices à l'égard de sa propre espèce, que l'on ne rencontre pas dans le règne animal.

Les quatre grandes passions, dont le désir constitue la source, sont celles que la plupart des traditions de sagesse ont identifiées : la richesse – la puissance – le sens (et la connaissance) – l'amour. Sous l'effet de l'apparition de la conscience de la mort et de l'entrée de l'être humain dans l'univers du désir, les quatre besoins fondamentaux (subsistance, protection..) vont muter.

Le besoin de subsistance va se muer en passion de richesse. Par quel biais ? On peut l'observer avec un exemple assez simple : une collectivité humaine, une tribu veut prévoir pour l'hiver prochain des conditions de stockage pour s'assurer que, même en situation hivernale, elle pourra continuer à consommer. Mais, dans ce mouvement même² va progressivement apparaître un autre élément : stocker, c'est une certaine façon de prendre du pouvoir sur autrui et donc d'entrer dans un système beaucoup plus complexe, parce que les acteurs en position de stocker ont, en quelque sorte, un droit de vie et de mort sur l'ensemble de la communauté ; ou, en tout cas, ils ont un pouvoir de domination ou de régulation beaucoup plus important.

*“quatre grandes passions dont le désir
constitue la source”*

D'autre part, à travers le sentiment même de l'accumulation³, quelque chose, qui n'est plus simplement de l'ordre du besoin, va se jouer, qui relève de ce jeu du désir et de l'angoisse face à la mort. Stocker est alors une manière de conjurer la mort elle-même, ce qui donne à ceux qui le font une puissance qui va très au-delà de l'acte physique du stockage lui-même.

De la même façon, le besoin de protection va muter en passion de puissance, notamment sous la forme du désir

2. Qui, au départ, reste un mouvement de besoin, de prévision de la satisfaction de besoins.

3. Et éventuellement de la satisfaction en terme de puissance que va donner l'accumulation.

de domination d'autrui. Le besoin d'information va muter en passion du sens et de la connaissance ; je fais l'hypothèse que ces deux passions ont en effet la même origine : le désir de construire un cosmos face à la peur que l'univers soit un "chaos". Il y a deux grandes façons de construire un cosmos : soit faire l'hypothèse, de nature religieuse, qu'il y a un ordre du monde transcendant, qui lui donne son sens et lui garantit sa cohérence. Soit – ce qui constituera la démarche scientifique, mais qui part des mêmes prémisses passionnelles – faire le pari que, même s'il n'y a pas de transcendance, il y a, au moins, un ordre du monde, des lois et une intelligibilité possible.

Evidemment, la dernière fonction de conservation, la reproduction, va formidablement muter ; elle va constituer un élément absolument déterminant des autres éléments passionnels mis en place, puisque c'est toute la forme amoureuse, sous ses différents aspects, qui va apparaître dans la mutation du besoin de reproduction – que ce soit l'amour érotique, amical, mystique, l'amour affection, bref toutes les formes d'amour.

Ce qui fait que cet être humain⁴ désire être reconnu, être aimé et aimer ; ce qui va considérablement changer la donne.

Conséquences sur les concepts de la discipline économique

Si on oublie que l'être humain n'est pas seulement un animal rationnel, mais qu'il est aussi un être de désirs et de passions, on va avoir des conséquences très importantes, aussi bien théoriques que pratiques.

Je vais examiner quelques exemples du point de vue de la confusion sémantique concernant des termes fondamentaux du vocabulaire économique. Ils vont devenir, soit mensongers, soit gravement inadéquats pour rendre compte de données anthropologiques que, par ailleurs, le sens commun reconnaît.

Premier exemple, l'utilité. Ce mot a un sens très fort. Quand nous disons d'un objet, d'une relation ou d'un service qu'il est utile ou inutile, nous entendons un certain nombre de caractéristiques qui ne sont pas, ou d'abord, ce que la plupart des économistes entendent par " utilité ", qui, au sens précis du terme, devrait être appelée de la désirabilité solvable. Walras, le plus radical dans cette définition de l'utilité, écrit, dans son *Traité de l'économie politique* pure que, du point de vue de la définition de l'utilité économique, l'acte de l'assassin, recherchant un poison pour assassiner sa victime, va être aussi utile, voire plus utile que l'acte du médecin recherchant une potion pour soigner son malade. Que veut dire Walras ? Que la désirabilité du mouvement de l'assassin,

le prix, et singulièrement le prix marchand qu'il est prêt à payer pour se procurer le poison, va être égal, voire supérieur au prix que le médecin est prêt à payer pour soigner son patient.

" confusion sémantique concernant des termes fondamentaux du vocabulaire économique "

En réalité, derrière un terme du sens commun, qui a une signification en partie imprécise mais à forte connotation de morale sociale (l'inutile c'est le plus souvent le superflu voire le gaspillage), une partie des courants économiques⁵ va introduire une autre notion, celle d'un désir solvable, qui ne porte pas, en lui-même, de jugement éthique sur la nature de ce désir. Amartya Sen, prix Nobel d'économie, a montré que le découplage entre l'économie et l'éthique était une des failles majeures de l'économie libérale et néo-classique sur laquelle il fallait revenir : "refaire de l'économie une science morale", pour reprendre le titre de l'un de ses livres, c'est donc arrêter de croire à une économie complètement extérieure aux sciences humaines du point de vue de la connaissance, et étrangère aux valeurs et aux normes du point de vue de l'action⁶.

Le deuxième exemple de confusion sémantique porte sur le sens du mot valeur. On sait le rôle central de ce terme dans les catégories économiques au point que, quand on parle de "value", dans la littérature anglo-saxonne, il s'agit d'une contraction de value for money ! Et lorsqu'on évoque la perspective radicale du "life time value", c'est la potentialité de marchandisation de l'ensemble du temps de vie, devenant source de valeur monétaire, que l'on évoque.

" confusion sémantique sur le sens du mot valeur "

On arrive ainsi à cette situation absolument dramatique, que Karl Polanyi a bien analysée sous le terme de " société de marché " : si des éléments fondamentaux du lien politique ou du lien de réciprocité sont tellement subordonnés, voire absorbés par le lien marchand, cela conduit à une perte de substance fondamentale des sociétés ; ce qui se traduit, ensuite, par des retours des liens qu'on a exclus (par exemple, le retour du lien politique, ou celui du sens), mais sous forme régressive. La première société de marché, celle du dix-neuvième siècle, s'est terminée par le retour du politique sous une forme guerrière (deux guerres mondiales) et par le retour du sens, mais sous forme totalitaire (nazisme, fascisme, communisme).

Il est donc très important d'aller regarder ce qui se joue derrière cette question de la valeur, et de ne pas la réduire à son expression purement monétaire, afin que la définition économique ne constitue qu'un sous-ensemble de valeurs plus fondamentales.

4. Qui n'est pas simplement un être de besoins et de rationalités, mais aussi un être d'émotions et de passions.

5. Et non des moindres, parce que ce sont souvent ceux qui, sur le plan théorique, ont une reconnaissance scientifique extrêmement importante.

6. Ce que Walras avait bien compris par ailleurs puisque, on l'oublie trop souvent, à côté de ses travaux sur l'économie politique pure qui ont inspiré la plupart des courants néolibéraux actuels, Walras estimait nécessaire le développement d'une économie sociale qui s'inspirait, elle, directement de valeurs morales.

Or, que nous dit l'étymologie du mot valeur en latin ? Elle dit que la valeur, c'est ce qui fait la force de vie. Précisément, la force de vie pour des êtres qui ont conscience de la mort. Ce que nous pouvons vérifier empiriquement en nous posant la question : si je veux vraiment connaître la valeur de biens, ou la valeur de liens (au sens d'attachement, de relation, etc.), il me suffit d'en simuler la perte pour en comprendre la valeur. La valeur d'un être cher, par exemple, évidemment, ne va pas s'exprimer sous forme monétaire, mais il va suffire que je me représente la perte éventuelle de cet être pour comprendre que la valeur de ce lien est une valeur incommensurable, qui n'a pas de prix.

La dégradation du terme de valeur, comme force de vie, en valeur monétaire peut conduire à un véritable renversement de sens, puisque la valeur monétaire va pouvoir dire le contraire de la valeur au sens anthropologique ou écologique. Prenons l'exemple de l'air et de l'eau (biens écologiques) ou de l'amour (bien anthropologique) : c'est uniquement quand le bien, ou le lien, est en voie de destruction ou de pollution qu'on va voir apparaître sa valeur monétaire. C'est quand l'eau ou l'air seront pollués et qu'il faudra les dépolluer, les remplacer, les assainir, etc., qu'il y aura, alors, une valeur économique attribuée à l'air, ou à l'eau, parce que, tant qu'ils étaient gratuits et abondants, ils étaient considérés comme sans valeur économique ; de même, c'est à partir du moment où la relation amoureuse va être " polluée " (par exemple dans la prostitution) qu'elle va trouver une expression monétaire.

La question anthropologique

Si l'on aborde plus précisément cette dimension anthropologique, je vous propose de l'évoquer à partir de l'hypothèse de systèmes de régulation émotionnelle, constatables au cœur de toute société. Cette hypothèse postule qu'il y a un lien entre les éléments fondamentaux du psychisme collectif et individuel ; il y a, évidemment, des différences d'ordre, mais pas de nature. C'est la voie ouverte par Freud dans *Malaise dans la Civilisation*. Pour prendre un exemple plus récent, ce sont aussi les travaux de Charles Rojman, dont on a vu un film récent avec des policiers, sur ce qu'il appelle la thérapie sociale.

" toute société est confrontée à la question de la régulation passionnelle "

L'hypothèse est que toute société, comme tout individu, est confrontée à la question passionnelle. Et comme le propre des passions est que, s'il n'y a pas de régulation, elles deviennent explosives, alors toute société est confrontée à la question de la régulation passionnelle. Si elle ne met pas en place, plus ou moins, un système de régulation passionnelle, elle vivra ensuite quelques crises majeures. Il y a quelques exemples historiques, notamment la Chrétienté avec l'invention du Purgatoire⁷ qui a permis de sortir du système binaire dans lequel la damnation éternelle était assurée par la voie royale du prêt à intérêt (ce qui nous change quelque peu de la société de marché). On peut ajouter le grand basculement de la

Réforme protestante, bien analysé par Max Weber dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*.

Ou encore ce que j'appelle le système de régulation émotionnelle keynésien qui, à un moment donné, va équilibrer la passion des richesses par la passion de puissance ; et la tentative récente de la révolution conservatrice anglo-saxonne, par retour au capitalisme puritain. Infiniment mieux que les hypothèses classiques, qu'elles soient libérales ou marxistes, le retour sur trois grands textes des années 1930 permet de percevoir la nature de ce qui s'est joué dans cette période et, aussi, de mieux comprendre la crise civilisationnelle dans laquelle nous sommes entrés.

" la grande question est celle de l'abondance "

Ces trois textes sont : celui de Freud, *Malaise dans la civilisation*, traduit aussi par *Malaise dans la culture* (1930) ; celui de Keynes : *Essai sur l'économie et la monnaie*, et, notamment, le dernier chapitre : *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* ; celui de Georges Bataille : *Critique de la dépense*, qui sera repris ensuite, en première partie de *La part maudite*. Quel est le point commun de ces trois textes ? Il est de montrer deux choses :

- 1) Les phénomènes psychiques et émotionnels, culturels et civilisationnels (au sens fort du terme) sont absolument déterminants. Par rapport à cela, les phénomènes économiques sont secondaires.
- 2) La grande question est celle de l'abondance. Nos sociétés savent traiter le problème de la rareté ; elles sont saisies de vertige face à l'abondance.

Celui qui va le plus loin sur ce terrain est Keynes : pour lui, l'accumulation économique a permis de sortir de la rareté, de la pénurie, de créer des conditions de l'abondance. Mais si nous ne connaissons pas une mutation culturelle qui soit à la hauteur de la mutation technico-économique qui a produit cette abondance, nous allons vers une dépression nerveuse généralisée. Keynes dit même : une dépression nerveuse universelle, puisqu'il anticipe la mondialisation.

Qu'est-ce qui conduit Keynes à formuler cette prévision ? Tout simplement, le spectacle des gens aisés et oisifs des années 1930, qui ne sont pas du tout dans la crise, dans la récession, mais dans l'ennui et dans la dépression au sens psychique du terme. En effet, la perte de sens d'individus ou de collectivités, qui ne savent que faire de leur vie quand ils sont confrontés à une situation d'abondance, génère de la dépression. Et la dépression économique est une dépression artificielle qui se trouve créée en réalité par cette dépression psychique collective.

Georges Bataille pose aussi le problème de l'abondance. Si des sociétés ne savent pas dépenser, elles finissent par dépenser de façon destructrice, par la guerre, par exemple.

7. Ensuite, l'invention du Purgatoire, et notamment la référence à ce beau livre de Jacques Le Goff et sa traduction résumée dans *La Bourse et la vie*.

Le point commun de ces trois textes est donc la rencontre entre les questions civilisationnelles, passionnelles et celle de l'abondance. Parce que les sociétés n'ont pas su traiter cette mutation civilisationnelle, le phénomène de destruction majeure, de production majeure d'une rareté artificielle est évidemment une réponse régressive, mais efficace, au vertige de l'abondance. La guerre économique, loin d'être la résultante d'un combat pour la survie en situation de rareté, doit donc être analysée comme la production d'une rareté artificielle en situation d'abondance afin de traiter, de manière régressive, cette "dépression nerveuse" collective dont parle Keynes.

*" la rencontre entre les questions
civilisationnelles, passionnelles
et celle de l'abondance "*

Si on regarde ce qui s'est passé à partir de la fameuse crise économique et de la guerre économique qui s'est mise en place au début des années 1970, on constate que le vocabulaire de guerre économique apparaît bien avant le quadruplement du prix du pétrole, au milieu des années 1960, alors qu'on est en pleine situation de croissance, de prospérité et (en dehors de la guerre du Viêt-Nam) de relative paix internationale ; le seul élément économique qu'on peut véritablement repérer est la saturation des grands biens de consommation (automobiles et électroménagers). Pourquoi ce changement de langage qui conduit à passer d'une logique de croissance à une logique de guerre économique ? Il n'y a pas de raison économique à ce changement, puisque on ne peut invoquer alors les deux raisons qui serviront ensuite pour expliquer la crise économique : le quadruplement du prix du pétrole, après 1973, ou la déconnexion or-dollar de 1971. En revanche, on peut en donner une explication psychique conforme à l'hypothèse évoquée. La saturation des grands marchés de consommation automobile et électroménager, avant la nouvelle vague d'innovations technologiques de la révolution informationnelle, crée typiquement le couple abondance économique - dépression psychique, qui conduira au choc culturel international de l'année 1968. En France, le fameux article de Pierre Viansson Ponté, "la France s'ennuie", à la une du *Monde*, le formulera avec une particulière clarté.

À cette époque, où nos sociétés "de consommation" étaient confrontées à la question de l'abondance, trois voies étaient en effet possibles.

La première consistait à constater que ce que Keynes appelait non une crise économique mais une crise de l'économie ne touchait que la petite partie de l'humanité vivant dans ces sociétés. Au niveau mondial, en revanche, la question économique classique continuait de se poser. Si, par exemple, on avait fait un Plan Marshall, ou toute autre forme d'organisation d'un développement réellement planétaire prenant en compte l'ensemble des êtres humains, on aurait probablement repoussé cette question culturelle psychique.

Mais cette voie supposait une vision à la fois planétaire et solidaire du développement humain : les sociétés riches l'ont de fait refusée.

" trois voies étaient en effet possibles "

La seconde voie était celle de Mai 68. Brutalement résumée, elle consiste à dire : "la richesse, on ne la partage pas, on se la garde, mais on se donne, au moins, les moyens de changer notre mode de vie, notre mode de développement, de sortir du cycle métro, boulot, dodo". Cette voie-là a été tentée brièvement dans les années 1970, mais brutalement stoppée par la révolution conservatrice anglo-saxonne des années 1980. Et sur quoi repose celle-ci, qui se présente d'abord comme une contre-révolution culturelle ? Exactement sur ce que dit Bataille : la nécessité d'aller détruire cette abondance, en refabriquant de la rareté artificielle par la guerre.

Cela commence par la guerre économique. Et c'est pour cela qu'on a une guerre économique sans causes économiques, mais avec des causes psychiques et culturelles qui, elles, sont aisément discernables. Puis, on passe de la guerre économique à la guerre sociale : la guerre économique internationale a fabriqué de la misère au cœur de l'abondance et a maintenu des milliards d'êtres humains dans la misère, alors que les conditions de sortie de la misère sont largement réunies. Nous sommes en train d'entrer dans la guerre civilisationnelle : conflits de l'ex Yougoslavie, montée des intégrismes, 11 septembre, guerre en Irak, etc.

Si on travaille sur cette hypothèse, il semble important de repérer que l'approche de Keynes, Freud et Bataille non seulement n'est pas annulée, mais est redoublée par le fait que nous sommes dans des sociétés informationnelles. La caractéristique de celles-ci est en effet que les éléments ayant trait à l'être humain lui-même, à son intelligence et à sa relation, sont beaucoup plus importants que lorsque nous avons des sociétés qui, économiquement, sont surdéterminées – comme ce fut le cas des révolutions industrielles – par des objets, des techniques et des machines.

Du même coup, les questions psychiques, culturelles, civilisationnelles sont plus importantes à notre époque qu'elles ne l'étaient dans les années 1930. Aussi, la nécessité d'aller revisiter cette hypothèse me paraît encore plus urgente aujourd'hui qu'hier.

L'autre forme régressive que va prendre en Occident le refus du partage de la richesse et celui du changement de mode de vie, c'est ce que j'appellerai la dérive toxicomane. Et c'est ici que je vous propose un lien entre la Bourse et la drogue.

C'est vrai d'un individu comme d'une collectivité : quand on est dans une phase dépressive, il y a deux façons de traiter le problème. Ou bien on le traite à la racine et on essaie de remonter aux causes mêmes de la dépression et du mal être, en travaillant sur la question de la Bourse des vraies valeurs, c'est-à-dire sur la question fondamentale :

qu'est-ce qui fait que l'être humain, individuellement ou collectivement, est capable de grandir en Humanité, de se réconcilier avec lui-même, avec autrui ou avec la nature ? C'est la question de la beauté, de l'amitié, de la sérénité.

" je vous propose un lien entre la Bourse et la drogue "

Ou bien la modalité la plus fréquente de traitement de la dépression est la modalité toxicomane : on traite la dépression par de l'excitation. Seulement, il faut, à chaque fois, que la dose supplémentaire soit plus forte que la précédente. Aussi le modèle toxicomane est-il dans une spirale extraordinairement dynamique, mais destructrice. Si on fait cette hypothèse de la toxicomanie, il ne s'agit plus seulement de dire que la psychose mania-co-dépressive⁸ est la maladie du siècle pour les individus, mais qu'il s'agit d'une forme de pathologie collective. Et là où le caractère le plus radical du dérèglement du mal-être va se produire, là où ces phases vont être les plus évidentes, c'est justement dans l'économie financière et spéculative.

Ce n'est pas par hasard si c'est effectivement sur les marchés financiers que – pour reprendre le terme célèbre du Président de la Banque Fédérale américaine Alan Greenspan – l'on repère l'exubérance irrationnelle des marchés financiers. Cette phase excitative, maniaque (la dernière fut celle de la " nouvelle économie ") prélude aux phases dépressives et récessives (que nous connaissons actuellement). Et dans ces phases, l'incompréhension par la rationalité économiste réductrice est aussi forte que dans la phase d'excitation. Après l'exubérance irrationnelle des marchés, on nous dit que la dépression n'est pas non plus rationnelle puisque les fondamentaux économiques sont bons.

Evidemment, si on raisonne dans les catégories de l'homme economicus comme calculateur rationnel, on ne comprend rien à ce qui se passe ; et pourtant cela se passe ! Mais si on fait l'hypothèse que les enjeux passionnels sont déterminants, alors, à ce moment là, on sait ce qu'est le couple mania-co-dépressif et on comprend pourquoi l'économie spéculative en constitue le cœur même. Quand, par exemple, au moment du krach de 1987, le Wall Street Journal titrait : Wall Street ne connaît que deux sentiments, l'euphorie ou la panique, il mettait bien en évidence ce phénomène.

Evidemment, dans les phénomènes de drogue, il n'y a pas que la fascination de l'argent ; celle de la gloire et du pouvoir jouent un rôle de même nature dans la toxicomanie. Mais, à l'intérieur d'une société de marché, celle où, à cause du life time value, l'ensemble des activités humaines finit progressivement par être marchandisé, la

toxicomanie propre aux marchés financiers finit par être dominante⁹.

Si nous travaillons maintenant du côté des réponses positives, il nous faut distinguer l'enjeu entre le faux welfare et un vrai bien-être. On a traduit en français le welfare state, dit état du bien-être par État-providence. En réalité, cela n'a jamais été, au sens fort du terme, un État où une politique publique de bien-être est mise en oeuvre ; c'était, plus précisément une politique du bien-avoir, qui, tant du point de vue du revenu que des systèmes de protection sociale, assurait un certain nombre de garanties. C'est évidemment loin d'être négligeable. Mais, la question de plus en plus fondamentale dans nos sociétés, celle du mal-être, n'a pas été traitée et a ouvert la voie à la crise civilisationnelle que nous évoquons.

" la question de plus en plus fondamentale, du mal-être, n'a pas été traitée "

Or, si on considère que la question fondamentale des êtres humains n'est pas simplement organisée par le couple rationalité-besoin, mais qu'on doit ajouter, dans un triangle, l'élément émotionnel, alors il nous faut constater que les passions sont ambivalentes. C'est vrai des individus comme des collectivités : il y a un bon usage de la richesse, de la puissance, du sens et de la connaissance, de l'amour ; mais il y a, aussi, un usage destructeur de ces quatre passions. L'usage destructeur de la richesse est quand elle se transforme en accaparement contre autrui.

Celui de la puissance, quand elle n'est pas créatrice, mais volonté de domination.

Celui de la passion du sens, quand, au lieu d'être du sens ouvert, il devient identitaire, fermé, et conduit aux guerres de religions.

Celui de la connaissance, quand elle devient dogmatique, scientiste et positiviste.

Celui de l'amour, quand il se fait lui-même destructeur, soit d'autrui, par le désir de possession soit de soi-même, lorsque l'amour se retourne en haine : tout suicide est toujours une certaine forme de chagrin d'amour.

La grande question de l'Humanité est de savoir que faire de notre désir et de notre conscience de la mort. Dans cette perspective, la question fondamentale de la valeur, du bien-être, devient "comment grandir en Humanité ?", c'est-à-dire comment construire un voyage de vie, qui, à bien des égards, est un voyage passionnant. Dans notre système solaire, nous avons cette possibilité inouïe de transformer le soleil en énergies, sous toutes les formes techniques que nous connaissons, de même que notre corps transforme l'énergie solaire en énergie musculaire. Mais, il y a plus : grâce à ce petit appareil qu'on appelle cerveau, nous pouvons aussi transformer du soleil en conscience. C'est en conscience, et on pourrait dire aussi

8. Ce qui la caractérise, c'est cette alternance, de plus en plus dramatique et qui peut aller jusqu'à la mort, de phases de dépression suivies de phases d'excitation.

9. Il serait intéressant, à la lumière de cette hypothèse, de montrer comment se joue la crise du système de régulation émotionnel américain à travers l'affaire Monica Lewinski, sous Clinton, et le christianisme ultra-conservateur, autour de Bush.

en confiance, que nous allons vivre le voyage dans l'univers, la grande aventure de l'Humanité ; à condition de la vivre intensément, à la bonne heure et à condition de ne pas en rester à une condition de " mammifère consommant " pour reprendre une expression suggestive de Catherine Dolto !

Grandir en humanité

Nous ne pouvons " grandir en humanité " que si nos systèmes de référence collective ne nous maintiennent pas dans un état infantile. Or les deux grandes idéologies du XIXème et du XXème siècle se sont construites, soit sur la nostalgie du stade fusionnel du collectivisme, soit, dans le cas du capitalisme, sur le stade de construction de l'ego par mode comparatif et rival, entre 3 et 7 ans. Or, comme dans Tintin et Milou, entre 7 ans et 77 ans, il y a de la marge pour l'individu, mais aussi pour une collectivité. Il est donc possible de grandir en Humanité sans être condamné, soit au retour à la régression fusionnelle qui ferait disparaître notre individuation, soit à rester au stade infantile, dans lequel le capitalisme et la société de marché nous font croire que nous ne pouvons exister comme individus que pour autant que nous considérons les autres comme des rivaux.

Nous pouvons grandir en humanité dans la création et dans la coopération avec autrui. Alors, plus nous grandissons dans l'ordre de l'être et non de l'avoir et de la possession, plus nous sommes dans un jeu à somme positive et non négative. Ce que je ferai dans ma vie individuelle, pour la vivre intensément, pour être à la bonne heure, sera aussi une occasion d'être mieux dans mes rapports avec l'univers (recherche de la beauté et de la vérité), d'être mieux dans mes rapports avec autrui (l'amitié comme alternative à la rivalité) et d'être mieux dans les rapports avec moi-même (la sérénité comme alternative à la guerre, ou à la tension intérieure).

" grandir en humanité, dans l'ordre de l'être et non de l'avoir "

Pour prendre un terme cher aux bouddhistes – qui nous disent que l'attention est la question fondamentale du bonheur – il s'agit d'être intensément présent, à autrui, à soi-même, à la situation. L'attention est, alors, une alternative à la tension, cette espèce de course, de stress, de guerre permanente dans laquelle nous sommes entrés.

Je termine par quelques citations qui expriment, mieux que je l'ai fait, le cœur de mon propos.

Gandhi nous dit : " il existe assez de ressources sur cette

Planète pour répondre aux besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire le désir de possession de chacun... " Gandhi pointe ainsi le cœur du problème du mal-être du développement mondial actuel, qui n'est pas du tout un problème de ressources, de moyens, etc. mais de dérèglement du désir.

Pascal – "ces raisons que l'on ne connaît point" et qui sont justement les raisons du cœur – témoigne d'une rationalité supérieure, qui ne nie pas, mais intègre la rationalité rationnelle à l'intérieur d'une composante anthropologique plus vaste.

Alexander Lowen précise : "traverser la vie le cœur fermé, c'est comme faire un voyage en mer à fond de cale. " C'est toute la question de notre voyage de vie : à fond de cale, il n'y a pas seulement les humains que l'on condamne à la misère et à l'exclusion ; il y a aussi nombre de puissants et de riches qui vivent dans le non sens et la peur d'autrui.

Confucius avertit : "Vis comme en mourant tu aimerais avoir vécu." Car la conscience de la mort est celle qui nous aide à repérer les valeurs fondamentales, à les hiérarchiser. Les personnes qui, à New York, voyaient qu'elles allaient probablement mourir, ont utilisé leurs portables, non pas pour appeler leur banquier, pour savoir le solde de leur compte en banque, mais pour dire à des proches qu'elles les aimaient.

Enfin cette phrase d'Alain : " le meilleur service que nous puissions rendre aux gens qui nous aiment, c'est encore d'être heureux."

Telle est cette Bourse des vraies valeurs, réconciliée avec la vie. Ce propos n'annule en rien la part de la rationalité économique proprement dite, à condition que l'économie redevienne ce pour quoi elle a été inventée, c'est-à-dire servante d'activités humaines qui sont plus hautes, dans l'ordre du voyage, politique ou spirituel. En revanche, quand la rationalité économique finit par être contradictoire avec l'essentiel de ces valeurs anthropologiques fondamentales, elle devient insensée. Le pire de cette rationalité, on l'a vu à Auschwitz : quand la rationalité est coupée de tout sens et de toute éthique, elle peut devenir totalement inhumaine. Le propre d'une économie à visage humain, d'une économie qui se réconcilie avec l'humanisme, c'est effectivement le repositionnement de l'économie dans les valeurs anthropologiques fondamentales du désir d'humanité.

Patrik VIVERET

Le débat

En écho à cette vaste fresque sur le mal-être dans la civilisation, un responsable de fédération de coopératives de producteurs rappelle les principes de base de l'économie sociale qui, loin des vertiges toxicomaniaques de l'économie financière, se règle sur les fondamentaux de l'économie : une entreprise entre les mains de ses salariés, la démocratie dans la décision grâce au principe un homme une voix, une répartition des résultats partagés entre l'autofinancement, les salariés et la rémunération du capital.

" L'économie sociale a des ressources "

L'économie sociale a des ressources pour assainir l'économie face aux dérives de l'économie financière.

Plus radicalement un responsable de structure d'insertion par l'économique note que les militants d'une économie solidaire des laissés-pour-compte sont particulièrement conscients de l'absurdité de ces gaspillages de ressources. Il est important d'entendre ici la voix des soutiers de cette économie, de ceux qui, tous les jours, par le travail social, sur le terrain, dans les associations, ont un peu l'impression de réparer les dégâts de tout ce système, de prendre par la main les laissés-pour-compte de cette économie. Ils se demandent, parfois, s'il n'y a pas une autre façon de faire.

Les questions que se posent les responsables de tous les organismes qui travaillent dans le social : insertion, aide aux chômeurs, aide aux mal-aimés de la société, sont de plusieurs ordres.

D'abord, on a bien conscience que la logique de ce système, qui a tendance à s'emballer, aboutit à un certain nombre d'absurdités. Mais la contradiction apparaît quand on fait le compte des coûts engendrés par cette

absurdité, par ce système qui fonctionne de façon complètement dérégulée ; dans cette logique, on ne comprend pas pourquoi les acteurs principaux du système n'ont pas vu qu'ils avaient eux-mêmes intérêt à éviter le coût économique de ces laissés-pour-compte.

" on fait le compte des coûts engendrés par cette absurdité "

En France, on dit que le coût du chômage, de l'insertion, de l'aide aux personnes en difficulté est très élevé : on ne sait plus si c'est entre trente et soixante milliards d'euros. N'y a-t-il pas d'autres façons de faire pour éviter cette charge en réintégrant, d'une façon ou d'une autre, tous ces laissés-pour-compte dans le système ? Pourquoi les payer à vivre à côté du système ? Est-ce qu'il n'y a pas une façon de les réintégrer ? Est-ce que ce ne serait pas dans la logique même du système ?

Deuxième interrogation sur cette ressource humaine. Depuis une bonne dizaine d'années, on entend les grands maîtres du management nous expliquer que, aujourd'hui, le capital premier de l'entreprise, c'est la ressource humaine. Et on enseigne maintenant, dans les grandes écoles de management, comment valoriser ce capital par la motivation, l'intéressement, etc. Nous avons tendance à ajouter : au niveau d'un territoire, d'une ville, d'une nation, la ressource humaine, c'est aussi tous ces laissés pour compte. Ceux qui les connaissent bien, qui travaillent tous les jours avec eux, ont pu apprécier l'énorme richesse qu'il y a chez ces personnes. Les travailleurs sociaux, ceux qui font de l'accompagnement social, ont l'occasion de faire des expériences d'insertion dans les entreprises et les chefs d'entreprise eux-mêmes en ont témoigné dans un certain nombre de colloques. Ceux qui ont osé tenter l'aventure d'insérer, par exemple,

des personnes en difficulté, des handicapés, des illettrés, des immigrés ont pu dire quelles transformations cela avait fait dans leur entreprise même, pour peu qu'ils aient pris la précaution d'associer le personnel à la démarche, de façon à ce qu'on arrive à une prise en charge plus ou moins collective et partagée.

" ils ont pu dire quelles transformations cela avait fait dans leur entreprise "

Mais le changement d'esprit, l'ambiance du travail que cela introduit, le fait de l'attention aux autres, de la solidarité, la transformation intérieure que cela peut apporter, font qu'on se rend compte que l'entreprise ne vit plus uniquement pour un intérêt financier, pour la productivité, la compétitivité. À l'intérieur même de l'entreprise, c'est la possibilité de vivre d'autres valeurs.

Nous ne comprenons pas, poursuit ce responsable, pourquoi ces évidences, qui visent, finalement, à améliorer la motivation des acteurs et la productivité même des systèmes, ne soient pas apparues à tous ceux qui dirigent ce système et en profitent. On se demande pourquoi les responsables de l'économie ne deviendraient pas conscients de cette absurdité et ne prendraient pas les mesures nécessaires pour y remédier.

" est-ce la bonne conscience du système ? "

Sinon, que représente alors l'économie sociale et solidaire ? S'agit-il uniquement d'îlots de l'économie rationnelle, la bonne conscience du système ? Sont-ce des prototypes, et dans quelle mesure peut-on les généraliser ? Est-ce uniquement l'expression de la bonne conscience, ou un phénomène marginal toléré parce que cela permet de supporter le reste ?

L'orateur répond en se référant à l'expérience des rencontres d'altermondialisation de Porto Allègre. Il s'interroge : est-ce un premier essai d'idéologie qui permet d'expliquer et de prendre en compte tout ce qui n'est pas strictement économique, c'est-à-dire toutes les autres dimensions anthropologiques ? Avons-nous besoin d'idéologie explicative, de nouvelles idéologies qui prendraient le relais du libéralisme, du socialisme, du communisme ? Peut-on continuer de vivre sans repères, ou avec cinq milliards de repères individuels ? À ce moment là, qui fera l'arbitrage entre ces différentes conceptions du sens que l'on peut donner à l'homme ? Faut-il un gouvernement mondial, ou faut-il imaginer autre chose à partir des institutions existantes ?

Une personne repose la question à partir de la problématique de nos cités et de nos villes. Si on prend aujourd'hui la compétitivité qui existe entre les grandes villes pour produire la richesse et attirer les grandes entreprises qui sont censées résoudre un certain nombre de questions, pense-telle, on voit bien qu'il y a un hiatus fondamental entre cette quête, qui est allée jusqu'à la compétitivité entre les grandes villes de ce monde et le

message de Porto Allègre où on voit la force de la société civile en émergence et sa capacité de coopérer. Quel rôle doivent jouer les villes aujourd'hui, les cités, les collectivités ? Le partenariat entre les entreprises qui le souhaitent et souhaitent évoluer vers une démarche plus solidaire, ainsi qu'avec les acteurs associatifs, l'ensemble de la société civile, peut-il être mobilisé pour inverser la tendance et aller vers davantage de créativité, d'imaginaire pour un développement durable ?

" quel rôle doivent jouer les villes aujourd'hui ? "

La réponse indique que les villes sont un espace intermédiaire majeur entre l'individu et le monde. Les villes doivent donc poser la question anthropologique, celle de l'humanité de l'homme et lancer non seulement des dialogues pour la Terre qui posent la question écologique, mais des dialogues en humanité qui incluent la question écologique et vont jusqu'à creuser la question de l'homme, en faisant appel à toutes les disciplines et toutes les sagesse disponibles.

Un intervenant en revient aux questions précédentes en affirmant sa confiance dans l'économie sociale si elle retourne à ses sources originelles. Il encourage les développements actuels de l'économie solidaire. Beaucoup de ressources inemployées pourraient effectivement l'être : chômeurs, handicapés, immigrés. Il en revient à la mondialisation : un autre monde est possible, mais il faut changer d'imaginaire.

" il faut changer d'imaginaire "

C'est ce qui se fait avec l'altermondialisation. La vraie mondialisation est là où l'humanité existe dans sa diversité. L'antimondialisation est à Washington qui refuse le tribunal pénal international, l'interdiction des mines antipersonnelles et les accords de Kyoto. C'est l'axe BBL (Bush-Ben Laden).

À deux questions, l'une sur l'épistémologie, une autre sur la transcendance, l'orateur déclare que les savoirs doivent être reconnus dans leurs limites. Lorsque Durkheim dit que les faits sociaux doivent être traités comme des choses, il se trompe : les faits sociaux ne sont pas des choses, car ils concernent des hommes dans toutes leurs dimensions.

" un dialogue exigeant porté par la recherche de la vérité "

Quant au recours à la transcendance, Patrick Viveret opte pour le pluralisme des religions et des sagesse : par exemple le bouddhisme, qui est une sagesse et pas une religion transcendante, doit contribuer lui aussi à ce dialogue en humanité. Il n'y a pas à faire un tri, au départ, entre les cultures et les civilisations. Toutes sont convoquées. Le tri et le discernement se feront par le débat et par un dialogue exigeant porté par la recherche de la vérité.

Moment social, moment écologique

L'homme est-il de trop dans la nature ?

L'exposé

André Micoud ¹

"L'homme est-il de trop dans la nature ?" Que voilà bien une question incongrue ! Et cela pour au moins trois raisons.

Tout d'abord, dans sa formulation même, voilà une question qui pose l'existence de deux entités séparées. Or, l'homme n'est-il pas partie intégrante du monde naturel ? N'est-il pas un organisme vivant apparu, s'étant développé, et faisant que le monde est tel qu'il est (incluant donc une espèce de mammifère à côté d'autres espèces) ? Poser une telle question revient donc à dire que le monde n'est pas comme il faut, si une partie de lui est dite sur-numéraire ou superfétatoire. Comme si l'on disait : "les serpents ne devraient pas exister".

À moins que, deuxième façon de comprendre cette question, on veuille dire que l'homme n'est pas assez naturel. Le mot nature n'est plus alors à prendre comme un équivalent de celui de monde, mais comme synonyme de monde vivant à l'état de nature. La présence de l'homme est alors contestée au nom de ce qu'il s'écarterait trop de cette norme. C'est parce qu'il ne se comporterait pas comme un "être naturel" ou comme "un être de nature" que sa présence serait contestable.

Ce qui revient à considérer cette fois que c'est à cause de propriétés particulières, celles de la culture pour être précis, qu'il n'aurait pas sa place. La vraie nature, selon cette conception, c'est le monde sans l'homme. Ne nous reste alors plus qu'à nous en aller. Mais, qui veut commencer à le faire ?

Et l'on voit que c'est bien là le vice profond d'une telle question – que dis-je, son caractère complètement insensé – puisque, aussi bien, c'est parce que l'homme est ce qu'il est, être vivant parlant, être de culture, qu'une telle question peut être proférée. D'où la réplique imparable qu'il convient de renvoyer à celui qui pose la question du bien fondé de la présence de l'homme dans la nature : mais qui donc pose cette question ?

Comme on l'avait compris, une question ainsi formulée n'était que pure provocation. C'est-à-dire, au sens fort du terme, une question destinée à faire parler, à pro-vocare. Et tel est bien l'objectif de cette soirée, que j'ai mission d'introduire... de façon à ce que vous puissiez vocare vous aussi.

1. Sociologue. Directeur de recherches au CNRS. Responsable du CRESAL (Unité Mixte de Recherche n° 5043 du CNRS), associé aux deux Universités de Lyon 2 et de Saint-Étienne. Conférence donnée le 19 décembre 2002.

Comme nous le savons tous, s'il est vrai que cette question, sous cette forme, est complètement absurde, le fait même qu'elle puisse être posée aujourd'hui n'est peut-être pas sans raisons et, du coup, peut donner à réfléchir. Une des raisons qui font que cette question – toute absurde qu'elle soit – peut être néanmoins posée, consiste sans doute en une interrogation de La Raison au nom de laquelle, jusqu'à présent, on comprenait la place de l'homme dans la nature. Cette question n'est donc pas posée pour attendre une réponse en terme de oui ou non, ou en terme de tout ou rien, elle est bien plutôt faite pour attirer l'attention sur un problème dont la solution n'a pas cette forme tranchée. La question, en effet, n'est pas de savoir si l'homme est de trop dans la nature, mais s'il ne devrait pas se comporter de façon plus raisonnable avec elle.

Et voilà donc que la raison revient, dont il faut bien dire quelques mots pour situer un peu le propos. Au sens le plus simple, le mot de raison renvoie à deux significations principales : primo ce qui ressort au calcul logique s'opposant aux mouvements irréflectés de la passion, du cœur ou des sentiments, et secundo, ce qui caractérise un discours cohérent et sensé. Deux caractéristiques qui semblent permettre de dire que la raison ne peut être qu'une et universelle. Sauf que les choses ne sont pas si simples puisque, aussi bien, nombreux sont les cas où une raison poussée à bout peut aboutir au contraire du résultat visé. Trop de raison tue la raison, comme le dit ce mot de "raisonneur" appliqué à celui qui, tout à son raisonnement logique, ne s'aperçoit même plus qu'il casse les pieds à tout son entourage... Notons donc, au passage, combien le vocabulaire est riche qui permet de conjuguer ce vocable avec beaucoup de nuances différentes : raisonneur, mais aussi ratiocineur, rationnel, rationaliste, raisonnable.

Résumons donc : la question est celle du rapport de l'homme à la nature. Et elle est devenue la suivante : comment dire en raison ce que devrait être une manière raisonnable de se comporter par rapport à elle ? Puisque, aussi bien, la question se pose. Voilà la nouveauté.

Les deux raisons opposées, qui ne sont raisonnables ni l'une ni l'autre

Il y avait, jusqu'à présent, une façon raisonnable de se comporter, tellement raisonnable même qu'on pouvait à peine imaginer qu'il puisse y en avoir une autre. Cette façon de se comporter était celle qui considérait que la nature était un objet et que l'homme était un sujet libre de se comporter avec elle comme avec n'importe quel objet. S'en défendre, s'en protéger quand cet objet se faisait trop sentir : et donc se vêtir et construire des habitations contre le froid et le vent. Mais aussi s'en servir, pour y trouver sa nourriture, cueillir ses fruits, chasser les bêtes fauves. La dompter ou la canaliser même parfois, pour en tirer les énergies avec les moulins à vent ou à eau. En extraire les matériaux les pierres, le bois, les minerais... pour fabriquer des outils. Ah que c'était le

bon temps ! Enfin, c'est ce que je crois entendre parfois, ça et là, de la part de tous ceux qui ont oublié combien l'eau était froide quand il fallait aller laver le linge à la rivière.

" celle qui considérait que la nature était un objet "

Et puis, voilà que l'homme, armé de sa science et de sa technique, en est venu peu à peu à s'affranchir de plus en plus de cette nature naturelle. Voilà qu'il a construit une sur-nature à la mesure de sa volonté de puissance, une technosphère comme on dit. Tel est le résultat du projet moderne, commencé avec Galilée, puis Bacon, et exprimé par cette formule de Descartes que tout le monde connaît, de l'homme comme "maître et possesseur de la nature". Et qui a eu aussi son correspondant dans le droit, avec l'exacerbation du droit de la propriété privée dans notre Code Civil (usus, fructus et abusus). Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui – je parle ici à Lyon à des habitants des pays développés, à des occidentaux, à des gens de l'hémisphère nord – est celui de l'artifice et de la machine qui triomphe maintenant dans l'accouplement du biologique et de l'électronique. Cyborg, (l'organisme électronique), remplace Adam ou homo (les fils de la terre). Aussi bien, la nature qui est devenue l'environnement, n'est plus que le réservoir de ressources et le déversoir de déchets, comme l'arrière-cour de la technosphère.

Le moment écologique (je reviendrai sur cette expression) est celui où la question se pose de savoir si le projet initié par cette raison moderne n'a pas trop bien réussi. Ou, autrement dit, si la raison qui en était au principe et qui disait que la nature pouvait être considérée comme un objet exploitable, n'est pas allée un peu trop loin. N'était-on pas en train de déraisonner ? Ne va-t-on pas jusqu'à dire, par exemple, que l'homme lui-même, en tant qu'être biologique, pourrait bien lui aussi être transformé en objet, puisqu'on se dispute déjà pour savoir s'il ne serait pas tout à fait intéressant d'en reproduire des morceaux, de breveter ses cellules ? Ainsi se met-on à retrouver ce qui passait pour de vieilles lunes, à savoir que tout n'est pas maîtrisable. La nature c'est ça, c'est natu, ce qui n'arrête pas de naître, d'advenir, ce qui se donne en permanence et qui appelle d'abord à la passivité de l'accueil, à la gratitude. Comme l'avaient bien pressenti les romantiques qui, en contemporains de la construction de ce monde moderne, avaient vu les risques qu'une telle hubris portait dans ses flans.

Alors face à cet état de la réflexion – et qui commence peu à peu à accéder à une certaine légitimité sociale (même si les premiers écologistes se sont fait encore accuser pendant longtemps de vouloir revenir au temps de la bougie) – une autre position s'est faite jour, à l'exact opposé de la première : celle qui dit que, puisque ce n'est pas la terre qui appartient aux hommes, ce sont les hommes qui appartiennent à la terre. C'est ce que l'on connaît sous le nom de deep ecology, l'écologie profonde, l'écologie radicale. Rapport romantique de fusion et

d'osmose, culte et chant de la vie qui croit pouvoir retrouver dans des modes de vie exotiques et/ou traditionnels des illustrations de cette félicité originelle, virginale et paradisiaque. D'où la réactivation du plus archaïque et du plus puissant des fantasmes : celui du retour à l'origine, de la régression au sein de la mère nature, de Gaïa la génitrice. Se développe alors une conscience aiguë de l'identité entre tous les êtres vivants qui soutient un discours globalisateur, le holisme, et qui réactive le mythe fondateur du panthéisme dans lequel l'esprit n'est plus le privilège de l'humanité, mais une propriété planétaire globale.

" c'est ce que l'on connaît sous le nom de deep ecology, l'écologie profonde "

La nature est un sujet qui a autant de droits, si ce n'est plus, que l'homme, espèce prédatrice et destructrice entre toutes. C'est dans l'attitude par rapport aux animaux que cette position est allée le plus loin. Ainsi, par exemple, du mouvement anti-spéciste qui considère que toute attitude, qui ne met pas sur le même plan l'espèce humaine et les autres espèces vivantes, est à condamner comme l'est le racisme au sein de l'espèce humaine.

En conclusion de cette première partie, je pense, avec François Ost dont je me suis largement inspiré ici², que l'une et l'autre de ces deux raisons, soit ces deux façons de prétendre ordonner le monde qui, la première fait de la nature un simple objet indéfiniment exploitable et qui, pour ce qui est de la seconde, croit avoir trouvé la solution en disant que c'est la vie qui détient le principe de toute chose, que ces deux raisons, donc, sont également débilés. Pourquoi ? Parce que ni l'une ni l'autre ne veulent penser ni le lien ni la limite. L'homme est de nature, voilà pour le lien ; mais il n'est pas que de nature, voilà pour la limite. Une nouvelle raison est donc à trouver qui permettrait de penser les deux à la fois. Ni l'anthropocentrisme qui met l'homme au centre de tout et qui ordonne ce tout à son bon vouloir (ou au fantasme de sa maîtrise absolue), ni le naturalisme (ou le bio-centrisme) qui absorbe la culture, en faisant des lois du vivant celles de toute connaissance et de toute action.

Nous sommes donc dans ce que j'ai appelé le moment écologique, un moment où nous serions comme entre deux raisons, comme entre deux temps. Et où nous avons à choisir.

Le moment écologique, ou l'heure des choix

Permettez-moi d'abord, en introduction à cette deuxième partie, de dire ce qui m'autorise à parler de cette façon, et cela en vous présentant très succinctement les travaux que je mène depuis trente ans sur la mouvance écologique.

J'ai d'abord commencé à travailler sur les changements du rapport à l'espace (naturel) : avec les hippies et le retour à la terre, l'histoire de la création des réserves

naturelles, des Parcs Naturels Nationaux puis Régionaux, les transformations de la campagne... Ce qui devait donner lieu, outre à une thèse, à un ouvrage collectif *Des hauts-lieux ; la construction sociale de l'exemplarité*.

Ensuite, j'ai travaillé, dans le prolongement, sur les changements du rapport aux espèces vivantes : l'intérêt pour les espèces en voie de disparition, la contestation de la chasse, le développement des associations de protection ou d'amis des animaux, l'apparition des pratiques de réintroduction d'animaux sauvages, la critique de la catégorie d'animaux nuisibles, le changement de la frontière symbolique entre le sauvage et le domestique. Ce qui devait donner lieu à un autre ouvrage collectif, un numéro spécial de la revue *Études Rurales* sur le thème "Sauvage et domestique".

Enfin, depuis quelques années, mes travaux et réflexions sur le patrimoine et sur la gestion du vivant m'amènent de plus en plus à l'hypothèse d'un changement du rapport social au temps, qui nous a fait passer d'un rapport de conservation de ce qui nous précède, à un rapport de sauvegarde, puis à un rapport de gestion.

De ces trois changements, je tire l'hypothèse d'un changement global du rapport symbolique au monde : ce qui se trouve confirmé par l'étude des signifiants rhétoriques et iconiques qui en témoignent et qui tous reviennent à mettre la prise en compte de la Vie ou du vivant au centre des préoccupations.

Petit rappel, comme en passant : il y a trente ans, ce changement du rapport au vivant commence en même temps que la mise sur le marché de la pilule contraceptive (sans que cela, à mon avis, ait été encore véritablement pensé).

Je poursuis toujours mes travaux dans ces trois directions : territoire et environnement (étude de la mise en place des sites Natura 2000), vivant et espèces (qu'en est-il du vivant technicisé avec l'élevage industriel ou les Organismes génétiquement modifiés ?), et identité et patrimoine (la question de l'identité dans le temps des groupements humains).

Une fois cet arrière-plan rappelé – qui non seulement m'autorise à parler, mais balaye aussi un ensemble de phénomènes, qui attestent des changements en question (tous ces "problèmes" n'étaient pas d'actualité il y a trente ans) –, qu'est-ce que je veux dire en parlant du "moment écologique" ? Eh bien, de celui d'un changement radical du rapport symbolique au monde : rapport symbolique à l'espace, aux autres êtres vivants, et à la temporalité.

" un changement radical du rapport symbolique au monde "

Et, c'est parce que la plupart des explications proposées ne me satisfont pas, au motif qu'elles ne parviennent pas à tenir ensemble la globalité des phénomènes à prendre en compte, que je vais vous proposer maintenant mon interprétation.

2. *La nature hors la loi*, La Découverte, Paris, 1995.

Il est assez difficile de comprendre ce qu'est le changement symbolique du rapport au monde. Un exemple toutefois me permettra de me faire comprendre : nous savons tous ce que peut être l'expérience d'un changement du rapport individuel. Si vous devenez chômeur, vous éprouvez le monde différemment que lorsque vous étiez travailleur. Si vous devenez père ou mère, vous changez de place dans la chaîne de la filiation et vous ne voyez plus le monde de la même façon. Si vous allez dans un autre monde, un autre pays, il va vous falloir vous adapter aux coutumes locales et à une certaine vision du monde ; sinon, vous allez souffrir... Cela, c'est l'illustration d'une phrase célèbre de Marx : ce sont nos conditions d'existence qui déterminent nos états de conscience. On peut discuter à l'infini du terme détermination, mais le rapport d'efficacité est peu contestable.

Mais, si l'on peut comprendre ceci au niveau individuel, il est beaucoup plus difficile d'en prendre conscience quand il s'agit d'un changement global. L'homme ne vit pas dans le monde tout nu ; il habite d'abord et avant tout dans une culture. Certes, nous sommes des animaux qui avons besoin de manger, sauf que nos repas sont toujours en même temps des rites. Et le changement symbolique du rapport au monde, c'est, d'abord et avant tout, la transformation de tout ce système symbolico-culturel qui médiatise ce rapport au monde biophysique. Le problème est que ce système culturel est tellement incorporé (la socialisation consiste à faire incorporer ce système) qu'il apparaît comme étant naturel. On dit donc que les catégories de perception du monde sont comme naturalisées. Bien sûr, ce sont toujours ceux qui, dans un monde donné, bénéficient le plus de cette naturalisation des catégories, qui ont tout intérêt à ce que rien ne change, en faisant passer un état donné pour naturel.

Voilà pourquoi il est si difficile de parvenir à penser le changement du rapport symbolique au monde. Pourquoi ? Parce que le monde dans lequel nous vivons est déjà toujours l'objet d'une interprétation, et donc d'une raison dans laquelle nous sommes complètement impliqués. Parce que c'est ça être humain ! Sauf que, quand cette raison semble devenir déraisonnable, il est bien toujours possible – et même nécessaire – de se demander s'il ne conviendrait pas de changer de lunettes, pour se mettre à voir le monde d'une autre façon. Autrement dit, si je reste fidèle à la thèse matérialiste déjà invoquée, s'il y a un changement symbolique du rapport au monde (changement nécessaire des lunettes – ce qui se voit à l'apparition de tout un nouveau vocabulaire, de toute une série de nouvelles figures, de nouveaux concepts scientifiques et de nouvelles catégories juridiques), c'est que, sans doute, il doit y avoir des changements concrets dans les conditions d'existence.

Heureusement, pour peu qu'on le veuille, on n'est pas sans ressources pour comprendre ce qui nous arrive : d'une part, il y a d'autres cultures dans le monde ; le comparatisme entre des mondes contemporains est ce qui permet de relativiser les raisons qui peuvent se croire absolues. D'autre part, dans notre culture, nous savons

aussi qu'on n'a pas toujours pensé de la même façon. La raison n'a pas toujours été celle d'aujourd'hui. Et donc la comparaison historique aussi peut permettre de faire cette mise à distance. Et l'on ne manque pas d'exemples dans le passé où l'on a vu de tels changements du rapport symbolique au monde : la Renaissance et la naissance de la science, la mystique et la naissance de la conscience individuelle, la Révolution française et celle du citoyen, le freudisme qui bouleverse la conception classique de la connaissance des choses de l'esprit, ce qu'on a appelé le tournant linguistique, etc.

Qu'est-ce qui me permet de dire qu'aujourd'hui le changement du rapport au monde, tel que manifesté par l'écologie, est un changement symbolique conséquent ? La pointe de ma réponse est de dire que ce changement est conséquent parce qu'il s'est auto-désigné par le nom d'une science. Le moment écologique est celui qui désigne son adversaire comme étant la science et ses conséquences néfastes, mais qui, en même temps, et cela de façon très paradoxale, désigne sa ressource comme étant une autre science.

" un rapport symbolique est fait de trois types de rapports étroitement entremêlés "

Comment une société peut-elle engendrer de l'autre, de l'alternatif, à partir de ce qu'elle est, sans pour autant s'effondrer sur elle-même ? Voilà ce qu'est un changement symbolique. Comment cela se passe-t-il ? Je propose de dire qu'un rapport symbolique est toujours fait de trois types de rapports étroitement entremêlés : un rapport imaginaire esthétique, un rapport rationnel scientifique et un rapport juridico-politique.

Et donc – application directe de cette problématique – le moment écologique (pour moi), c'est tout à la fois un mouvement contre-culturel, utopiste et communautaire, qui s'essaie à rendre imaginable la possibilité d'un autre monde. Il est né dans les parties les plus riches de ce monde et il en appelle à une autre science, l'écologie, pour s'opposer aux modes de vie et de destruction (rappelons-nous le Viêt-Nam), créés par les développements techniques et scientifiques. Ce mouvement culturel a son représentant typique que je l'appelle : "les écolos".

Mais le moment écologique, c'est, en même temps, la réactivation du nom, inventée en 1850, d'une discipline scientifique complètement ignorée de la plupart, jusqu'à ce que le mouvement contre-culturel s'en empare, et dont l'objet est l'étude des rapports des êtres vivants entre eux et avec leur milieu. Cela, ce sont " les écolos "

Troisièmement, c'est l'apparition du développement d'une doctrine politique, qui soutient que le mode d'organisation d'une société industrielle développée va droit dans le mur – que cette société aliène une multitude des capacités de l'être humain, en asservissant les objectifs économiques et de croissance, qui ne profitent qu'à une minorité. Là, je désigne "les écologistes".

Tous les trois font référence à cette même science du vivant in vivo – que j'oppose au vivant in labo, à la biologie. Je maintiens que le moment écologique est ce phénomène global. Et je persiste à dire qu'il ne faut pas séparer ces trois dimensions, contre ce que nous enseigne la police épistémologique habituelle.

Parce que je maintiens que le moment écologique est un phénomène global, un phénomène caractérisable comme étant un changement symbolico-culturel. Et je persiste à dire qu'il est faux et vain de séparer ces trois dimensions. La vulgate scientifique prétend le contraire, bien entendu : les écologues ne veulent absolument pas être confondus avec les écolos et avec les écologistes. Je prétend qu'il est vain et faux de séparer ces trois dimensions, et cela pour trois raisons essentielles.

Trois raisons pour en faire un phénomène global

La première raison c'est que, en tant que sociologue, il ne faudrait pas que j'oublie comment est née la discipline qui est la mienne (et voilà que je fais référence à un autre temps, à titre de comparaison) : la "question sociale", comme on disait à l'époque, était intimement liée dans son approche aux développements des mouvements socialistes utopistes, lesquels fricotaient intensément avec cette science naissante qui s'appelait la sociologie (le mot est français, il est d'Auguste Comte, qui en parlait comme d'un projet d'une "physique sociale"). L'industrialisation naissante, l'urbanisation, la construction des États... tout cela portait dans ses flans l'apparition d'une nouvelle culture, d'un nouveau système symbolique de compréhension du monde, d'une nouvelle raison donc (qui a donné la forme scientifique du rationalisme) et qui était rapportée essentiellement à la valeur du Travail, à la Science guidant le monde, au Progrès dont tous vont bénéficier, à l'Histoire emmenant l'Humanité vers sa libération – et dont une des formes extrêmes s'est écroulée il y a quelques années, celle qui disait "les soviets plus l'électricité" – bref à tous les référents majeurs du mythe de la Modernité³.

La deuxième raison c'est que, dans ces trois dimensions, "écolo, écologue et écologiste", il y a un seul et même référent, une seule et même racine grammaticale si vous voulez, qui est la vie, le vivant, le bio, la biosphère, life, lebenswelt, le vécu, le viable (comme, analogiquement c'était, et c'est toujours le cas, avec sociologie, socialisme, sécurité sociale, droits sociaux, socio-économiques, catégories socioprofessionnelles, classes sociales, socialement défavorisées, etc.).

Ce qui m'amène à la troisième raison. Il y a de cela déjà pas mal d'années, Michel Foucault avait daté du milieu du XIX^e s. la montée en puissance de ce qu'il appelait le bio-pouvoir et dont il voyait les premiers signes avant-coureurs avec l'hygiénisme et la montée en puissance de la médecine scientifique attachant ses services à l'État gérant des populations (de travailleurs dont il faut reproduire la force de travail). Ce qui veut dire que l'écologie, loin d'être un mouvement superficiel, s'enracinerait en fait dans une tendance longue dans les sociétés industrielles développées, et qu'elle ne serait que la forme présente d'un mouvement beaucoup plus ancien, celui qui fait changer le régime de fonctionnement de la légitimité du pouvoir : dans l'ancien régime, de droit divin, le prince peut faire mourir, sinon il se contente de laisser vivre. Au contraire, la légitimité du bio-pouvoir, de droit scientifique, c'est faire vivre et, sinon, laisser mourir.

L'accomplissement du projet de la Modernité

Je peux maintenant vous rappeler la thèse que j'ai dite tout à l'heure : le changement symbolique que manifeste le "moment écologique" peut être lu comme celui qui nous sort du système symbolique de la Modernité occidentale. Ce qui veut dire que ça fait mal ! C'est comme si l'air dans lequel nous avons l'habitude de respirer était en train de changer de composition et que nos poumons n'étaient pas encore adaptés à ce nouvel environnement.

Quand on sort du monde de la Modernité, toutes les voies disqualifiées comme romantico-mythiques – et que cette Modernité avait repoussées comme insensées – sont de retour. Mais bien sûr, je ne veux pas dire que ces voies sont insensées ; ce qui voudrait dire que je sais ce qu'est la Raison. Or la Raison elle-même est définie singulièrement dans une société donnée ; je ne sais ce qu'elle est que depuis ce que la société à laquelle j'appartiens me dit de dire qu'elle est (si je ne veux pas être catalogué de "inglé" par elle)⁴. Or c'est bien comme cela qu'on a commencé à qualifier les doux "écolos" ou les fous "écologistes".

D'un autre côté, on peut bien continuer à croire qu'il suffit d'aménager des espaces confinés avec le bon air habituel et que le développement pourra continuer à se faire... C'est une certaine façon d'entendre l'expression "développement durable" : comment faire "pourvu que ça dure" en changeant le moins de choses possible ? Or, précisément c'est bien une des tendances de ce "moment écologique" que de continuer à faire comme si davantage de sciences – une autre science certes, moins

3. Cette façon de comprendre la raison du monde est toujours présente bien sûr : qui dit "problèmes sociaux", "partenaires sociaux", "Conseil Économique et Social", "Sécurité Sociale", "négociations sociales", "conflits sociaux" et qui, comme on le voit, sont tous toujours indexés à la sphère du travail complètement autonomisée. Par rapport à laquelle sont apparus de " nouveaux mouvements sociaux " (sic), humanitaires, caritatifs, solidaires, environnementaux, régionalistes, etc.

4. Pierre Legendre a analysé un texte essentiel de notre système occidental. Il date du IV^e siècle de notre ère. Il est de l'empereur Tertullien et il dit à propos de la façon d'interpréter les Écritures que " les juifs se livrent à des interprétations insensées ". Beaucoup de choses de notre Occident datent de ce texte qui institue à proprement parler ce qui sera la raison occidentale. D'où découlera aussi le mouvement de civilisation qui n'est jamais que celui de l'exportation du droit civil. Ce qui fait dire à Jacques Derrida qu'il ne faut pas parler de mondialisation, mais de "mondialatinisation".

débile que l'autre, mais une science quand même – pouvait permettre de s'en sortir.

" on accomplit : on achève et on réalise, en même temps, la Modernité "

On connaît également l'autre tendance, catastrophique ou apocalyptique, qui dit que c'est trop tard, qu'il n'y a plus qu'à s'embarquer pour Sirius (mais il faut de bonnes fusées, donc réaliser la Modernité) ou qu'à se mettre à vivre comme des aborigènes (et c'est revenir à la première thèse, achever la Modernité).

Mais cela ne suffit pas de dire qu'on accomplit (qu'on achève et qu'on réalise en même temps) le système symbolique occidental tel qu'il avait été inauguré par la Modernité, elle-même issue du mouvement des Lumières, c'est-à-dire de valeurs qui constituent le socle même de nos identités : la raison, la liberté, les droits de l'homme, la science, la citoyenneté... et toutes les autres valeurs sacrées de nos sociétés. Il faut, sinon le prouver, du moins l'argumenter. Ce qui ne se peut, à mon avis, qu'en parvenant à faire voir quelles sont les nouvelles valeurs qui naissent aujourd'hui et autour desquelles nos sociétés sont en train de se recomposer (autre mot pour donner un contenu positif observable à la double métaphore de l'accomplissement).

Ces nouvelles valeurs, je pense qu'elle peuvent être observées scientifiquement. Le problème est qu'elles sont maintenant tellement présentes que c'est une présence qui nous aveugle, on ne la voit pas par excès de Lumière ; c'est-à-dire par excès d'une certaine représentation de la science objectiviste, qui oublie de faire porter son regard objectivant sur les outils dont elle se sert pour objectiver. Or, je vous en ai déjà donné un exemple : le signifiant qui les désigne, dans la langue française, a une initiale majuscule. Vous devez lever votre chapeau quand, dans un texte vous lisez : Nature, Vie, Biodiversité, Développement durable, Patrimoine Naturel de l'Humanité, Génération futures, etc. De même, les images ou les emblèmes sont des choses auxquelles on adhère, qui court-circuitent les chemins du raisonnement et qui font de nous des sujets aux images, sujets au sens d'assujettis.

Je vais essayer de tracer à grand trait quel est le nouveau système symbolico-culturel inauguré, ou préfiguré, ou manifesté par le "moment écologique". Comme je l'ai dit, il est, à mon avis, un mouvement symbolique qui fait de la Vie son référent majeur, et cela parce qu'il est contemporain d'un mouvement, pratique celui-là, le mouvement scientifico-technique, qui nous ouvre une nouvelle ère, celle de la gestion ou de la régulation du vivant. C'est là l'illustration de la thèse théorique énoncée plus haut : pourquoi un système symbolique change-t-il ?

Parce que changent les conditions d'existence, ici, en l'occurrence, les conditions d'existence des vivants que nous sommes, individuellement et en tant qu'espèce.

" le moment écologique fait de la Vie son référent majeur "

La question d'aujourd'hui⁵ est la suivante : "est-ce que la machine socio-éco va encore pouvoir fonctionner longtemps en utilisant les énergies fossiles emmagasinées par la machine physico-vivante et en déversant ses déchets non recyclables à perpétuité ? "

Du fait de cette question, apparaissent alors ce qui pourrait devenir les nouveaux traits de la nouvelle raison commune (occidentale, ou globale ?) :

- L'homme n'est pas seulement être de raison, il est un être vivant sensible.
- L'homme n'est pas un être complètement définissable par sa liberté, il vit dans un monde vivant qui le limite.
- L'homme ne se crée pas ex nihilo, il procède de ce qui le précède
- L'homme occidental est une sorte d'homme particulier et ses valeurs ne sont pas universelles.
- Les problèmes qui se posent aujourd'hui ne se posent plus au seul niveau des sociétés étatiques, ils se posent au niveau et de la biosphère et de la sémiosphère.
- Ces problèmes ne sont pas seulement d'ordre scientifique, ils sont d'ordre politique. (Est-ce qu'une humanité en serait encore une si elle devenait pensable sous un seul modèle ?).
- La science est une modalité du connaître, il y en a d'autres, tout aussi importantes pour ce qui concerne la vie collective des hommes.
- Parce que les sciences et les techniques, à s'être laissées asservir au profit de la puissance et du profit, ont beaucoup perdu de leur légitimité sociale, les profanes réclament de plus en plus le droit à la parole, y compris dans ces affaires à propos desquelles on leur avait dit que c'était trop compliqué pour eux.

Sacha Guitry disait à propos des femmes : qu'il était "contre, tout contre". Eh bien, je suis tenté de dire, de la nouvelle raison écologique, qu'elle est contre la montée en puissance du bio-pouvoir, tout contre.

Ce qui veut dire, pour qui sait entendre ce qu'elle dit, qu'elle est celle qui énonce quels sont les nouveaux problèmes politiques du moment. Que dis-je ?, les problèmes "cosmopolitiques" du moment. Certes, la "question sociale" n'a pas disparue, mais s'y rajoute une autre, qui la surplombe de plus en plus et qui est la "question vitale".

André MICOUD

5. " Une société ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre ", disait encore Karl Marx.

Le débat

C'est une interprétation globale de la situation de notre civilisation, face au défi du développement durable, qui nous été proposée par l'orateur, l'amenant à situer de façon neuve les questions de la raison dans l'histoire.

L'homme est-il de trop dans la nature ? Une question insensée : l'homme n'est pas prêt de s'effacer devant les autres espèces. Et pourtant une question sensée : l'homme fait partie intégrante de la nature, comme tout animal. Mais l'homme n'est pas que nature : sa nature est de vivre à l'état de culture. L'homme est un être naturel, mais il parle et il fait parler. Vocare : il interpelle. À partir du moment où il interpelle, toute question est raisonnable et se demander si l'homme est de trop dans la nature devient une question raisonnable.

" mais l'homme n'est pas que nature "

La raison est calcul logique et, en cela, s'oppose au sentiment. Elle est aussi discours cohérent et sensé et dénonce le trop de raison qui tue la raison. La question "l'homme est-il de trop dans la nature ?" devient : "quel est le rapport de l'homme à la nature et comment se comporter de façon rationnelle ?".

L'orateur nous a présenté deux raisons opposées déraisonnables. Si la nature est objet et si l'homme est un sujet libre de se comporter par rapport à tout objet, on aboutit à l'idée d'une surnature, d'une technosphère, fruit de la volonté humaine. Par rapport à tous les biens de ce monde, il exerce un "dominium", une maîtrise qui se caractérise par l'"usus", le "fructus" et l'"abusus". Après le triomphe de la machine, c'est l'accouplement de la biologie et de l'électronique qui promet les avancées les

plus formidables. La nature est constituée en environnement et devient l'arrière-cour de la technosphère.

" nous commençons à comprendre que tout n'est pas maîtrisable "

Ce projet a trop bien réussi, mais nous commençons à comprendre que tout n'est pas maîtrisable.

En sens inverse, une raison écologique déraisonnable va affirmer que les hommes appartiennent totalement à la terre et n'ont aucune supériorité par rapport aux autres animaux. C'est le retour aux origines du monde, à Gaïa. C'est la terre comme mère génitrice, la terre anthropomorphisée. Tel est le projet de l'écologie profonde (deep ecology).

Ces deux raisons opposées sont déraisonnables : ni l'une ni l'autre ne pensent le lien et la limite. L'homme est de la nature, mais il n'est pas que de la nature.

La proposition d'André Micoud d'un "moment écologique" succédant au moment social, le problème vital prenant le relais du problème social, a étonné et a fait l'objet de nombreuses interrogations. La proposition n'était pas simple à comprendre. Qu'est-ce donc que ce moment écologique ? C'est le moment du changement de nos rapports à l'espace, à la vie et au temps. Notre rapport symbolique au monde se modifie : le rapport social à la nature (le souci des espèces en voie de disparition, les mouvements contre la chasse, la préservation des animaux sauvages) ; le rapport individuel au changement (celui qui devient chômeur, celui qui devient père, celui qui vit dans un autre pays) ; le rapport au temps (conservation, sauvegarde, gestion du patrimoine).

*" c'est ce nouveau système culturel
qui apparaît comme naturel "*

C'est ce nouveau système culturel incorporé qui apparaît comme naturel. Le monde est devenu un objet d'interprétation où nous sommes impliqués jusqu'au cou. D'où la question : pourquoi la raison change-t-elle ? Pourquoi y-a-t-il d'autres cultures dans le monde ?

Ainsi a changé notre système symbolique, comme change la composition de l'air que nous respirons. La raison apparaît comme un produit historique. Quel sont donc le nouvel ordre et la nouvelle raison ? Le développement durable devient le référent majeur, mais avec des compréhensions multiformes. Il s'agit de gérer et de réguler le vivant. Mais alors que devient l'homme ? Avec la révolution copernicienne, la terre n'est plus au centre de l'univers. Avec la révolution darwinienne, l'homme s'inscrit dans l'évolution de l'animalité. Avec la révolution freudienne, il apparaît comme le produit de ses pulsions inconscientes. Que devient la raison politique ? Et quelle place pour la raison écologique ?

La "raison d'un monde" est une articulation complexe entre : un imaginaire, un savoir sur le réel et un ordre juridique (politique). Le changement symbolique qui caractérise le moment écologique (ME) où nous sommes articule ces trois dimensions. Le ME est d'abord un mouvement contre-culturel, utopiste et communautaire, qui s'essaie à rendre imaginable la possibilité d'un autre monde. Ce mouvement culturel, qui construit un nouvel imaginaire, André Micoud l'appelle : les "écolos". Il correspond à ce qu'a été l'émergence de la question sociale au XIXème siècle. Le ME est ensuite un changement conceptuel, une transformation dans le champ des savoirs : une discipline scientifique, celle des "écologues".

*" une articulation entre un imaginaire, un
savoir et un ordre juridique "*

L'équivalent pour le moment "socio" au dix-neuvième siècle est la naissance de la sociologie. Enfin, du point de vue de l'ordre juridique, une doctrine politique se développe qui soutient que le mode d'organisation d'une société industrielle développée va droit dans le mur ; ce sont les " écologistes ". Ils correspondent à la pluralité des mouvements socialistes au XIXème siècle.

Face à cette proposition stimulante, trois mouvements militants du développement durable ont fait valoir leur raison. La FRAPNA, issue du milieu des écologistes, met en scène la parole de ses experts : c'est expert contre expert : la raison argumentative de nature scientifique. L'APDD, issue du milieu des ingénieurs, met en œuvre une raison gestionnaire (la prise en compte des externalités et les permis à polluer). La troisième association insiste sur le sujet humain responsable et se réfère à une raison humaniste et éthique.

L'hypothèse du "moment écologique", succédant au "moment social", est-elle crédible, éclairante ou une illusion ? Nous constatons, en effet, que ce sont les problèmes sociaux qui demeurent sur le devant de la scène. Avons-nous réellement conscience de vivre dans le "moment écologique" ? L'idée de développement durable semble articuler de façon pertinente l'aspect écologique et l'aspect social dans la période actuelle. Sans doute le développement durable est-il flou dans ses propositions, mais il est très convaincant au niveau de la critique de l'état des choses.

*"l'hypothèse du "moment écologique",
est-elle crédible, éclairante ou une illusion ?"*

Si on ne lui demande pas de fournir des réponses immédiates, mais de nourrir la critique, ça va. Le développement durable en effet montre toutes les impasses de la production, de la consommation et de la gouvernance. Il est d'une grande actualité. Sans doute le problème de l'épuisement des ressources est-il un thème ancien de l'économie politique classique, mais la crise de la régulation du vivant et le problème des déchets sont, quant à eux, d'une extrême actualité.

Un autre point de vue s'est exprimé, pour qui la question sociale est beaucoup plus profonde que la question vitale et pour qui le développement durable relève de l'idéologie : une pensée intellectuellement pauvre à côté de d'ampleur et de la densité de la réflexion sociale. Le développement durable serait centré sur l'Occident et n'aurait pas l'universalité de la question sociale.

Cependant, si le développement durable n'est pas mis en scène de la même façon en Occident et ailleurs, cela ne veut pas dire que sa réalité n'existe pas ailleurs. Peut-être même y existe-t-elle davantage. Des exemples sont donnés. Les multinationales de l'eau font leur marketing à la conférence de Johannesburg en expliquant qu'elles peuvent fournir de l'eau à toute la planète. Dans la discrétion, les pêcheurs de brume du Chili résolvent le problème de l'eau de leur communauté, sans appel à la capitale Santiago ni aux multinationales. Des solutions autonomes ont une résilience et une élégance que n'ont pas les lourdes et onéreuses solutions hétéronomes. De même dans notre région, on parle peu des jardins de Cocagne qui sont un modèle de développement durable : insertion par l'économique, diversité biologique et culture de variétés anciennes de légumes, prix compétitifs et enracinement territorial.

Le développement durable a le grand mérite de réintroduire dans nos soucis et dans nos analyses le rapport au temps. Il fait appel à l'intelligence prospective et, à défaut, à l'exigence éthique. Son bénéfice spirituel est de nous ramener à une juste conception du temps. Je ne suis pas ma propre origine et, ce que j'ai, je l'ai reçu. Il faut planter même dans sa vieillesse, car je prends en considération ma mort et ma mort n'est pas ma fin. Ou plutôt,

elle n'est ma fin que d'une certaine manière. L'humanité continue. En réintroduisant le rapport au temps, le développement durable renvoie à l'interrogation religieuse. Les religions ont des visions différentes du temps. Les religions historiques se déploient sur un temps linéaire, les religions traditionnelles sur un temps cyclique. Mais les religions historiques elles-mêmes n'ont pas entre elles les mêmes rapports au temps.

" le développement durable a le grand mérite de réintroduire le rapport au temps "

L'Islam se réfère au temps originel, comme en témoigne la formule " tout homme naît musulman ". Le temps des Juifs est linéaire, mais il est gros d'une promesse qui s'ac-

complit à la fin des temps. Le christianisme reconnaît une rupture du temps avec l'intervention de Dieu en Jésus-Christ. Et en rigueur de terme, on ne peut pas dire que la temporalité des religions historiques soit linéaire. Ce n'est pas vrai pour le christianisme. En concentrant l'origine et la fin dans le présent, le christianisme peut être la cause de certains effets pervers.

Le débat a abouti à se demander si, au delà de la " raison calcul " et de la " raison cohérence ", il n'y avait pas un troisième degré, de l'ordre de l'intelligence, de l'intuition, du sens, de la mystique ou de la politique ?

Nouveaux problèmes

Communication publique

Qui prendra l'information au sérieux ?

L'exposé

Bertrand Labasse ¹

Je ne saurais trop vous remercier de m'avoir invité à évoquer la question de la communication publique, dans le cadre de ce cycle consacré au thème "Raisons et déraison". C'est, en effet, un très bel angle pour aborder ce champ. Un angle particulièrement judicieux, si l'on considère qu'il existe sans doute peu de domaines d'une importance sociale comparable où l'écart entre la rationalité des intentions et celle des approches est aussi spectaculaire.

Compte tenu des enjeux qu'on lui prête – et des budgets qu'on lui accorde – on pourrait "raisonnablement" penser que le domaine de la communication publique est, de la part de ses acteurs, l'objet d'une réflexion approfondie sur leurs objectifs, leurs méthodes et les résultats de celles-ci.

"L'écart entre la rationalité des intentions et celle des approches est aussi spectaculaire"

Je vous propose d'examiner ce qu'il en est, en étudiant rapidement quatre exemples : la construction de la "société de l'information", la communication en faveur de l'euro, la diffusion de la culture scientifique et, enfin, la question de l'expertise professionnelle dans le champ des médias. Malgré leur diversité, on constatera que les attitudes présentent de remarquables similitudes pour lesquelles je proposerai, à la fin, une possible explication.

Cadrons tout de suite notre propos qui, pour des raisons de concision (entre autres), restera platement empirique. On n'évoquera pas la question de la raison en soi – il faudrait pour cela convoquer vingt-quatre siècles de philosophie – ni la rationalité des actions sociales² (Weber, Simon...), ni même la rationalité comme condition et conséquence de la validité de la communication (Habermas...). Il s'agit, beaucoup plus modestement, de s'intéresser à une unique question : en matière de communication, les acteurs agissent-ils de façon à atteindre les objectifs qu'ils déclarent ?

La "société de l'information", une scintillante illusion

De l'Alsace et de la Lorraine occupées, on disait un siècle auparavant, " y penser toujours, n'en parler jamais ". De la société de l'information, on parle beaucoup. Y pense-t-on un peu ? À la lecture des multiples rapports et plans d'action destinés à nous faire entrer dans ladite société de l'information, on peut parfois en douter. Et, d'abord, sait-on vraiment de quoi l'on parle ? Il s'agirait d'un processus très récent, lié à l'émergence d'Internet et caractérisé par une transformation radicale des modes d'accès à l'information. Or, si l'on se donne la peine de chercher des indicateurs – mais qui s'en soucie parmi ses promoteurs ? – on constate que ce phénomène n'a rien à voir

1. Consultant éditorial et enseignant en méthodologie de l'information à l'École Supérieure de journalisme de Lille ; responsable pédagogique d'un diplôme universitaire à l'Université Lyon 1 et professeur associé à l'Université Laval (Québec) ; a été journaliste pendant vingt ans. Conférence donnée le 12 novembre 2002.

2. On se contentera de rappeler que l'idée, chère aux Lumières, que les acteurs sociaux pourraient n'être guidés que par la seule raison est évidemment illusoire.

avec Internet. Les seules tendances vraiment significatives – l'explosion de l'offre d'informations et celle du poids de ce secteur – sont très largement antérieures, et ne dépendent nullement d'un type de média particulier. Les emplois liés à l'information et la communication n'ont cessé de progresser depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Des recherches ont même conduit à estimer que le poids de ce secteur – pris au sens le plus large – avait dépassé celui de l'industrie, des services et de l'agriculture... avant 1960, période à laquelle divers chercheurs font remonter l'ère de l'information. Et si le phénomène s'est naturellement poursuivi ensuite, aucun média particulier ne peut s'en prévaloir. Ainsi, la consommation de papier a-t-elle crû de 500 % entre 1930 et 1990 aux USA. En Europe, elle a plus que doublé entre 1983 et 2000. Le nombre de livres publiés s'est accru, en France, de 70 % depuis le début des années 1980, tandis que le nombre des stations de radio et de télévision accessibles au grand public était multiplié par 100, à la suite de l'ouverture de ces activités aux opérateurs privés. Ainsi, réduire la notion de "société de l'information" à l'arrivée des médias numériques témoigne-t-il d'une remarquable indifférence aux réalités de l'évolution de la communication.

Ce qui ne veut évidemment pas dire que ces nouveaux médias ne comptent pas – oui, Internet c'est effectivement important – mais simplement qu'ils ne constituent qu'un élément dans un tout, et sont probablement porteurs à eux seuls de beaucoup moins de transformations sociales qu'on ne le croit. D'abord, parce qu'ils ne remplacent pas les "anciens" mais s'y ajoutent simplement. Il est amusant de voir que la prédiction sociale outrancière est une forme d'erreur que l'on peut répéter indéfiniment sans jamais éprouver le moindre doute. On avait affirmé que la photo annonçait la mort de la peinture, le cinéma, la mort du théâtre, la télévision, la mort du cinéma et de la radio...

*" on avait affirmé que la photo
annonçait la mort de la peinture "*

De même, on pouvait prédire que la télécopie sonnerait le glas de la poste, que les distributeurs de billets supprimeraient les agences bancaires, que les K7 enregistrables tueraient l'industrie phonographique, que les fours à micro-ondes et la grande cuisine en surgelé décimeraient les restaurants... Or, les seuls établissements qui disparaissent effectivement – les cafés, les stations-service, etc. – ne le doivent justement à aucune innovation technologique particulière. Les évolutions sociales sont complexes, et qui pense pouvoir prévoir l'avenir (ou expliquer le passé) sur la seule base des technologies qui émergent tombe dans une forme d'illusion bien connue des spécialistes : on appelle ça le "déterminisme technique", c'est intellectuellement séduisant, mais ça ne marche jamais.

Qu'en est-il, alors, de la société de l'information ? D'un point de vue économique, on n'aura pas la cruauté de rappeler ce qu'il est advenu de la "nouvelle économie",

la leçon se suffit à elle-même. Si elle ne suffit pas, on pourra exhumer, par exemple les prédictions faites au moment de l'arrivée du Minitel. D'un point de vue social, en revanche, la "bulle" reste à inventorier. L'idée sous-jacente est que les nouveaux médias conduiront à l'émergence d'un super-citoyen, informé des affaires de la Cité comme aucun de ses prédécesseurs ne l'avait été, et jouissant enfin pleinement du libre accès à une érudition illimitée. On parle d'ailleurs également de "société du savoir". On en parle d'autant plus volontiers que l'on évite, là encore, de regarder les données, appliquant très sérieusement une vieille boutade de journalistes : "ne laissons pas des faits stupides gâcher un beau sujet". Cela vaut mieux effectivement, car les faits sont moins gais. Tout semble indiquer en effet que, face à l'explosion de l'offre d'information évoquée plus haut, les citoyens tendent à sélectionner de plus en plus ce à quoi ils s'intéressent et désertent progressivement le domaine de l'information commune, celui où les choses de la Cité prennent sens pour ceux qui l'ont en partage. Là encore, le phénomène n'est pas nouveau : il avait notamment été remarqué dans les années 1970 et 1980³, donc avant Internet, mais ce dernier est l'instrument idéal pour accentuer ce phénomène. Pour comprendre ce que peut être la "société de l'information", le meilleur indicateur n'est pas le taux de connexion à Internet (qui ne dit rien de ce qu'on en fait), mais l'évolution du lectorat de la presse.

*"la participation électorale reproduit
assez précisément la désaffection
pour l'information collective"*

Magazines et quotidiens confondus, les titres d'information générale perdent environ un pour cent de leurs lecteurs chaque année, tandis que les journaux spécialisés ne cessent de progresser. Le nombre des magazines de loisirs s'est accru de 234 % entre 1982 et 1999. Mais ces derniers sont atteints par le même phénomène. Leurs marchés se fragmentent en des niches de plus en plus étroites, correspondant à des centres d'intérêt de plus en plus exclusifs : il y a plus de titres, mais chacun d'eux fédère moins de lecteurs. Face à la profusion de l'information, chaque individu se replie ainsi sur ce qui l'intéresse. Et dans le même temps, l'évolution de la participation électorale reproduit assez précisément la désaffection pour l'information collective : pendant que la presse généraliste perdait 15 % de ses lecteurs (période 1985-1999), le taux d'abstention passait de 21 à 32 % (municipales 1983-2001).

Ce qui est frappant, c'est que ces aspects semblent totalement absents des stratégies publiques en faveur de la "société de l'information". La problématique officielle est "comment avancer vers la société de l'information ?", mais, dans la réalité, elle paraît se réduire à une seule question : "comment développer l'utilisation des médias électroniques ?". Ce qui n'est pas tout à fait pareil, n'en déplaît pas aux industriels de l'électronique. Une peu

3. Voir notamment A. Moles, *Théorie structurale de la communication et société*, Paris, Masson, 1986.

comme si toute la politique de santé publique était passée de "Comment assurer le meilleur niveau de santé possible ?" à une unique question légitimée, par exemple : "Comment développer la télétransmission des données médicales ? ", laquelle capterait la quasi-totalité des programmes de la recherche thérapeutique et la totalité de l'attention des pouvoirs publics.

Pour reprendre le thème de cette année – Raisons et déraison – on peut donc se demander où se niche la rationalité dans cet enthousiasme un peu forcé : plus l'on croit avancer vers la " société de l'information ", moins la société s'intéresse à l'information. Et moins les responsables publics s'intéressent à la façon dont la société s'intéresse à l'information. Sait-on, par exemple, ce que les citoyens savent de nos institutions politiques ou de notre système judiciaire ? Non. Se pose-t-on la question ? Pas plus. En matière économique, on dispose bien d'une étude un peu sérieuse, mais elle remonte à 1971.

*" une zone d'ombre au centre même
du fondement de la démocratie "*

Apparemment, moins du quart des répondants comprenaient des termes comme "productivité" ou "charges sociales". "Inflation" ne faisait sens que pour 40 % d'entre eux. Et l'on ne s'est pas reposé la question depuis plus de trente ans. La compréhension de l'information commune (pour ne pas parler de son intérêt) demeure une véritable zone d'ombre dans la connaissance que notre société a d'elle-même. Pas une zone d'ombre mineure ou périphérique ; une zone d'ombre au centre même du fondement de la démocratie : le sens des termes du débat public pour les citoyens. Or, nombre de travaux indiquent que les processus d'acquisition des connaissances sont cumulatifs : plus on en sait sur quelque chose, plus on est susceptible de s'y intéresser et donc d'en savoir plus. Bien entendu, l'inverse est également vrai...

Ainsi, en se focalisant sur les seuls aspects technologiques, la collectivité court-elle le risque de préparer l'inverse de ce que les mots "société de l'information" suggèrent. Qui néglige à la fois la question des informateurs et celle des informés n'aura ni information... ni société.

L'euro, ou comment ne pas en parler

La communication en faveur de l'euro constitue un autre exemple pittoresque de l'incompatibilité entre les objectifs déclarés, les méthodes employées et la réflexion qui sous-tend le tout. Un exemple apolitique, puisqu'il s'est poursuivi à l'identique sous plusieurs majorités différentes. Un exemple spectaculaire, dans la mesure où cette communication constitue sans doute l'une des campagnes publiques les plus longues, les plus onéreuses et les plus soigneusement planifiées et suivies que la France ait connues.

Il s'agissait donc de préparer au passage à l'euro une France assez dubitative. L'idée – qui d'habitude se vérifie – était qu'un public mieux informé serait, du même coup, plus favorable à ce bouleversement. Mais après qu'un nombre prodigieux de brochures et de spots télévisés ait été diffusé, l'examen des données (toujours ces fichus chiffres qui gâchent de si beaux plans !) a montré quelque chose de très curieux. Certes, les connaissances factuelles – telles que la date du passage à l'euro ou le taux de change prévu – ont évolué au fil du temps comme on pouvait s'y attendre : en trente mois (avril 1996 à octobre 1998), le taux moyen des bonnes réponses à quatre questions de base est passé de 31,5 % à 69,5 %. Mais, au terme de la même période, les sentiments vis-à-vis du passage à l'euro n'ont absolument pas progressé : la moyenne des opinions favorables (adhésion et confiance) est même passée de 48 % à 45,5 % et les opinions défavorables (rejet et inquiétude) de 44 % à 48,5 %. Pour le comprendre, il faut examiner ce que disaient les messages eux-mêmes ou, plutôt, ce qu'ils ne disaient pas.

*"à aucun moment on n'a songé à expliquer
vraiment les raisons qui justifiaient une
monnaie unique"*

Ceux-ci comportaient deux types de discours, toujours les mêmes : le premier, pratique, portait sur les modalités de ce changement, le second, normatif, disait ce qu'il fallait en penser. Les petites scènes enjouées qui ont envahi les écrans étaient essentiellement des variations sur le thème "se préparer à l'euro, c'est épatant". Mais à aucun moment dans ce tapage publicitaire – qui devait, selon son cahier des charges, être "pédagogique" – on n'a songé à expliquer vraiment les raisons qui justifiaient une monnaie unique. Et, comme on l'imagine, les aspects tels que la tenue de l'euro face au dollar (qui préoccupait 76 % des répondants selon un sondage publié en 2000) ont été soigneusement esquivés. Bref, là encore, la question du sens a été laissée de côté.

Il est intéressant de noter que ce type d'approche de la communication a déjà été remarqué en psychologie sociale. Un auteur soulignait ainsi : " Voilà un paradoxe qui donne à réfléchir : des individus s'adressent à des gens moins compétents qu'eux sur le plan verbo-intellectuel ; ils manifestent des efforts adaptatifs qui paraissent tendre à ce que ces gens puissent accéder à la compréhension ; mais, dans le même temps, le contenu de ce qu'ils communiquent se restreint et paraît se limiter aux questions opératoires et normatives ⁴ ."

Opératoire et normatif, c'est bien ça. Mais ce qui est encore plus intéressant est que cette description-là n'est nullement censée s'appliquer à la communication publique : elle correspond à des études sur la communication interpersonnelle... en milieu psychiatrique. Voilà qui donne vraiment à réfléchir, et qui en dit peut-être long sur l'estime que l'agence qui a piloté cette campagne sur

4. B. Rimé, " Langage et Communication ", in S. Moscovici (Éd.), *Psychologie Sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984, p. 415-446.

l'euro – et ses commanditaires – portait aux citoyens. Lesquels, en retour, n'ont accordé qu'une oreille distraite à son enthousiasme volubile et creux.

Était-il "raisonnable" de consacrer tant d'efforts à un public que, dans le même temps, on comprenait si mal ? Ce qui est certain, c'est que, si l'on considère que cette campagne a été planifiée avec un soin sans précédent, on peut se demander ce qu'il en est des autres.

Le point commun entre cet exemple et le précédent n'est pas seulement l'indifférence aux réalités empiriques de la communication, c'est tout autant, et même plus, l'indifférence à ses théories.

Peu de gens réalisent à quel point l'univers de la communication connaît mal les processus cognitifs et sociaux sur lesquels il prétend agir. Créatifs, commerciaux et commanditaires se fient pour l'essentiel – ou affectent de se fier – aux opinions plus ou moins farfelues de quelques oracles improvisés dont la crédibilité, fascinante dans le champ de la communication, est nulle auprès de ceux qui y connaissent quelque chose.

*" l'important est d'avoir des experts ;
peu importe en quoi "*

Mais les avertissements contre ces "gourous bariolés d'une sociologie de bazar"⁵ ou ces "marchands d'illusions (...) de toute la magie d'une méthodologie et d'une terminologie d'allure hautement scientifique"⁶ "restent sans effets.

La communication possède une singulière vertu : elle est capable de faire agir de façon parfaitement incohérente les gens apparemment les plus sérieux. Ce n'est nullement l'apanage de la publicité. Prenons quelque chose d'aussi peu lyrique que les documents administratifs. Ici, on ne plaisante pas. Et quand la France s'est vraiment avisée, vingt ans après d'autres pays, qu'il était souhaitable de rendre les formulaires administratifs plus compréhensibles pour tous, un Comité pour la simplification du langage administratif a été créé. Un comité très sérieux, placé sous une double tutelle ministérielle. Très érudit aussi : il compte ce qu'il faut d'universitaires, dont un spécialiste de l'ex-URSS et un philosophe. Il n'y manque rien, ou presque... Le comité ne comprend aucun spécialiste des processus de lecture ou de la compréhension du langage ; pas de psycholinguiste ou, plus généralement, de membre ayant un rapport proche ou lointain avec les sciences cognitives. Personne qui sache ce que "comprendre un document" veut dire. L'important est d'avoir des experts. Peu importe en quoi.

La communication scientifique ne donne guère l'exemple

Si les formulaires administratifs peuvent présenter une certaine importance pour la société, l'information scientifique, technologique et médicale en a beaucoup. Des

enjeux culturels, civiques, mais aussi économiques : la perception publique des risques avérés – et plus encore des risques non avérés – en donne une petite idée. Ainsi, la diffusion sociale des connaissances scientifiques constitue-t-elle depuis longtemps une priorité pour la communauté scientifique et ses instances de tutelle. Mais les multiples initiatives dans ce sens portent-elles leurs fruits ? Là encore, les données disponibles permettent d'en douter. Au cours de la dernière décennie, les connaissances scientifiques "factuelles" de nos concitoyens n'ont aucunement progressé : entre 1992 et 2001, le taux moyen de bonnes réponses à onze questions de base n'a pas bougé (il a même décliné de 2,33 points si l'on isole deux questions liées à des facteurs très spécifiques). Quant à la perception des conséquences de la science, le taux des personnes estimant que celle-ci fait globalement "plus de bien que de mal" est passé de 56 % à 45 % entre 1972 et 2000 (avec un point bas à 37 % en 1994). Bref, les efforts en faveur de la culture scientifique ne semblent guère payés de retour. C'est injuste ? Peut-être pas. En effet la quasi-totalité de ces efforts relève d'une vision remarquablement simpliste de la communication scientifique. Pour résumer, les moyens envisagés ou mis en œuvre – musées, expositions, etc. – ont en commun de s'adresser à un même public "captif" : les scolaires et le faible pourcentage d'adultes déjà suffisamment intéressés pour se déplacer. En matière de culture scientifique, on ne prête qu'aux riches. Mais on ne peut espérer atteindre ceux que, justement, il faudrait atteindre – l'énorme majorité de ceux qui ne s'intéressent pas a priori à la science – sans tenir compte de la réalité des processus de socio-diffusion des connaissances. Ce qui n'implique évidemment nullement de renoncer aux musées et aux animations scientifiques, mais simplement les re-situer dans une vision d'ensemble : l'essentiel de ce que chacun de nous a appris du monde dans lequel il vit ne lui vient pas des expositions auxquelles il a assisté, mais de voies moins institutionnelles, et notamment des médias de masse.

*" il serait possible d'obtenir de grand
progrès avec des investissements modestes "*

Et, dans ce domaine, il serait possible d'obtenir de grands progrès avec des investissements modestes, par exemple dans la formation des médiateurs, etc.

Si ce cas particulier mérite d'être mentionné, c'est parce qu'il est singulièrement révélateur. Il s'agit en effet de sciences, et les scientifiques ont en principe un avantage sur leurs concitoyens. Ils ont appris à aborder une question de façon rigoureuse, méthodique, en s'interrogeant d'abord sur les connaissances disponibles sur le sujet et sur celles qu'il conviendrait de vérifier ou d'acquérir. Mais, dès lors qu'il s'agit de communication, cet avantage semble mystérieusement disparaître. Bien qu'une très importante littérature de référence soit disponible sur ce thème, fruit de plusieurs décennies de recherches et de nombreux congrès et rapports internationaux, ces travaux ne sont absolument pas pris en compte par les promo-

5. A. Benguigui, " Styles de vie, sociologie et marketing " (1980), cit. in P. Valette - P. Florence, *Les styles de vie : Bilan critique et perspectives*, Paris, Nathan, 1994, p. 11.

6. P. Bourdieu, *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, 1987, p. 219.

teurs de la culture scientifique et technique. Les mêmes, qui n'auraient pas de sarcasmes assez mordants contre le dilettante qui prétendrait découvrir le remède universel ou le moteur parfait en bricolant sur sa table de cuisine, ne réalisent pas une seconde qu'ils agissent exactement de la même façon lorsqu'il s'agit de la diffusion des connaissances scientifiques, sujet sur lequel, évidemment, tout scientifique a un avis. Il s'agit pourtant d'un sujet complexe, où les idées toutes faites et les convictions personnelles ne mènent nulle part. Mais, là encore, les approches baignent dans une "culture de l'évidence", qui dispense de s'interroger sur la pertinence des stratégies et des moyens. On fait donc ce qu'on a envie de faire, ce qu'il est "évident" de faire. Et les résultats sont là. Ou, plutôt, n'y sont pas.

Les médias à l'aveuglette

Les professionnels de l'information sont-ils mieux armés que les autres pour faire face aux défis d'une société où il semble de plus en plus difficile d'informer, sur des sujets de plus en plus complexes, des publics de plus en plus indifférents et suspicieux ? Si les pouvoirs publics ont, en principe, l'avantage du recul et les scientifiques, toujours en principe, celui de la méthode, le monde des médias a l'avantage de la connaissance du terrain. En principe.

Le problème est que cette connaissance pratique, essentiellement intuitive, semble avoir atteint ses limites. L'érosion régulière de la diffusion de la presse, signalée plus haut, en constitue une première indication. Une autre indication réside dans le fait que les professionnels eux-mêmes ne perçoivent pas vraiment cette érosion et plus mal encore les moyens d'y faire face. La raison en est simple, mais elle est surprenante. Malgré son importance civique capitale, et son importance économique non négligeable, le monde de la presse est, en France, dépourvu de toute visibilité sur lui-même, son environnement et ses perspectives. Alors que des secteurs économiques dix fois plus modestes disposent d'importants centres d'études sectoriels, les journalistes et éditeurs n'ont pas la moindre capacité collective à mener des travaux de prospective ou d'approfondissement professionnel. Est-ce bien gênant ? Oui, assez. Pour une profession dont la légitimité sociale et la survie économique reposent sur le lien qu'elle établit avec ses lecteurs, on pourrait penser que la connaissance de ces derniers est une priorité. Il n'en est rien. Contentons-nous d'un seul exemple, mineur mais très significatif : on répète dans les rédactions et dans les manuels de journalisme, que le vocabulaire moyen des lecteurs est de 1500 à 3000 mots.

" ce chiffre de 1500 à 3000 mots est tout simplement absurde "

Il aurait pourtant suffi qu'un seul praticien ou enseignant en journalisme se donne la peine de consulter les nombreux travaux de lexicologie disponibles sur cette question pour s'aviser que ce chiffre est tout simplement absurde : la bonne valeur, à supposer qu'une telle moyenne ait un sens, serait au moins dix fois plus élevée. La plupart des connaissances techniques de ce champ,

dont beaucoup remontent au début du XX^{ème} siècle, sont également discutables. On s'est avisé depuis, mais dans d'autres pays, que certaines d'entre elles étaient totalement inadaptées à l'information moderne. Or un secteur dépourvu de culture de recherche appliquée n'a guère de chances de s'interroger sérieusement sur ses outils et ses méthodes, et moins de chances encore de maîtriser son avenir.

La question n'est pas simplement technique. Ne disposant pas d'expertise interne, les responsables de journaux ou de chaînes de télévision font souvent appel à des consultants ; les cousins de ceux qui ont si judicieusement conseillé le gouvernement pour sa campagne sur l'euro. Or les conseils de ces prestataires alimentent une conception très réductrice du public, implicitement représenté comme une masse inepte et futile, pour laquelle l'information n'est jamais assez simple, assez brève, assez familière. Là encore, c'est faux ; totalement faux. Mais on y croit, faute de mieux, et une mauvaise interprétation des données (diffusion, audimat) renforce cette croyance, alors que des stratégies alternatives pourraient obtenir de meilleurs résultats, tout en renforçant la valeur de l'information plutôt qu'en l'affaiblissant.

Dans le même temps, les professionnels de l'information ont à faire face à un important déficit de crédibilité. En moyenne sur quinze ans, près de la moitié (46 %) des personnes interrogées estiment que les choses se passent de façon assez ou totalement différente de la façon dont le journal les raconte. Quand une profession est confrontée à une crise de confiance visant la valeur de sa production, elle réagit généralement avec vigueur, comme l'ont fait, par exemple, les bouchers en fiabilisant leurs approvisionnements et en s'expliquant sur l'origine de leurs produits. La presse, elle, semble paralysée. Confrontés à des critiques virulentes, où se mêlent le juste et l'injuste, les griefs fondés et les attaques radicales, les journalistes ne peuvent que multiplier les tables rondes où se manifestent leur propre malaise et, souvent, leur découragement.

" quand une profession est confrontée à une crise de confiance, elle réagit "

Une rencontre chasse l'autre, mais, sur la durée, elles se ressemblent toutes. On y chercherait en vain des pistes de solutions crédibles, car les problèmes y sont toujours posés en termes de valeurs ou de dérapages, sur lesquels il est facile de bavarder, jamais en termes de processus et de méthodes, dont l'approfondissement demande une réflexion longue et peu gratifiante. Les processus et les méthodes, c'est le domaine de la " qualité ", celui sur lequel travaillent les autres branches professionnelles depuis plus de dix ans. Mais pas la presse. Du moins pas en France. Et les lecteurs s'évaporent. Et les critiques s'amoncellent. Et le découragement gagne.

En conclura-t-on, pour coller au thème de ce cycle, que le monde de la presse est totalement irrationnel. Ce serait aller un peu vite en besogne. En fait, ses membres abordent ces questions comme ils savent le faire, c'est-à-dire en journalistes, ce qui est normal, mais se situent, par

définition, dans l'immédiat. Or, ces problèmes – par exemple, l'antagonisme consubstantiel entre la dimension commerciale et la dimension civique – sont trop complexes pour qu'une pensée immédiate, fut-elle de grande qualité, les résolve ; beaucoup plus complexes que ceux des bouchers (révérence gardée à cette estimable corporation).

" le drame du journalisme est qu'il n'a pas de culture de recherche "

Le drame du journalisme ne réside pas dans ses défaillances, ses "compromissions", ou toute autre élément du procès que l'on instruit contre lui. Le drame du journalisme est qu'il n'a pas de culture de recherche, donc peu de capacité à évoluer, ni même à savoir s'il veut évoluer et comment. D'autant que, traversé par les polémiques et les conflits d'intérêts, il a remarquablement peu d'aptitude à travailler collectivement. Dans l'univers de la communication, le champ du journalisme correspond au village d'Astérix, avec tous ses pugilats internes, mais sans druide ni potion magique. Et les légions romaines sont celles des "fournisseurs de contenus" (sic) et des pourvoyeurs en distractions. Panem et circenses...

Mêmes motifs, mêmes punitions

De ce bref voyage en divers lieux de la communication publique, on pourra retenir l'image d'un univers totalement chaotique et largement imprévisible. Or, par certains aspects, ce domaine suit au contraire des logiques extrêmement régulières et homogènes. Dans tous les cas, le processus général semble identique. D'abord l'identification par les acteurs d'un enjeu très important : l'essor de la " société de l'information ", l'adhésion à l'euro, la diffusion de la culture scientifique, la pertinence du journalisme... Ensuite, le développement volubile de réponses ostentatoires, court-circuitant l'étape intermédiaire de la réflexion sur les termes du problème, les connaissances à rassembler pour tenter de le résoudre, sur l'adéquation des stratégies envisagées, etc. L'approche est souvent marquée par une sorte de syneccoque conceptuelle, dans laquelle une partie est considérée comme le tout : les nouvelles technologies représentent la " société de l'information ", ou les dispositifs institutionnels représentent la diffusion de la culture scientifique.

Il est vrai que, dans tous les cas, des conseillers sont là, qui " savent ce qu'il faut faire", et dont les discours bien rodés saturent rapidement les débats : les lobbies de l'électronique et des réseaux pour la "société de l'information", les publicitaires pour l'euro, ou encore les prosélytes de la diffusion des sciences et les prestataires de la presse. Tout, cependant, ne doit pas être réduit à des appétits budgétaires : le poids de l'engagement sincère des militants des nouvelles technologies, de la culture scientifique ou d'une presse plus engagée est également considérable. L'habileté des uns et l'enthousiasme des autres n'ont rien d'illégitime, mais ils ont l'inconvénient de masquer ce qui est peut-être la plus troublante spécificité du champ de l'information et de la communication : l'indisponibilité d'une expertise réelle. Pourtant, l'exper-

tise ne semble pas manquer. D'ailleurs chacun d'entre nous, parce qu'il lit un journal, regarde la télévision ou utilise Internet, peut se sentir assez expert en la matière pour savoir "ce qu'il faudrait faire". Arrêtons-nous cependant sur ce mot. Nous parlons de symptômes similaires, voici peut-être la cause commune. L'expertise n'est pas la science : notre pays possède, du reste, un remarquable potentiel en sciences de l'information et de la communication, et les apports académiques de cette discipline – ou plutôt de cette inter-discipline – sont considérables.

" pourtant, l'expertise ne semble pas manquer "

L'expertise n'est pas non plus la pratique, si expérimentée et diligente que puisse être celle-ci. L'expertise est précisément ce savoir mis en action qui se situe entre le champ des recherches et celui des pratiques ou, plutôt, qui relie l'un à l'autre. Elle est le lieu où des problèmes réputés " concrets " peuvent être abordés avec méthode, avec recul, dans le but de proposer des réponses opérantes. Elle est le domaine de l'ingénieur, du médecin, de l'agronome, du juriste..., de tous ceux dont la pratique se nourrit d'un savoir. Et ce lieu, en matière de communication, est curieusement resté en friche. Si je disais, plus tôt, qu'il n'existe sans doute aucun domaine d'une importance sociale comparable où l'écart entre la rationalité des intentions et celle des approches soit aussi spectaculaire, c'est qu'il n'existe sans doute aucun domaine d'une importance sociale comparable où le fossé entre le champ académique et le champ des pratiques est aussi profond. Les spécialistes universitaires de la communication sont peu écoutés dans la sphère profane, en partie parce qu'ils se soucient peu de l'être, préférant garder vis-à-vis des problématiques de cette dernière un recul critique qui laisse le champ libre à tous les gourous improvisés ; en partie, aussi, parce que nul n'a envie qu'on lui dise que ses problèmes, qui semblent si simples, sont en réalité plus complexes, et que ses excellentes idées, ses priorités "évidentes" , ne sont peut-être pas si judicieuses. Comme la révolution, la communication dans la société n'a pas besoin de savants. Et encore moins d'expertise.

C'est ainsi que, dans la course vers la société de l'information, on a pu oublier, entre autres, la question des informateurs et celle des informés. Quand les crédits publics de la recherche en faveur des "sciences et techniques de l'information et de la communication" (comprendre les "nouveaux médias") se montent annuellement à 800 millions d'euros, les médiateurs et les citoyens doivent se contenter d'exhortations périodiques : "travaillez mieux", pour les premiers ; "allez voter", pour les seconds. On mesure ici toute la différence qu'il y a entre affirmer que quelque chose est important – a-t-on assez parlé du pouvoir des médias et de leur influence sur la citoyenneté, sur l'économie, la politique, etc. ? – et prendre quelque chose au sérieux. On ne prend pas l'information au sérieux. On ne prend pas les citoyens au sérieux. Mais on en parle...

Bertrand LABASSE

Le débat

La conférence a mis en valeur différentes formes de déraison dans la communication : une déraison par ignorance, non pas la docte ignorance de celui qui sait qu'il ne sait pas, mais la sotte ignorance de celui qui croit savoir ce qu'il ignore. Une déraison par polarisation des intérêts sur des problèmes particuliers, aboutissant à l'émiettement des connaissances et à la perte de la vue d'ensemble.

" différentes formes de déraison dans la communication "

Enfin une déraison par oubli du sens, faisant obstacle à la mise en perspective des questions posées.

Un journaliste de télévision a confirmé certaines dérives des professions de l'information : autocensure du journaliste plus soucieux d'épater son rédacteur en chef que d'informer le lecteur ou le spectateur. Le monteur des images fait des cadrages serrés pour renforcer l'aspect émotionnel au détriment de la connaissance. Moins pessimiste que l'orateur, une directrice d'exposition critique son point de vue en montrant qu'une action volontariste et bien pensée permet d'élargir le public des expositions de musée au-delà du public habituel et en donne pour exemple celle du Musée d'Histoire naturelle sur le Mali. Prenant le cas de Handicap International, un responsable de cette organisation critique lui aussi l'orateur en montrant le rôle décisif de l'information dans des campagnes pour l'abolition de la production des mines anti-personnel.

" discerner la valeur de la campagne menée "

Ici l'information a été bien assimilée par le public et a suscité une émotion qui a été relayée en terme de décision à l'échelle internationale, même si le traité d'interdiction n'est pas encore signé par des puissances importantes comme les États-Unis, la Chine et la Russie. Il s'en suit un

débat pour discerner la valeur de la campagne menée par Handicap international : remarquable sans doute, mais n'y a-t-il pas eu quelques abus dans l'appel à l'émotion et à la sensibilité, et les moyens employés ont-ils été tout à fait transparents ?

Bertrand Labasse reprend alors la question de la communication en se référant à l'art de la rhétorique enseigné par les Anciens, mais ignoré dans nos sociétés. Il en énumère les trois étapes : l'ethos permet à celui qui parle de justifier de sa légitimité à entrer dans le débat et à y prendre position ; le pathos fait appel à l'émotion afin de mobiliser l'attention du public et stimuler son écoute ; enfin le logos argumente la position défendue par l'orateur.

" l'enseignement de la rhétorique a pratiquement disparu "

Or l'enseignement de la rhétorique a pratiquement disparu, alors qu'il était un véritable savoir jouissant d'une place importante dans l'éducation classique. Si la communication veut devenir rationnelle, si on veut l'enseigner de façon cognitivement fondée, elle devrait retrouver ses racines et se référer à l'héritage très riche de la rhétorique comme discipline et comme pratique.

Une intervenante pose la question du partage de l'espace public. Le problème de l'information touche à celui de la démocratie, comme expression des opinions dans un forum susceptible d'aider à la décision publique. Le journaliste est un des acteurs de cette animation de l'espace public. Mais son désir de connaissance n'ira pas jusqu'à la transmission complète de l'information par le jeu de son auto-censure : le sujet est trop ennuyeux ("ça n'inté-

resse personne" risque de lui dire le rédacteur en chef). Le sujet est trop complexe pour être abordé dans un temps bref ("c'est bien trop compliqué"). Avec ce double frein, on retrouve le rapport au politique. Pourtant le désir de connaissance et d'information devrait venir avec la perception qu'on est partie prenante, qu'on est intéressé et concerné.

*" se tourner vers les irrationalités
de la communication elle-même "*

Les questions de plus en plus complexes du développement durable, des politiques de coopération nous concernent tous, quelles que soient nos conditions de vie. Ce sont des clés qui ouvrent des portes allant au-delà de l'ethos, du pathos et du logos. C'est autre chose. Cela consiste à voir comment, par les médias, on peut créer des interactions entre différents groupes, parce que, tout simplement, leur intérêt est commun. La force du politique, avec la confrontation des intérêts dans l'espace public, dépasse les dysfonctionnements et les limites de la communication. N'y a-t-il pas là une raison supérieure, celle de la dynamique du bien commun ?

Ainsi le débat s'est-il détourné des trois formes de déraison explicitées dans l'exposé de départ, pour se tourner vers les irrationalités de la communication elle-même et tenter de restaurer sa raison profonde par appel aux interrogations de la politique.

Si la communication publique est menacée d'insignifiance, la question de l'introduction du débat dans l'espace public devient urgente. Habermas nous dit, en effet, que l'espace public est le lieu où la crise de la rationalité des sujets individuels peut se résoudre en rationalité collective grâce au débat. La situation de l'espace public est donc au centre de la question de la crise de la démocratie. Que penser de cet espace public menacé d'insignifiance ? S'il est désespérant de voir comment les acteurs sociaux manient l'information ou comment les médias cherchent à provoquer l'émotion à des fins marchandes, cela ne fait pas perdre toute consistance à l'espace public. Celui-ci reste et doit rester le lieu de l'expression des intérêts et de leurs divergences, ainsi que de la négociation des compromis qui permettent le vivre ensemble.

Risques alimentaires

La mort dans l'assiette?

L'exposé

Marc Chambolle ¹

Est-il bien raisonnable d'intituler une conférence – ou un article – "La mort dans l'assiette ?" pour évoquer la sécurité sanitaire des aliments ? Entre raisons et déraison, selon le titre du cycle de conférences dans lequel ce texte prend place, il convient en tout cas de se poser des questions, et en particulier les suivantes :

- D'où viennent nos peurs alimentaires ? La prise d'aliments est un processus véritablement vital, qui assure, avec la respiration, la couverture de nos besoins physiologiques les plus élémentaires. Comment en venons-nous à l'associer à la mort ?
- Quels sont les dangers alimentaires qui nous menacent actuellement ? Il ne s'agit pas de faire une longue et fastidieuse liste de tous les dangers qui nous guettent, mais de les re-situer en fonction de leur origine, de leur nouveauté, de leurs vecteurs, et de s'interroger sur les "risques émergents".
- Que faire ? Quelles actions scientifiques, techniques, politiques et administratives, médiatiques, éducatives, etc., mener ?

Ces trois questions relèvent d'approches et de disciplines différentes :

- Ce sont les sciences de l'homme qu'il nous faut convoquer pour nous aider à voir plus clair sur la première : anthropologie, sociologie, psychologie, etc.
- La connaissance des dangers est plutôt l'affaire des sciences de la vie : toxicologie, microbiologie, physiologie, nutrition, épémiologie, ... mais les sciences de la

nature : physique, chimie, écologie sont également concernées ainsi que les sciences de l'ingénieur : ingénierie des procédés alimentaires, modélisation, ...

- Pour fonder sur des approches rationnelles les actions à entreprendre, il faut faire appel non seulement aux disciplines des sciences de la vie, de la nature et de l'ingénieur qui viennent d'être citées, mais aussi aux sciences politiques.

D'où viennent nos peurs alimentaires ?

Bien que se nourrir soit un des facteurs primordiaux de la (sur)vie de tout être vivant, l'alimentation peut faire peur. Pourquoi les risques qui lui sont liés sont-ils ressentis si fortement ? À quelle rationalité obéit le consommateur d'aujourd'hui qui s'interroge sur "la mort dans son assiette" ? L'anthropologie et la psychologie sociale ouvrent quelques pistes.

Les ethno-sociologues² ont attiré notre attention sur la permanence de la "pensée magique" dans notre attitude à l'égard de l'alimentation. On entend par pensée magique un "mode de fonctionnement mental qui consiste notamment à attribuer des effets à un acte ou à un objet, tout en mettant entre parenthèses les mécanismes, le déterminisme entre l'effet et la cause". Des principes applicables à l'alimentation ont été analysés par des anthropologues sur des populations dites primitives, et des travaux de psychologie expérimentale contemporains ont montré que ces principes fonction-

1. Ingénieur de recherche. Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), Paris. Conférence donnée le 7 janvier 2003.

2. Voir P. Rozin, "La magie sympathique", in C. Fischler (dir.), *Manger magique*. Editions Autrement, " Série Mutations/Mangeurs n° 149 ", 1994, p. 22-37.

nent aussi dans des populations considérées comme civilisées (par exemple des étudiants américains) : selon le principe d'incorporation "vous êtes ce que vous mangez"; selon le principe de similitude "le mot ou l'image égale l'objet"; selon le principe de contagion "les choses qui ont été en contact, ne serait-ce qu'une fois, continuent à agir l'une sur l'autre, alors même que tout contact a cessé".

"ces principes fonctionnent aussi dans des populations considérées comme civilisées"

Quelques exemples, pour illustrer le fait que ces principes fonctionnent encore dans notre société civilisée :

- "On est ce qu'on mange" : en témoignent des expressions métaphoriques ("manger du lion"), mais aussi des comportements plus ambigus : pourquoi certains évitent-ils de manger de la viande, ou des mollusques, des grenouilles, des insectes ou des serpents ? Qu'est-ce qui empêche de manger de la viande d'un animal familier (le chien d'une manière générale en Occident, le cheval ou même le lapin, pour certains) ?
- "Le mot ou l'image égale l'objet" : pourquoi manger de la viande rouge, boire du vin rouge pour les travailleurs de force ? N'est-ce pas par assimilation plus ou moins consciente "rouge = sang = force" ? Les aliments blancs (laits, fromages, viande de volaille, voire vin et pain) n'apparaissent-ils pas, quelle que soit leur valeur nutritionnelle, comme moins "forts", moins nourrissants ? La symbolique des aliments est ici renforcée par la symbolique des couleurs.
- "Principe de contagion" : pourquoi mangera-t-on plus volontiers les restes d'aliment d'une personne qui nous est proche, que ceux d'une simple connaissance et plus encore d'une personne que nous ne connaissons pas ?

Ainsi la puissance d'évocation des aliments repose sur des mécanismes qui alimentent aussi les peurs : peur de se perdre et de devenir autre (principes d'incorporation et de similitude), peur de l'autre (principe de contagion). On est moins ici "entre raisons et déraison" qu' "entre conscient et inconscient".

Les sciences humaines aident aussi³ à comprendre comment les risques sont ressentis. On considère ainsi qu'un risque est d'autant plus redouté par les consommateurs, donc d'autant moins acceptable, qu'il est perçu comme :

- subi (et non associé à une activité choisie) ;
- inéquitable (il y a des profiteurs et des victimes) ;
- inéluctable (on ne peut pas s'y soustraire en prenant des précautions) ;
- lié à une situation nouvelle ou peu familière ;
- "artificiel" (introduit par l'homme), non dû à des causes naturelles ;
- source de dommages irréversibles et invisibles (ex. : maladies incurables apparaissant après un long délai de latence) ;

"peur de se perdre et de devenir autre, peur de l'autre"

- avec des effets spécifiques sur les enfants, les femmes enceintes, les générations futures ;
- cause de maladies, de décès particulièrement horribles ;
- concernant des personnes bien identifiées (plutôt que des victimes anonymes) ;
- mal compris par la science ;
- objet de déclarations contradictoires de la part de différentes sources autorisées (ou, pire encore, d'une seule de ces sources).

Si on considère l'alimentation à la lumière des ces "facteurs d'effroi", comme les nomment les Britanniques (fright factors), on se rend compte qu'elle peut être associée à la plupart de ces facteurs. C'est le cas notamment de situations comme celles de l'encéphalopathie spongiforme bovine et de la nouvelle variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob qui lui est liée, ou, dans une moindre mesure, de la listériose, notamment en restauration collective.

Pour terminer sur l'évocation de l'origine des peurs alimentaires, il faudrait encore survoler, au-delà de l'actualité, leur histoire au cours des siècles. On ne manquerait pas alors de relever que "le risque alimentaire le plus grave s'appelle la disette ou, pis, la famine", mais aussi "que la peur de l'aliment nocif existait aussi dans les périodes révolues. La sécurité – ou la sûreté comme on disait – avait deux versants. L'un essentiel, connu – un adret bien éclairé par la recherche historique –, portait sur la quantité et la régularité de l'approvisionnement ; l'autre versant – un ubac encore – concernait la salubrité des aliments⁴".

Quelles menaces pour la vie et la santé ?

La première question que l'on peut poser à partir du titre de la conférence "La mort dans l'assiette ?", ce pourrait être : sait-on compter les "morts par l'assiette" ?

Les causes de la plupart des décès imputables à des états pathologiques sont multifactorielles ; l'alimentation n'est qu'un des facteurs de l'environnement qui intervient dans l'apparition des pathologies. On a des raisons de penser que les tumeurs malignes, et les autres maladies, du système digestif sont plus fortement influencées par l'alimentation que les autres tumeurs (encore que beaucoup d'entre elles sont liées à des consommations alcooliques excessives qui relèvent davantage de la toxicomanie par voie orale que de l'alimentation proprement dite). On sait que l'alimentation joue un rôle dans les pathologies de l'appareil circulatoire, mais ce rôle est difficile à quantifier à côté de celui d'autres facteurs du mode de vie (tabagisme, sédentarité) et des prédispositions génétiques individuelles. Il existe des maladies infectieuses d'origine alimentaire, mais leur gravité et leur létalité dépendent

3. Anonyme, *Communicating about risks to public health: pointers to good practice*. Department of Health, Grande-Bretagne, 1997, 27 p.

4. Voir M. Ferrières, *Histoire des peurs alimentaires : du Moyen-âge à l'aube du XXe siècle*. Le Seuil, "L'univers historique", Paris, 2002.

largement de facteurs indépendants de l'alimentation, tels que l'état physiologique du malade.

" il faut donc accepter de rester dans un certain flou quant à l'aspect meurtrier du contenu de l'assiette "

Même les maladies dites "de la nutrition et du métabolisme", dont le diabète, sont sous la dépendance d'autres facteurs que l'alimentation proprement dite. Il faut donc accepter de rester dans un certain flou quant à l'aspect meurtrier du contenu de l'assiette.

Avant de passer en revue les dangers alimentaires qui nous menacent, il convient de faire la distinction entre "danger" et "risque". Celle-ci est maintenant devenue classique dans les milieux de la sécurité sanitaire, et officialisée par le Règlement communautaire établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire. On entend par "danger : un agent biologique, chimique ou physique présent dans les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux, ou un état de ces denrées alimentaires ou aliments pour animaux, pouvant avoir un effet néfaste sur la santé" ; et par "risque : une fonction de la probabilité et de la gravité d'un effet néfaste sur la santé, du fait de la présence d'un danger" (Article 3). Ainsi, il peut y avoir un danger sans risque, lorsqu'il est neutralisé de façon à ce qu'il n'entraîne aucun effet néfaste.

Dans les dangers liés à l'alimentation, il est classique de distinguer :

- les dangers biologiques (bactéries, virus, parasites, agents transmissibles non conventionnels tels que le Prion Pr^{PSC} agent de l'ESB) ;
- les dangers chimiques (constituants "naturels" des aliments : allergènes, etc. ; contaminants : résidus de pesticides, métaux lourds, etc. ; constituants associés : mycotoxines, toxines bactériennes, etc. ; constituants ajoutés : additifs, auxiliaires technologiques ; constituants néoformés : produits apparaissant au cours du chauffage, etc.) ;
- les dangers physiques (radioactivité des contaminants radioactifs, etc.).

Quels sont ceux qui sont considérés comme les plus préoccupants ? Les réponses à un sondage sur cette question varieront selon les catégories des personnes interrogées (jeunes/vieux, hommes/femmes, catégories socioprofessionnelles, etc.), mais aussi selon la formulation des questions..., et la date de l'enquête par rapport à des situations d'alertes ou de crises alimentaires. Il est par exemple classique d'observer des grandes différences dans le classement des risques par des experts en santé publique, des experts en agriculture et en production des aliments, et des consommateurs. Les priorités de ces derniers évoluent dans le temps : ainsi selon des sondages BVA/ANIA, 19 % des consommateurs citaient, en

2002, le traitement chimique des cultures comme étant le risque le plus important dans les trois ans à venir, alors qu'ils n'étaient que 3 % à le faire en 2000. Par contre, le risque des OGM était cité dans une proportion en régression, 14 % en 2002 contre 27 % en 2000⁵.

" les réponses à un sondage sur cette question varieront selon ... la date de l'enquête "

La listériose régressait aussi dans les citations de 9 % à 5 %, ce qui est cohérent avec la réduction des listérioses humaines observée depuis plusieurs années, en dépit de l'amélioration du dispositif de collecte des cas.

L'opinion des experts sur les risques les plus préoccupants, et notamment les risques émergents qui sollicitent l'attention pour leur nouveauté, ne recoupe pas nécessairement celle des consommateurs. Voici quelques tendances dans l'appréciation, par les experts, des risques émergents les plus préoccupants.

- pour les risques bactériologiques, les experts ont tendance à considérer que les risques sont de mieux en mieux maîtrisés, mais que la vigilance reste nécessaire, en particulier sur la résistance aux antibiotiques de microorganismes pouvant contaminer l'homme et sur les modifications apportées aux procédés de préparation des aliments, dont les effets sur la qualité microbiologique devraient être systématiquement évalués ; il en est de même de l'évaluation de l'innocuité des microorganismes utilisés dans les technologies de fermentation (bactéries lactiques, levures), car la survenue d'incidents sanitaires aurait, outre les dommages pour la santé, des effets pouvant être catastrophiques sur l'image et sur l'économie des produits concernés.
- la préoccupation pour les virus véhiculés par les aliments est croissante, d'une part du fait de l'amélioration des méthodes de détection qui rendent leur étude moins difficile, d'autre part parce que l'intensification des échanges commerciaux dans un monde en voie de " globalisation " accroît le risque d'épizooties virales, maladies animales dont certaines, les zoonoses, peuvent atteindre l'homme ; on redoute aussi le passage des virus hôtes d'une espèce à d'autres espèces, la confiance dans la protection due à la " barrière d'espèce " ayant perdu de sa force avec quelques passages constatés (encéphalopathies spongiformes bovines ESB, influenza aviaire).
- les parasites, notamment ceux qui sont véhiculés par l'eau, sont de plus en plus étudiés et évalués⁶.
- pour les encéphalopathies spongiformes dues à l'agent de l'ESB, il est difficile de dire aujourd'hui si le niveau de préoccupation élevé accordé à ce sujet, surtout depuis 1996, se maintiendra : cela dépendra essentiellement du nombre de cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob (nouvelle variante) qui se développeront suivant un calendrier que l'on ne sait pas encore prévoir.
- pour les agents chimiques, la préoccupation principale provient du grand nombre de substances chimiques,

5. BVA Actualité, Octobre 2002, Les Français et la sécurité alimentaire, Baromètre ANIA.

6. Afssa, 2002, "Evaluation quantitative du risque sanitaire lié à la présence de *Cryptosporidium* sp. dans l'eau distribuée", <http://www.afssa.fr/ftp/base-doc/AQRCryptoseptembre02.pdf>, 61 p

naturelles ou de synthèse, qui sont employées intentionnellement, dans l'alimentation, mais surtout dans d'autres branches d'activités, ou qui se trouvent dans la chaîne alimentaire de manière fortuite par contamination ou en tant que composés néo-formés. Le nombre de substances dont les effets adverses sur la santé ont été évalués est limité. On ne peut pas exclure que certaines substances, connues ou encore inconnues, révèlent des effets indésirables, ou attirent l'attention parce qu'on suspecte, sur la base de leur structure chimique ou de leurs effets sur d'autres espèces que l'homme, que de tels effets puissent affecter aussi l'homme : on parle ainsi de plus en plus⁷ des "perturbateurs endocriniens", substances qui altèrent les équilibres dus aux hormones, tels que les fonctions de reproduction ou la fonction thyroïdienne.

"ce n'est pas du côté des agents biologiques ou chimiques que les préoccupations sont les plus vives"

Dans l'alimentation, des perturbateurs endocriniens peuvent se trouver à l'état de résidus (de pesticides, de plastifiants), mais aussi en tant que composés naturels tels que les phytoestrogènes, auxquels on attribue par ailleurs des effets favorables pour la santé !

- autres préoccupations liées aux agents chimiques : celles qui pourraient provenir de l'exposition à des faibles doses de substances actives, mais répétées durant de longues périodes (ce qui correspond bien à la situation alimentaire) ; et à l'exposition à des mélanges de substances actives d'origines diverses (ce qui correspond bien aux pratiques agricoles et industrielles).

- la prévalence des allergies alimentaires semble être en augmentation⁸, en partie sans doute du fait de leur meilleure détection, mais peut-être aussi en raison des comportements alimentaires (exposition à des nouveaux aliments, diversification précoce de l'alimentation infantile) et de la dissémination d'allergènes au cours de préparations industrielles recourant à des vastes gammes d'ingrédients. Les allergies alimentaires affectent davantage les enfants (elles concerneraient jusqu'à 8 % d'entre eux) que les adultes (prévalence : 2 à 4 %).

- depuis les attentats du 11 septembre 2001, la menace de bio-terrorisme empruntant des vecteurs alimentaires (notamment l'eau potable) fait partie des préoccupations des pouvoirs publics.

D'abord, on met de plus en plus l'accent sur les effets éventuels sur la santé d'aliments pris dans leur globalité⁹, intégralité : c'est notamment le cas pour ce que la réglementation européenne appelle "nouvel aliment" (règlement CE/258/97), ce qui comprend les aliments organismes génétiquement modifiés (OGM), mais aussi les denrées n'ayant pas d'antécédents sûrs en ce qui concerne leur utilisation dans l'alimentation, ou les aliments produits par des procédés nouveaux qui modifient leur composition habituelle.

"c'est le consommateur lui-même qui apparaît comme son plus redoutable ennemi"

Ensuite, c'est plutôt l'effet du régime alimentaire dans son ensemble, des comportements alimentaires, qui retient l'attention des responsables de santé publique : ainsi, le nombre d'enfants obèses en France a plus que doublé depuis les années 1980¹⁰. On estimait, en 2000, entre 10 et 12 % sa prévalence chez l'enfant (de 6 à 12 ans). 30 à 40 % des adultes se trouvent en situation de surpoids, qui augmente le risque de mortalité et plusieurs états pathologiques (diabète de type II, hypertension artérielle, accidents vasculaires, etc.). Dans la mesure où il est maître de son comportement alimentaire, c'est le consommateur lui-même qui apparaît alors comme son plus redoutable ennemi.

Que faire ?

Le concept de l'analyse des risques, qui s'est d'abord développé dans les industries chimiques et nucléaires, est maintenant devenu classique pour l'alimentation, au point qu'un règlement communautaire de 2002 affirme que " la législation alimentaire se fonde sur l'analyse des risques ". Celle-ci est décomposée en trois volets interconnectés qui sont : l'évaluation des risques, la gestion des risques, et la communication sur les risques. Voilà qui donne une grille de présentation et d'interprétation pour les actions qui sont entreprises afin de réduire les dangers et de limiter les risques liés à l'alimentation, faute de pouvoir en atteindre la maîtrise et la disparition complète.

"L'évaluation des risques est fondée sur les preuves scientifiques disponibles et elle est menée de manière indépendante, objective et transparente" (Règlement 258/97). En pratique, elle est conduite par divers comités scientifiques constitués de manière à assurer l'indépendance, l'objectivité et la transparence. Au cours des dernières années, les modalités de fonctionnement des comités ont été modifiées. Ce mouvement ne signifie pas que rien n'était fait auparavant, mais la rénovation des structures et des modes de fonctionnement a paru nécessaire pour remédier aux insuffisances de transparence, voire d'indépendance que des crises alimentaires, telles que celle de l'ESB, avaient révélées. C'est ainsi qu'en France a été mise en place, en 1999, l'Agence de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA), et au niveau communautaire l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AES/EFSA), qui entrera en activité dans le courant de l'année 2003.

" les évaluations débouchent sur des avis et sur des indications "

D'autres instances analogues ont été instaurées dans d'autres pays européens. Par ailleurs, des travaux d'évaluation sont menés dans des organisations internationales

7. INRS (Institut National de Recherche de Sécurité), *Les perturbateurs endocriniens*, 2001.

8. C. Dubuisson, S. La Vieille, A. Martin, *Allergies alimentaires – État des lieux et propositions d'orientations*, Afssa, Maisons-Alfort, 2002. 104 p.

9. M. Chambolle, " L'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments : évolutions scientifiques et réglementaires ", *Méd. Nut.*, 38 (1) 2002, p. 15-23.

10. INSERM (groupe d'experts et auteurs), *Obésité : Dépistage et prévention chez l'enfant*, Éditions INSERM, Paris, 2000.

(FAO, OMS, Centre international de recherche sur le cancer, OCDE).

Les évaluations débouchent sur des avis et sur des indications de caractère pratique voire numérique. On se contentera de donner deux exemples.

Pour des substances chimiques telles que les additifs et les contaminants, les experts se prononcent en général en attribuant une dose journalière (ou hebdomadaire) admissible (ou tolérable à titre provisoire), DJA ou DHTP, quantité dont on estime que l'ingestion pendant toute la vie n'entraîne pas de risque pour la santé des consommateurs, sur la base des faits connus au moment de sa fixation. La DJA est établie à partir de la "dose sans effet" (DSE), qui n'a entraîné aucun effet toxique détectable sur des animaux d'expérience (appartenant de préférence à plusieurs espèces). Pour passer de la dose sans effet à la DJA, on applique un facteur de sécurité, généralement de 100 : il tient compte de la différence possible de sensibilité entre les animaux d'expérience et l'homme (facteur estimé à 10), et de la différence de sensibilité entre individus de la même espèce (facteur estimé à 10 également). Le facteur de sécurité peut être plus ou moins élevé si on dispose d'arguments expérimentaux pour le modifier. De par sa définition, qui fait appel à des facteurs de sécurité forfaitaires, la DJA ne peut pas être considérée comme une valeur mathématique marquant une nette séparation entre l'innocuité et le risque avéré pour la santé. On admet ainsi, pour les additifs alimentaires, qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter d'un dépassement accidentel ou limité en valeur. Lorsque les données toxicologiques relatives à un additif alimentaire ne révèlent pas de risque pour la santé, on peut lui attribuer une "DJA non spécifiée".

Dans le cas des risques bactériens, la détermination de "dose minimale infectieuse" (DMI) est rarement possible. D'autres approches le sont, comme celle des experts de l'AFSSA (2001), qui ont qualifié les aliments suivant le niveau de risques liés à la présence de *Listeria monocytogenes* (L.m.) pathogènes : "aliments sûrs", dont les caractéristiques ne permettent pas la croissance de L.m., à condition que le niveau de contamination initiale soit conforme au seuil réglementaire ; "aliments à risque maîtrisé", parce qu'ils sont soumis à des mesures de maîtrise microbiologique appropriées jusqu'à la consommation ; "aliments sensibles", dont les caractéristiques permettent la croissance de L.m. et qui peuvent présenter un niveau de contamination supérieur au seuil défini comme représentant un risque pour le consommateur.

" la réglementation européenne de 2002 cite explicitement le principe de précaution "

La gestion des risques conduit à mettre en balance les mesures de divers ordres (technique, politique, juridique, voire médiatique et pédagogique) envisageables pour prévenir, limiter, corriger et au besoin réparer les dommages. Y contribuent tous les acteurs de la chaîne ali-

mentaire, depuis les producteurs des matières premières jusqu'aux consommateurs. Les pouvoirs publics, pour leur part, peuvent être amenés à choisir les mesures de prévention et de contrôle appropriées, en tenant compte de l'évaluation des risques, mais aussi d'autres facteurs légitimes pour garantir l'ordre public. La réglementation européenne de 2002 cite explicitement le principe de précaution, dans les termes suivants : "Dans des cas particuliers où une évaluation des informations disponibles révèle la possibilité d'effets nocifs sur la santé, mais où il subsiste une incertitude scientifique, des mesures provisoires de gestion du risque (...) peuvent être adoptées dans l'attente d'autres informations scientifiques en vue d'une évaluation plus complète du risque.(...) Ces mesures sont réexaminées dans un délai raisonnable, en fonction de la nature du risque identifié pour la vie ou la santé et du type d'informations scientifiques nécessaires pour lever l'incertitude scientifique et réaliser une évaluation plus complète du risque " (Article 7).

A côté de l'action des pouvoirs publics dans la gestion des risques, il faudrait développer celle des autres acteurs. Depuis une quinzaine d'années, la prise de conscience des risques alimentaires a progressé chez eux de façon spectaculaire. La démarche d'identification des points critiques pour l'analyse des risques (connue sous l'acronyme HACCP, hazard analysis critical control points) s'est répandue d'abord pour les risques microbiologiques, avec des applications plus ou moins formalisées, reconnues ou non par des organismes certificateurs. Elle progresse maintenant pour les autres types de risques.

Entre raisons et déraison

Que retenir de ce rapide survol, bien incomplet, des risques liés à l'alimentation ?

Les peurs alimentaires se situent bien "entre raisons et déraison", mais cette déraison ... a ses raisons, que les sciences humaines peuvent nous aider à mieux comprendre, peut-être pour mieux s'en libérer.

Les dangers et les risques (deux concepts différents) sont nombreux, mais diffus. On les connaît de mieux en mieux : c'est le côté "raison". Peut-on leur imputer "la mort dans l'assiette" ? La mort ne se sert pas seulement de l'assiette : la petite part de mort qui est dans notre assiette provient aussi de comportements alimentaires déséquilibrés : le côté "déraison" ...

À mettre encore du côté "raisons" :

- Le recours à des procédures visant à plus de transparence, plus d'indépendance dans l'expertise et dans l'action publique ;
- La généralisation d'approches permettant de mieux analyser les points critiques où la sécurité sanitaire des aliments se joue, et de mieux les maîtriser ;
- L'émergence du principe de précaution.

Et du côté "déraison" :

- La poussée de l'innovation lorsqu'elle est incontrôlée et qu'elle fait surgir de nouvelles questions avant même qu'on ait les moyens de les étudier et plus encore de les résoudre ;
- Le mauvais usage... du principe de précaution lorsqu'il est invoqué pour justifier l'abstention ou l'immobilisme.

Enfin, à l'opposé de l'"aliment-poison", on voit maintenant pointer l'"aliment-santé" : ne faudrait-t-il pas exercer aussi, entre raisons et déraison, la vigilance sur ce nouveau concept ?

Marc CHAMBOLLE

Le débat

Le titre même de la conférence "la mort dans l'assiette ?" manifeste une première déraison. Ce qui est l'acte même de la vie, à la fois nourriture qui conforte l'existence corporelle et repas qui rapproche les personnes dans un acte de rassemblement, voire de communion, est mis sous le signe de la mort. Le paradoxe est très apparent, ce qui a amené l'orateur à, d'entrée de jeu, souligner que la pensée magique coexiste chez nous avec la pensée rationnelle ; d'où la référence aux ethno-sociologues qui dégagent, dans le domaine de l'alimentation, les trois principes d'incorporation, de similitude et de contagion .

" la pensée magique est-elle en opposition avec la pensée rationnelle ? "

Mais la pensée magique est-elle en opposition avec la pensée rationnelle ? N'est-elle pas plutôt de la pensée rationnelle à l'état d'enfouissement ou à l'état naissant ? Le débat ne s'est pas appesanti sur ce point, mais s'est attaché principalement au risque alimentaire.

À considérer l'état du monde, le vrai risque, c'est la famine ou la sous-alimentation de populations nombreuses. Dans les pays développés qui se nourrissent mal par excès d'aliments ou par mauvaise diététique, la peur concerne la salubrité des aliments. Une partie importante du débat a porté là-dessus.

Une représentante d'association de consommateurs met l'accent sur le comportement du consommateur. Celui-ci risque d'appréhender de façon déraisonnable la situation de son alimentation en s'égarant dans des craintes imaginaires, ou en fantasmant sur le caractère médicamenteux et donc miraculeux de tel ou tel produit. L'industrie agro-alimentaire met à disposition du consommateur des

produits prêts à la consommation et qui ont donc subi des transformations complexes.

" quand le produit est devenu illisible, il est source de crainte "

L'avantage est la commodité dans l'emploi des aliments et la rapidité de leur usage. L'inconvénient est de rendre la production de moins en moins transparente. Le produit conditionné et disponible pour consommation immédiate est très éloigné du produit de la ferme. Il a reçu des colorants, des adjuvants, des conservateurs. Il a éventuellement été enrichi de vitamines, etc. Quand le produit est devenu illisible, il est source de crainte. Des associations, situées comme contre-pouvoir et comme relais d'information, participent donc à la veille sanitaire, avec un souci permanent de pédagogie.

Sans doute l'association des consommateurs a-t-elle pour fonction de calmer les craintes en se tournant vers les scientifiques. Mais les messages sont parfois difficiles à faire passer. On peine à comprendre le rôle du prion dans la maladie de Creutzfeldt-Jacob ainsi qu'à identifier l'aliment qui rend malade avec la complexité de ses conditionnements. Bien que les conserves soient plus sûres que jamais, les gens sont de plus en plus sensibles à leur danger. Or, les conserves de fabrication familiale de naguère étaient pourtant beaucoup plus dangereuses pour la santé.

Par ailleurs, le coût de l'alimentation dans le budget familial n'a jamais été si faible (environ 15 %) et la pression est forte sur le producteur pour qu'il baisse encore. Cela est contradictoire avec le souci d'une plus grande sécurité : c'est pour abaisser les coûts qu'on a mis des déchets

dans les farines animales. En Europe, les consommateurs préfèrent la filière non OGM à la différence des consommateurs américains. Seule la traçabilité respectera le choix du consommateur. Elle est sans doute possible pour les viandes. Elle sera beaucoup plus difficile pour les plantes.

Un fonctionnaire de la répression des fraudes à la direction de la concurrence souligne que la qualité alimentaire n'a jamais cessé de s'améliorer depuis des décennies. La dioxine récemment découverte existait auparavant, mais on n'en parlait pas, car on ne l'avait pas encore détectée, ce qui fait que l'on présente comme des catastrophes ce qui sont en réalité des progrès. La listéria était jadis exceptionnelle parce que l'on ne traquait pas comme aujourd'hui toutes les formes de salmonelles.

" la qualité alimentaire n'a jamais cessé de s'améliorer depuis des décennies "

La presse présente les faits sans recul historique et en majorant le côté sensationnel. Voilà une déraison liée à notre système d'information centré sur la mise en valeur de l'événement immédiat, sans relativisation par rapport à un espace-temps particulier.

Une autre partie du débat a porté sur un sujet, important en soi, mais extérieur au sujet même de la conférence, celui de l'avenir de l'agriculture. Un membre de la Confédération paysanne, agriculteur depuis trente ans, a fait le choix de la qualité, avec vente à proximité de sa volaille de qualité, et a refusé le système intensif d'élevage hors sol qui lui était proposé à l'époque comme aux autres. Ce choix de départ a été difficile à prendre mais il ne le regrette pas. Il dénonce l'hypocrisie de la double agriculture, celle de ces paysans qui produisent pour le marché avec les méthodes intensives et mangent ce qu'ils ont produit avec des méthodes traditionnelles qui préservent la qualité.

" ce qu'il faut c'est une agriculture raisonnable "

Il faut des produits de qualité pour tous, dit-il. Le virage de l'agriculture raisonnée lui paraît significatif, mais ce qu'il faut c'est une agriculture raisonnable qui réponde à la demande des consommateurs. Il faut sortir du schéma productiviste dominant et résister à la pression des firmes agro-alimentaires et de la grande distribution.

La situation n'est pas dépourvue de paradoxe lorsqu'on apprend que les plus grands utilisateurs de produits phytosanitaires et de chimie ne sont pas les grandes exploitations, mais les jardiniers amateurs. Par ailleurs, les produits dits "bio" doivent être démystifiés, car il n'y a aucune garantie de l'authenticité des produits "bio", surtout lorsqu'ils sont importés (et vendus en grande surface).

Au-delà des dangers, souvent imaginaires, un risque plus important peut venir de la restauration collective (MacDo) avec sa clientèle de jeunes. Elle tend à homogénéiser le goût des saveurs et à affaiblir les muscles de la mastication (l'alimentation molle). Elle oriente l'alimentation de façon anti-diététique et contribue au développement de l'obésité. À terme, c'est le risque alimentaire le plus sérieux.

Comme le souligne Marc Chambolle, le sujet de la conférence est le risque alimentaire et pas l'avenir de l'agriculture, même si ce sujet est très important. S'il est prouvé que les OGM ne sont pas dangereux pour la santé, on ne peut pas en déduire qu'une politique agricole qui développe l'emploi des OGM soit supérieure à une autre qui déciderait de s'en passer. Le sujet a d'autres dimensions, notamment dans les rapports avec les agricultures du Tiers monde.

Vitesse et urbanisme

Se déplacer en ville, un plaisir?

L'exposé

Marc Wiel ¹

Quelques mots tout d'abord pour compléter ma présentation. Je suis effectivement un praticien en urbanisme, qui a eu l'occasion de conduire ces dernières années des travaux de recherche sur la mobilité urbaine. Ce positionnement particulier m'a amené à développer une vision des questions de la circulation un peu différente de celle des spécialistes du sujet.

La question de la circulation est une question récurrente puisqu'on parlait déjà, dans l'antiquité, des embarras de Rome, la première ville de plus d'un million d'habitants de notre histoire. Cela plaiderait pour que la difficulté de circuler soit une fatalité attachée aux plus grandes agglomérations. Cette déduction n'est que partiellement vraie, comme nous le verrons à la fin de ce propos. J'essaierai auparavant de montrer que toute solution vraiment satisfaisante aux difficultés rencontrées dans ce domaine exige un élargissement de la question traitée, pour l'inclure dans celle de la gestion urbaine, désignée classiquement " l'urbanisme ", ce qui nous fera retomber sur l'éternelle question de notre capacité à gérer de façon satisfaisante (pour les parties) les rapports entre individus et société.

Pourquoi le trafic augmente-t-il ? La réponse à cette question est primordiale. Celle apportée par les chercheurs a évolué ces dernières années en même temps que l'interprétation même de la mobilité.

" pourquoi le trafic augmente-t-il ? "

Nous verrons que ce déplacement sémantique ouvre le champ des solutions à la gestion de l'encombrement cir-

culatoire dans les métropoles. Constatons d'abord que le trafic automobile stagne dans les centres urbains, croît modérément mais régulièrement aux franges des agglomérations (2 à 6%), explose littéralement dans les relations interurbaines à plus longue distance, en étroite relation avec la diffusion des loisirs hors domicile, pris de plus en plus souvent hors de l'agglomération de résidence (mais inégalement suivant les milieux sociaux).

En zone urbaine (car au-delà c'est différent, du fait de cette explosion des temps de loisir hors agglomération de domicile) la principale raison, contrairement à ce que nous avons tous cru à une époque, et qui a pu être vrai un temps, n'est pas l'accroissement démographique ou la propension à passer plus de temps en moyenne hors domicile pour faire plus de choses nouvelles du fait que nous soyons propriétaires de plus de véhicules. La vraie raison est l'effondrement du coût de la mobilité qui nous fait faire plus de kilométrage par personne sans majorer le temps passé à nous déplacer, ni le temps d'activité (en zone urbaine) hors domicile.

Qu'entendons-nous par "effondrement" de ce coût ? Il ne signifie pas que l'argent mis pour se déplacer diminue par rapport à la période antérieure à la diffusion de l'automobile ; tout au contraire, il augmente. Mais l'argent n'est qu'une des composantes du coût global du déplacement. Et l'incitation ou la dissuasion à se déplacer dépend de la " globalité " de ce coût, donc de toutes ses composantes. L'usage de l'automobile coûte plus d'argent, mais fait suffisamment gagner de temps et de confort pour que la résistance au déplacement faiblisse.

1. Ancien directeur de l'Agence d'Urbanisme de Brest ; membre associé du Conseil Général des Ponts et Chaussées. Conférence donnée le 27 mai 2003.

*" le temps gagné est rapidement réinvesti
en trajets plus longs "*

L'accès à la vitesse à coût modique, le pouvoir en quelque sorte "d'acheter du temps" provoque un allongement des trajets, car le temps gagné est rapidement réinvesti en trajets plus longs, et nous allons voir pourquoi. Ceci permet déjà de dire que c'est "la vitesse qui fait le trafic" et non notre boulimie d'activités supplémentaires hors du domicile.

C'est l'allongement des trajets qui est lui-même à la fois la cause et la conséquence de la transformation morphologique de la ville. Il est la cause, du fait que nous sommes prêts à aller plus loin chercher ce que nous désirons, et il est la conséquence, du fait que les investisseurs immobiliers (ménages et entreprises) localisent leurs résidences sur des terrains plus grands, ou bien implantent les établissements de leurs entreprises en proportionnant leur taille à la possibilité de rayonner plus largement. Un gros centre commercial remplacera, par exemple, de nombreux petits commerçants antérieurement dispersés. Aussi faut-il en revenir à ce qu'est la ville, à ce qui fonde son existence et son fonctionnement, pour bien comprendre le mécanisme d'un processus dont nous n'avons pas voulu les conséquences.

*" l'accès à la vitesse à prix modique
est la cause du bouleversement
de l'organisation urbaine "*

Pourtant, faut-il rappeler avec quel enthousiasme nous avons tous adhéré à ce qui maintenant se révèle être la cause du bouleversement de l'organisation urbaine : l'accès à la vitesse à prix modique.

La ville nous apparaît une chose figée, immuable, parce que l'idée de ville est une représentation mentale construite d'abord à partir de son organisation bâtie. Quand nous pensons ville, nous ne pensons pas flux, mais masse minérale sculptée avec le temps autour d'espaces publics. Il est symptomatique que les personnes qui résident dans les excroissances périurbaines (les lotissements greffés sur des villages) reconnaissent difficilement faire partie du même système urbain que celles qui habitent la partie compacte de l'agglomération. Le sentiment d'appartenance est subordonné à des représentations, véritables produits de notre culture. Nous ne percevons, par ailleurs, que les changements les plus visibles qui affectent cette organisation du bâti, c'est-à-dire presque rien, car ne voyant pas à l'intérieur des bâtiments, il est impossible de prendre la mesure de la diminution constante de la densité de leur occupation. Nous avons le sentiment d'une immuabilité de la ville. On oublie que sa morphologie physique, ce qu'elle contient aux différentes heures de la journée, comme les déplacements incessants dont elle est le siège, résultent des rapports d'interdépendances qui lient entre eux personnes, ménages, entreprises et institutions, le tout formant une "société locale singulière". Ces rapports ont toute la complexité du système social, c'est-à-dire qu'ils manifes-

tent que la complémentarité des rôles sociaux résulte tout à la fois d'alliances et de rivalités, de solidarités et de concurrences.

*"nous ne percevons que les changements les
plus visibles, c'est-à-dire presque rien "*

C'est le propre de toute société d'imbriquer étroitement comportements de coopération ou de compétition, comme c'est le propre de la politique de chercher un équilibre pour que ces deux dimensions de notre vie sociale ne se nuisent pas mutuellement, mais entrent en synergie.

Ces rapports d'interdépendances alimentent une multitude d'interactions sociales, qui, à travers elles, font que se réalise l'association entre les membres d'une même société locale. Aucune société n'existe sans prendre une configuration "locale", sans susciter des formes de regroupement de ses membres, plus ou moins lâches suivant la nature des rapports d'interdépendance, la fréquence de leur transformation en interactions sociales et, évidemment,...des conditions de la mobilité.

Par choix ou nécessité (de moins en moins par nécessité, du fait du développement des télé-technologies), certaines interactions sociales sont faites "avec coprésence", c'est-à-dire dans un face-à-face entre les personnes dans l'exercice de leurs rôles sociaux. Il faudra donc qu'il y ait des "lieux de la coprésence" plus ou moins spécialisés dans un type d'interactions sociales particulières. La ville est l'agencement de ces lieux.

La mobilité est certes "déplacement physique de l'individu dans l'espace", mais surtout passage successif d'un lieu de la "coprésence" à un autre, et dépend de l'agencement des lieux de cette "coprésence". Mais ces lieux (domicile, entreprise, équipements, et espaces publics) ne s'agencent pas n'importe comment, ou comme en déciderait un deus ex machina, par exemple, un homme de l'art soucieux d'une belle ordonnance des espaces publics, ou un agent administratif sourcilieux de l'usage des fonds publics. Comme chacun cherche à proportionner le coût de sa mobilité à l'intérêt qu'il porte à l'interaction sociale qu'il ambitionne d'avoir, il y aura nécessairement compétition entre les investisseurs optant pour la localisation des lieux de la "coprésence" dans l'espace.

Le fruit de cette compétition sera un agencement urbain tendant à optimiser non seulement quantitativement les interactions sociales désirées, mais aussi qualitativement, en les soumettant au bon vouloir des investisseurs (particuliers ou entreprises, propriétaires ou gestionnaires des lieux de la "coprésence") quant à la façon concrète dont ces interactions se dérouleront "à l'intérieur" des lieux de la "coprésence".

*" les marchés urbains résultent de cette
compétition pour l'espace "*

Par ce raisonnement, nous avons introduit le lien systémique qui lie mobilité et agencement urbain, et nous avons désigné les marchés urbains (foncier, immobilier, de l'emploi et des services), résultant de cette compétition pour l'espace, comme le cadre au sein duquel se font les arbitrages qui, en dernier ressort, pèseront le plus sur l'intensité, la fréquence et les formes des déplacements en ville.

La concurrence sur ces marchés urbains (foncier, immobilier, des services et de l'emploi) se fait entre des acteurs dont les attentes ne sont pas identiques, même si beaucoup sont similaires, mais surtout dont les ressources (financières, temporelles, physiques) sont différentes. La mobilité dépend de l'agencement urbain comme celui-ci dépend des conditions de la mobilité (vitesse, tarifs, moyens de déplacements), puisque la relation qui les lie est de nature systémique. Mais tous ces mécanismes de marchés ne garantissent pas l'équité, ni pour pouvoir se déplacer, ni pour pouvoir se localiser. Le marché ordonne les préférences selon les ressources et c'est, de ce fait, tout le contraire. Il appartiendra à la puissance publique de mettre des limites à ces situations d'inégalité, ce qui supposera pour elle d'intégrer dans une même politique les deux domaines que sont l'urbanisme et les transports, sinon ce qu'elle améliorera d'un côté pourra se dégrader de l'autre.

" L'amélioration des politiques des déplacements était, de façon tendancielle, ségrégative "

Cette prise de conscience explique que nous soyons passés de la LOTI (votée en 1984), qui revendiquait une sorte de droit à la ville par la mobilité (et plus exactement par la compensation de l'accessibilité par les transports collectifs), à la loi SRU (votée en 2000) qui, elle, vise la mixité sociale à l'échelle communale. Entre temps, on avait compris que l'amélioration des politiques des déplacements (même avec l'intermodalité) était de façon tendancielle, par essence, ségrégative. L'existence même du marché, c'est-à-dire d'une compétition pour l'espace arbitrée par des prix, a toujours eu pour conséquence une ville ségréguée. Le fait de conceptuellement dissocier les politiques d'aménagement des politiques de déplacement, de penser pouvoir définir des objectifs propres à ces deux politiques, n'a fait qu'élever le degré de ségrégation sociale, en particulier là où est recherché un fonctionnement unitaire de la métropole indépendamment de sa taille.

Cette interdépendance entre les arbitrages des particuliers et des entreprises, quand il s'agit de se mouvoir ou de se localiser – avec la permanente préoccupation de proportionner le coût de la mobilité à l'intérêt porté à l'interaction sociale rendue possible par le déplacement – explique enfin que, malgré tous les bouleversements observés récemment dans les conditions de la mobilité comme dans l'organisation urbaine, en moyenne le même temps (55 minutes) est toujours passé en déplacements. Pour certains déplacements (par exemple l'accès

au travail), la longueur des transports des uns – ceux qui peuvent s'affranchir des contraintes du marché – se répercute sur celle de ceux qui ne peuvent que la subir.

" la constance du temps de déplacement illustre par conséquent la nature du fait urbain lui même "

Pour partie des flux, au moins, il s'agit d'un jeu à somme nulle, où l'existence de gagnants implique des perdants. La constance du temps de déplacement illustre par conséquent la nature du fait urbain lui même. Tout le monde se gêne, mais tout le monde a besoin de l'autre sur un territoire ressenti comme d'autant plus étroit que nombreux sont ceux qui l'occupent. La propension des habitants d'une ville à s'agglomérer n'est pas un postulat de départ, pas même la conséquence de contraintes techniques, mais résulte de la nature des interdépendances qui associent les membres d'une même société locale et des conséquences de cette nature sur la gestion du temps. C'est ce qui a fait que, depuis des milliers d'années, ville et campagne n'étaient pas miscibles. Mais cela le devient depuis très peu de temps parce qu'avec la généralisation de la voiture, le verrou à leur " non miscibilité ", constitué par le coût global de la mobilité, a sauté. Les équilibres qui fondent un agencement urbain donné sont fonction des caractéristiques du peuplement d'une société locale et de tout ce qui affecte les rapports d'interdépendances qui la solidarisent, mais dépendent également... du coût de la mobilité. Et c'est bien ce dernier paramètre qui, ces dernières décennies, s'est modifié beaucoup plus vite que les autres..

La constance, en moyenne, du temps moyen passé hors domicile signifie que, pour tout ce que nous devons ou avons envie de faire, les opportunités de les réaliser dans ou hors du domicile s'équilibrent pour l'instant, se neutralisent. Il n'en sera pas obligatoirement de même dans le futur, mais il en est ainsi actuellement. Il est facile de comprendre que, si cela évolue, ce ne sera que très lentement. La ville adoptera, naturellement mais lentement (car il n'y a que 1% du bâti déjà construit à être démolit pour permettre une reconstruction), la morphologie permettant au temps consacré à la mobilité d'une part, et celui consacré aux activités (dans les autres lieux de coprésence que le domicile) d'autre part, de rester grossièrement dans une même proportion. Les nombreuses évolutions observables dans nos modes de vie n'ont pas remis en cause ces proportions ; elles sont fondatrices des niveaux observés de rayonnement des centres ou de la taille des aires urbaines.

Nous pouvons ainsi affirmer cette proposition (qui sinon pourrait laisser incrédule) que, au moins en moyenne, permettre d'aller plus vite en ville ne fait pas gagner durablement du temps mais de l'espace (des maisons et des entreprises qui s'étalent) et de la productivité. Elle permet d'élargir le choix des destinations qui devient très vite élargissement du choix des localisations (domiciles et entreprises). Pour le choix de la résidence, par exemple,

cela va concerner tout autant ceux que la concurrence dans la compétition du sol gênent, et qui, par économie (sur leur loyer ou leur remboursement d'emprunt), cherchent un habitat éloigné de leur lieu de travail, que ceux qui, ayant les moyens, peuvent élire une localisation convoitée, même si leur lieu de travail se situe dans une partie de l'agglomération où les prix fonciers et immobiliers sont plus faibles.

" aller plus vite en ville ne fait pas gagner du temps, mais de l'espace et de la productivité "

Toutes les tentatives d'égalisation de l'accessibilité par la mobilité sont illusoire.

Le gain de productivité, lui, est le fait des entreprises qui élargissent leur aire de recrutement ou de rayonnement, suscitant la disparition des entreprises dont l'économie même reposait sur la plus faible concurrence par moins de mobilité. Le gain de temps permis par une vitesse plus élevée est absorbé par le réagencement de la ville, ce qui est parfaitement logique avec la nature de cette dernière. C'est pour cette raison que nous devons absolument nous défaire de cette illusion d'immuabilité que nous inspire la morphologie d'une ville. Certes, d'un point de vue culturel, la ville veut donner, par la mise en scène de son patrimoine, ce sentiment d'immuabilité. Elle se veut un lieu de changement pour ce qui relève de l'ingéniosité humaine, mais de permanence sur le chapitre des valeurs. Cultiver cette ambivalence est une façon très concrète de rappeler aux membres de la même société locale la nature des valeurs qu'ils partagent – l'œuvre de leurs communs ascendants –, mais aussi de modérer les inconvénients de la compétition par l'incitation à la coopération, tout en célébrant l'efficacité de ceux qui ont fait bénéficier la société locale de leur pugnacité dans la concurrence des territoires... On débouche, par conséquent, sur une contradiction si la permanence de la morphologie appartient au domaine des valeurs et si, parallèlement, la reproduction des interactions sociales implique un changement morphologique de la ville dès que sont modifiées les conditions de mobilité.

L'espace et la productivité gagnés ont des contreparties, car les conséquences de la mobilité (l'allongement des trajets) induite par la vitesse (l'effondrement du coût de la mobilité) ne sont pas toutes positives : le bruit, l'insécurité routière, la perte de la convivialité des espaces publics, la pollution, la contribution au réchauffement de la planète, la dépréciation de la qualité résidentielle, la déstabilisation des équilibres urbains antérieurs sur lesquels était fondée la répartition des centralités et des densités, en fait la répartition du peuplement et des activités.

"les conséquences de la mobilité induite par la vitesse ne sont pas toutes positives"

On pourra également ajouter à cette liste la désaffectation des modes alternatifs à la voiture, bien qu'ils soient moins coûteux, moins dangereux et moins, ou pas du

tout, polluants. Étant moins rapides ou moins commodes d'usage, la voiture les marginalise.

La liste des inconvénients est impressionnante mais méconnue, car ils ne sont pas tous attribués à la vitesse. C'est pourquoi révéler la responsabilité de la vitesse ouvre le champ des solutions envisageables et permet de sortir du sentiment d'accablement d'une fatalité attachée à la grande ville. Il ne s'agit pas de revenir à la marche à pied. Mais il ne s'agit pas non plus, comme dans le passé récent, de vouloir mettre en place un réseau rapide urbain tout en essayant, souvent à posteriori, d'atténuer les nuisances. La vérité est entre les deux. La vitesse, quand elle n'induit pas d'inconvénients mais autorise des avantages inaccessibles autrement, est assurément une excellente chose. C'est comme cela qu'il convient de la définir. Ce serait le bon sens ou, encore, ce qui est de plus en plus appelé le développement durable. La vitesse n'est pas un dieu méritant de tout lui sacrifier. Cette attitude revient à considérer les conditions de la mobilité comme un des moyens de la panoplie permettant à la puissance publique d'encadrer l'agencement urbain.

" il n'était pas évident de savoir que la clef de la fluidité n'était pas plus mais moins de vitesse "

La non prise en compte du caractère systémique du fonctionnement urbain, qui associe de façon réciproque mobilité et organisation urbaine, fait que, depuis toujours, la collectivité répond à la demande croissante de flux par des infrastructures nouvelles qui, non seulement ont vocation à restaurer la vitesse perdue, mais à chercher à l'augmenter. Une vitesse plus élevée a toujours été perçue comme un avantage pour tout le monde. En relançant ainsi la demande de déplacements par une amélioration de l'offre, les nuisances à réduire augmentent de plus en plus jusqu'au moment où la fluidité se dégrade à nouveau. Le but visé n'est donc pas atteint mais les inconvénients s'accumulent. La réduction des vitesses, ou le fait de la rendre payante, sont les tabous condamnant à investir constamment en infrastructures, sans résoudre de façon durable l'accès aux avantages recherchés. Il n'était pas évident de savoir que la clef de la fluidité en ville, donc de la prévisibilité du temps de trajet, n'était pas plus mais moins de vitesse.

Cette politique nous mène à une impasse pour trois raisons.

La première est que les modes alternatifs à la voiture n'ont qu'une efficacité limitée sur les territoires les plus denses et sont, de plus en plus, socialement très coûteux tant que nous ne voulons pas, en commençant par les plus grandes agglomérations, toucher à la vitesse des automobiles ou à la mise en péage des infrastructures rapides urbaines.

La deuxième est que, dans l'état du financement de l'urbanisation – de la fiscalité des localisations et du comportement des collectivités locales en matière de

planification urbaine ou de politique opérationnelle –, nous ne sommes pas en mesure de stopper les transformations urbaines induites par des conditions de la mobilité plus avantageuses. Ces transformations provoqueront certes une dégradation de ces conditions, mais celle-ci ne nous fera pas revenir à ce qu'auraient produit d'autres conditions de la mobilité.

La troisième est que la "ville automobile" apporte certainement, à l'échelle individuelle, des agréments à côté des inconvénients collectifs qu'elle procure (émiettement périurbain, précarisation de certaines de ses parties, friches urbaines, altération des espaces publics, déconcentration non encadrée de l'emploi). Certains sont rectifiables sans trop de difficultés, par une meilleure coopération entre les diverses institutions intervenant dans le processus de transformation urbaine, mais d'autres non. Un excès d'étalement risque à terme de buter sur l'évolution du coût mondial de l'énergie et, bien que cela reste encore très flou dans ses formes, sur les conséquences induites par le réchauffement de la planète (effet de serre).

Cela transforme donc peu à peu, pour les professionnels de la question, la façon d'aborder la question de la vitesse en ville. Les interrogations sur son bien-fondé étaient surtout parties des préoccupations relatives à la sécurité des personnes et à la convivialité des espaces publics (zones 30). Or les objectifs visés dans ces deux domaines ne seront pas accessibles sans voir le problème beaucoup plus largement. Le maintien des équilibres urbains et les grandes questions environnementales "non strictement locales" sont venus, depuis quelques années, provoquer l'élargissement de la problématique du sujet. Le camp du consensus autour de la recherche du maximum de vitesse en ville (pour des inconvénients collectifs contrôlés) comprenait peu ou prou les automobilistes (c'est-à-dire beaucoup de monde), mais également le puissant lobby des commerçants centraux ou des quartiers.

" cela transforme donc peu à peu la façon d'aborder la question de la vitesse en ville "

Il était toujours question de sauver le centre ville d'une mort programmée par la concurrence périphérique, naturellement stimulée par les conditions de mobilité en automobile. Il fallait compenser l'avantage de la périphérie par des investissements routiers (voies ou parkings) au bénéfice des centres traditionnels existants. Désormais, une vitesse plus élevée en ville apparaît beaucoup moins qu'autrefois une condition indispensable à la survie des centres, car on sait maintenant qu'elle avantage encore plus la périphérie... Les politiques de conservation des équilibres entre les centres tendent à changer de nature en tablant de plus en plus sur des aspects plus qualitatifs de l'attractivité de ces centres.

Sans doute, la maîtrise de la vitesse n'est pas le moyen exclusif de susciter un agencement urbain stable,

durable, compatible avec les conditions de mobilité qui lui sont faites. Il faut manier, de concert et de façon cohérente, divers leviers répartis entre plusieurs institutions. Pour l'aménagement nous trouvons la planification (isolée, elle est peu efficace, car alors elle incite plus à ne pas construire qu'à construire), le financement de l'urbanisation (mobilisée pour d'autres objectifs que le maintien des équilibres entre densité et vitesse), la fiscalité des localisations (strictement indépendante de la question des équilibres urbains qu'elle pourrait aider à consolider). Pour les déplacements, il y a de même une panoplie comportant : le financement des infrastructures des modes alternatifs à la voiture (qui, comme la seule planification urbaine, ne peut résoudre la question posée), la tarification de la mobilité et du stationnement (difficultés rencontrées dans la mise à péage et dans la politique du stationnement dont la logique gestionnaire s'écarte, en s'isolant, des finalités publiques), et enfin, avec elle-même une diversité de domaines d'application, la maîtrise de la vitesse, dont nous avons surtout parlé jusqu'à présent.

Certains misent sur la transformation des véhicules (véhicules urbains spécifiques et/ou bridage des moteurs). D'autres insistent sur la qualité du maillage routier lent, depuis les "zones 30" jusqu'aux boulevards urbains, avec contre-allées. Ceci rendrait la législation actuelle sur la vitesse moins théorique qu'actuellement. Cela rendrait les voies rapides urbaines existantes transformables en boulevards urbains ou en voies interurbaines à péage. La reconquête de la ville sur elle-même passe d'abord par la reconquête des réseaux qui lient entre elles ses diverses parties.

Cette nouvelle politique urbaine concerne toutes les agglomérations, mais encore plus les plus importantes. Sans doute parce que, comme nous l'avons vu, le nombre supérieur de la population accroît le degré de compétition, donc tend à pousser à leur paroxysme la productivité gagnée, les prix immobiliers et fonciers, mais aussi les ségrégations, les flux, mais aussi leurs nuisances. Il faut donc que les grandes métropoles adoptent une autre politique de déplacement qu'une ville moyenne toujours soucieuse de renforcer son unité, ce qui, à son niveau, n'est que source d'avantages collectifs. Une métropole, elle, bascule dans l'ininvitable si elle poursuit cet objectif par les mêmes moyens qu'une ville moyenne et pour n'importe quelles interactions sociales.

" il faut donc que les grandes métropoles adoptent une autre politique de déplacement que les villes moyennes "

Elle doit s'organiser en renforçant l'autonomie de ses parties, sauf pour les activités métropolitaines, celles qui rayonnent au-delà d'elle-même. À partir d'une certaine taille d'agglomération, le réseau principal des transports collectifs peut prétendre unifier l'accessibilité aux services métropolitains – ce que ne saurait faire le réseau routier rapide s'il n'est pas à péage – pour sélectionner les inter-

actions sociales stimulées. Les deux scénarios sont possibles, mais le premier est évidemment plus démocratique que le second. Il convient donc de réviser le discours consensuel (mais profondément faux) consistant à ne jamais vouloir opposer les moyens de déplacements en rappelant qu'une intermodalité bien pensée peut tout résoudre en jouant de leur complémentarité. C'est souvent vrai, mais certainement pas pour la défense du rayonnement des fonctions métropolitaines.

Mais ces façons d'aborder les problèmes agressent, semble-t-il, beaucoup de gens, et en tout état de cause impliquent une coordination entre des institutions aux logiques ou aux intérêts parfois divergents, ou qui se renvoient circulairement la responsabilité des correctifs à apporter... Nous sommes donc encore très loin dans la

pratique des idées ici émises. À terme, nous savons seulement que le problème nécessitera l'adhésion de la population ; il s'agit donc d'un problème local sans solution strictement locale (Kyoto en témoigne). L'affaire est bien "politique" au sens large et fait partie des défis insolubles sans changement de l'art de faire, à l'échelle locale et nationale, "de la politique". Des arbitrages individuels cohérents avec les finalités collectives, ou des sujétions à des règles communes, ne sont plus accessibles sans une adhésion résultant de la compréhension partagée des choix. Voici qui donne au débat une autre fonction et une autre utilité que la "communication à posteriori" des projets concoctés dans les officines institutionnelles.

Marc WIEL

Le débat

Le point essentiel développé par l'orateur est celui de la maîtrise de la vitesse comme élément-clé de la maîtrise de l'urbanisme. Cette thèse est importante, dans la mesure où le lobby automobile ne cesse de dénier cette responsabilité de la vitesse dans les accidents de la route. L'orateur a montré que la vitesse joue aussi un rôle essentiel dans les difficultés d'aménagement urbain et met en débat nos pratiques différentes des rapports individus-société.

Pourquoi le trafic augmente-t-il ? Il stagne dans les centres urbains, mais il explose dans les relations interurbaines. En zone urbaine, la principale raison est l'effondrement du coût de la mobilité par l'accès à la vitesse à coût modique. Et cet allongement des trajets n'est lui-même que la conséquence d'une transformation de la ville. Aussi faut-il en revenir à ce qu'est la ville pour bien comprendre le mécanisme.

La ville nous apparaît une chose figée parce que nous la voyons d'abord à partir de son organisation bâtie, dont les parties les plus changeantes ne sont pas les plus apparentes. On oublie donc que sa morphologie, comme les déplacements dont elle est le siège, résultent tous deux des rapports d'interdépendances qui lient entre eux personnes, ménages, entreprises et institutions, formant une société locale singulière.

" si la mobilité dépend de l'agencement urbain, celui-ci dépend des conditions de la mobilité "

Ces rapports de complémentarité ou de concurrence suscitent une multitude d'interactions sociales qui détermi-

nent les lieux de la ville. La concurrence sur les marchés urbains se fait entre des acteurs dont les attentes ne sont pas identiques, mais surtout dont les ressources sont différentes. Cela explique que, si la mobilité dépend de l'agencement urbain, celui-ci dépend des conditions de la mobilité (vitesse, tarifs, moyens de déplacements). Cela enfin permet de comprendre que, pour la mobilité urbaine, malgré tous les bouleversements des conditions de la mobilité et ses répercussions sur l'organisation urbaine, nous passons toujours le même temps à nous déplacer.

Au moins en moyenne, permettre d'aller plus vite ne fait pas gagner du temps mais de l'espace (des maisons et des entreprises qui s'étalent), plus de choix de localisations pour ceux que la concurrence dans la compétition du sol ne gênent pas, plus de productivité pour les entreprises qui élargissent leur aire de recrutement ou de rayonnement. Mais les contreparties sont nombreuses et bien connues : bruit, insécurité, perte de convivialité des espaces publics, pollution, contribution au réchauffement de la planète, dépréciation de la qualité résidentielle, déstabilisation des équilibres urbains antérieurs sur lesquels étaient fondées les centralités, les densités, la répartition du peuplement et des activités, la désaffectation des modes alternatifs à la voiture.

La non compréhension du caractère systémique du fonctionnement urbain, qui associe de façon réciproque mobilité et organisation urbaine, fait qu'assez naïvement la collectivité a répondu à la demande croissante de flux par des infrastructures nouvelles qui, non seulement restauraient la vitesse, mais l'augmentaient. En relançant la

demande, elle augmentait les nuisances, mais sans jamais réduire la vitesse ou la rendre payante.

" naïvement, la collectivité a répondu par des infrastructures nouvelles qui, non seulement restauraient, mais augmentaient la vitesse "

Selon l'orateur, cette politique devient une impasse et il est nécessaire de transformer la façon d'aborder la question de la vitesse en ville ; ce qui renforce les mises en cause premières que sont les préoccupations relatives à la sécurité des personnes et à la convivialité des espaces publics. Une vitesse élevée apparaît beaucoup moins qu'autrefois une condition indispensable.

Un animateur d'une coordination d'associations lyonnaises, constituée d'un réseau de citoyens et d'une trentaine d'associations oeuvrant pour avoir une logique d'agglomération, s'interroge à ce sujet. La question des transports et de l'environnement, c'est le débat. Notamment sur l'agglomération lyonnaise, c'est très prégnant à cause de son origine géographique, du tunnel de Fourvière, entre autres. Entre raisons et déraison, le débat actuel porte sur l'usage de l'espace et les déplacements. Chaque débat s'efforce de gérer des conflits d'usage : entre tramways et métro, entre cyclistes et piétons, entre automobilistes et piétons. Sans doute, les déplacements urbains commencent-ils à évoluer dans la façon de gérer la vitesse, en changeant les visions des choses. Il y a une sorte de conflit entre qualité résidentielle et vitalité économique. Il est appréhendé différemment dans les quartiers, mais la négociation n'existe pas. Il y a une demande de plus en plus forte, et de la qualité résidentielle, et de l'espace public. C'est une pression, qui n'existait que faiblement jusque là.

Il continue d'y avoir, dans le camp des défenseurs de la vitalité économique, une opposition relativement forte : les commerçants sont assez stressés par le risque d'une accessibilité qui soit plus faible. C'est une des raisons pour laquelle beaucoup d'élus n'ont pas touché à la vitesse et ont continué de garder l'esprit de la grande circulation des années 1970. Par contre, ils ont affiché quelques espaces publics bien traités et surtout ont viabilisé les transports collectifs en surface, ce qui n'est pas toute la solution.

" les commerçants sont assez stressés par le risque d'une accessibilité qui soit plus faible "

On sent un changement de problématique, qui se fait très lentement. On se rend compte du poids du lobby des commerçants. Sachant que, maintenant, on commence à croire ce qu'une enquête des Allemands disait depuis plus de dix ans : à partir du moment où on a une bonne politique du stationnement, une visibilité des itinéraires, une façon de promouvoir le centre ville par le contenu, les espaces publics ne provoquent pas de risques sur le plan commercial.

Marc Wiel note qu'au Japon, il y a séparation entre les réseaux rapides et les réseaux lents, alors qu'à Lyon, on veut les deux et on n'a rien. Que les voies urbaines soient lentes, mais assez nombreuses est favorable aux modes alternatifs ; il n'est pas gênant qu'il y ait un mode rapide payant, à condition qu'une voie pénètre jusqu'au centre de la ville. Cette solution de la diminution de la vitesse peut être mise en place par étapes ; par exemple, dès qu'un axe se bouche, on ferme, et on doit donc passer par une voie parallèle, d'abord pour le trafic lent. Par ce système progressif de contrainte d'accès, on peut aboutir à une solution. Avant d'en arriver au péage, on peut passer par une formule transitoire : le contrôle par l'accès sélectif et des tarifs différents.

" en France, on a un peu laissé faire "

Il faut progressivement suivre des jalons intermédiaires qui rendent la vitesse meilleure. Si la situation est telle, actuellement en France, c'est parce qu'on a un peu laissé faire ; le choix a été de s'en tenir à une utilisation grandissante de l'automobile pour aller de plus en plus loin, de plus en plus vite.

Le rêve de la maison individuelle en banlieue n'est pas de soi illégitime, mais la moitié des constructions nouvelles se réalisent sur des communes de moins de 500 habitants. Or, en péri-urbain, comme dans les zones plus rurales, il faudrait des villes d'au moins 5000 habitants, ce qui permettrait d'avoir des services de proximité suffisants et de limiter certains déplacements. Cette solution, qui s'impose, n'est possible que par le choix du développement de tel village. Ce qui suppose de décider qu'une commune de 700 habitants atteigne 5000 habitants dans quinze ans. Le grand obstacle, à cet égard, est que presque aucun maire ne veut construire sur sa commune.

Un responsable d'urbanisme souligne plusieurs aspects, avec une première interrogation : la question de l'allongement de la distance et de la vitesse n'est-elle pas consubstantielle aux sites urbains avec la spécialisation des activités ? N'est-on pas sur un circuit temporel, qui n'est pas seulement celui des dernières décennies, mais sur un rythme séculaire, tout en sachant qu'effectivement on voit une accélération, depuis quelques décennies, en matière technologique et économique, avec des modes de déplacements extrêmement puissants.

Aujourd'hui, on va dans le mur et on se trouve à remettre en cause la notion même de progrès. Le développement durable devient le terme symbolique d'un changement d'intention de notre relation au monde. Sommes-nous capables d'aborder de façon sérieuse l'effet de serre, sur un phénomène qui ne pèse en rien et sur personne directement, alors même que nous sommes à peine capables, en France en particulier, de réagir quand il y a un mort d'hommes (la sécurité routière) ? La question est d'autant plus urgente que, pour des investissements lourds, les temporalités sont longues : cinq ans pour la prise de conscience et l'information sur un phénomène, autant pour s'en emparer collectivement, encore cinq ans de

débats pour aboutir à la décision, sans compter l'inadaptation des systèmes et des périmètres institutionnels de l'action publique.

" est-on capable d'aborder de façon sérieuse l'effet de serre ? "

On peut espérer qu'on sera en capacité de réagir suffisamment vite lorsqu'on aura conscience que le mur est définitivement devant nous.

Répondant sur ce dernier point, l'orateur note qu'il faudra bien arriver à trouver une solution, même si ce n'est pas simple. Il se peut que l'on soit obligé de changer radicalement les comportements. Mais on est dans une grande incertitude. Certains disent qu'on va devoir diviser la mobilité par deux. On peut le faire. Par contre, cela suppose des moyens. Ce qui est paradoxal, c'est ce contraste entre l'ingéniosité nécessaire et les machines institutionnelles multiples prises dans une espèce de léthargie et d'incapacité à prendre leurs responsabilités.

À une question sur le sens du terme d'interaction sociale, l'orateur répond qu'il ne ramène pas la question à l'individu, mais à un rapport social. L'ensemble de la société ne peut pas fonctionner sans un certain nombre de relations entre les gens d'une même société, qui s'apportent mutuellement. Le terme "interaction sociale" signale qu'il y a toujours des protagonistes. Ce n'est pas un individu qui fait les choses ; ce sont toujours des protagonistes qui ont besoin l'un de l'autre dans la sphère du privé, du travail et du collectif. La mobilité est un moyen d'avoir des interactivités sociales.

" le titre de la conférence rapprochait déplacement, ville et plaisir "

Ce simple déplacement sémantique est une façon de changer de regard par rapport au problème. À partir de là, la méthodologie de traitement de quantification des déplacements n'est plus la même. Une société urbaine ne fonctionne qu'à travers tous les aspects des interactions sociales.

Un sociologue revient sur le titre de la conférence qui rapprochait déplacement, ville et plaisir. Si la mobilité est le moyen de relier deux espaces d'interaction, qu'en est-il du déplacement, comme activité, voire comme lieu d'interaction en soi ? Pour aller moins vite, il faudra accepter, au moins, à un moment, de perdre du temps. Ne faut-il pas promouvoir ce qu'il y aurait, en échange, à gagner en termes de plaisir : sport, détente, conversation. Parmi les nombreux utilisateurs de voiture, notamment sur les trajets domicile-travail, il n'y a pas que des incondtionnels de la voiture ; certains seraient ouverts à d'autres propositions.

Mais pour tous ces changements nécessaires, les solutions contraignantes ne sont-elles pas, en fin de compte, plus efficaces que les solutions incitatives ? C'est en tout cas ce que montrent des enquêtes un peu fines sur les mesures susceptibles d'avoir de réelles conséquences sur les transferts modaux.

Nouvelles interrogations

Le populisme en question

Le peuple ennemi de la démocratie?

L'exposé

Annie Collovald¹

Les élections présidentielles de 2002 en ont témoigné : le "populisme" occupe désormais une place prédominante dans les commentaires politiques pour désigner des phénomènes qui, à l'instar du Front National (FN), étaient jusqu'alors pensés comme relevant de l'extrême droite. Le terme paraît certes pouvoir décrire un phénomène politique qui bouscule le clivage droite-gauche, en empruntant à l'une et à l'autre de leurs traditions politiques, tout en leur donnant une expression qui leur est étrangère : "solution autoritaire" via le pouvoir d'un leader et l'appel au "peuple", le tout s'accomplissant par-delà toutes les médiations établies et contre les représentants politiques en place. S'il est rappelé parfois que la mobilisation s'effectue sur des propositions nationalistes, xénophobes sinon racistes, "inattendues" depuis longtemps sous cette forme ("préférence nationale", "la France aux Français"), cette dimension tend à disparaître derrière la singularité des liens unissant le leader à ses adeptes. C'est cette caractéristique, réputée découler du "charisme" du chef, qui retient toutes les attentions et sert à rendre compte de l'engouement naïf ou subjugué des groupes populaires pour des thèses contraires aux idéaux démocratiques, les amenant à commettre l'impensable et l'irréparable : voter en faveur du FN et jouer contre la démocratie. On voudrait montrer ici combien cette conception des raisons du succès frontiste repose sur des illusions très mal fondées et avance des explications qui n'ont pour elles que l'apparence de la plausibilité scientifique. Non seulement elles

appauvrissent considérablement la compréhension de ce qu'est concrètement le FN, mais elles imposent une vision normative de la démocratie, empêchant d'entrevoir les sources empiriques de sa vulnérabilité ailleurs que dans le peuple lui-même : par exemple, dans les élites sociales et politiques ou dans la spécificité des pratiques du FN.

La mobilisation en faveur du FN : un effet de propagande ?

Ce serait donc le charisme de Jean-Marie Le Pen qui "alimenterait" la séduction de ses thèses auprès de groupes populaires. Tout comme une cohérence est postulée entre les idées qu'affichent les dirigeants frontistes et les pratiques politiques qu'ils adoptent², l'émergence et la durabilité politique d'un tel mouvement sont recherchées dans la cohérence des idées et des valeurs entre le "chef" et ses troupes populaires, plutôt comprises comme un effet de propagande ou de communication. D'une part, cela revient à accréditer ce que le FN, à travers son leader, prétend être et représenter : "exprimer les mécontentements populaires". Sa prétention à porter les préoccupations populaires se voit ainsi ratifiée par d'autres que lui, à un moment où tout son problème est justement de faire oublier son passé extrémiste, de refuser l'étiquette d'extrême droite et de se faire admettre dans le jeu politique, que ce soit sous la figure de la crainte et de la menace étant de peu d'importance.

1. Professeur en science politique, Université Paris X-Nanterre. Conférence donnée le 4 mars 2003.

2. Ce qui est déjà plus que problématique puisque, dès lors, les réalisations accomplies deviennent la conséquence logique d'un "programme" préexistant ou le résultat naturel des "intentions" préalables.

D'autre part, comme le remarquait un historien du nazisme, cette explication est "plausible seulement en apparence". Des travaux classiques de sociologie politique (ceux de Paul Lazarsfeld, par exemple) ont déjà réfuté une telle manière de comprendre les préférences politiques, en montrant que si endoctrinement il y avait, il ne convainquait que les plus convaincus³ ; mais des travaux d'historiens sur le nazisme (le régime où ce type d'analyse semble le plus aller de soi) en ont souligné toutes les limites. Des crimes effroyables pouvaient être déterminés non par adhésion à l'idéologie nazie, mais par conformisme au groupe et accomplis par des "hommes ordinaires" et non par des idéologues nazifiés⁴. Des ralliements à Hitler pouvaient être motivés, certes, par des croyances, mais des croyances placées non pas dans la magie de son verbe et de ses thèses, mais dans des calculs politiques fondés sur son image d'"homme sans qualité" qui, à ce titre, laissait envisager qu'il pouvait être tenu et manipulé⁵.

De tels travaux prennent à contre-pied les explications ordinaires du "populisme" sur le "charisme" et sur les conditions d'acceptabilité de thèses extrémistes. Tout d'abord, les raisons du succès du FN ne se trouvent pas dans le FN, mais dans la configuration politique dans laquelle il est inscrit. Contre cette forme de dépolitisation de l'analyse, qui consiste à isoler le FN du reste du jeu politique pour ne se focaliser que sur les seules relations entre le chef et ses troupes, c'est l'ensemble de la concurrence entre les élites politiques qu'il convient d'examiner, pour repérer les transformations opérées entre hier et aujourd'hui dans ce qu'il est acceptable ou non de dire et de faire en politique.

" les retraductions multiples des thèmes comme la sécurité et l'immigration n'ont pas manqué de contribuer à la légitimation des thèses lepénistes "

Sous cet angle, les réappropriations et retraductions multiples des thèmes comme la sécurité et l'immigration, qu'ont accomplies depuis une quinzaine d'années les partis de droite et de gauche, n'ont pas manqué de contribuer à la légitimation plus ou moins involontaire des thèses lepénistes en les posant en seuls problèmes centraux auxquels est affronté désormais l'ordre démocratique. Ensuite, ces travaux montrent qu'il n'y a pas de disposition sociale à l'autoritarisme ou de détermination sociale à une orientation idéologique. C'est pourtant ce que mettent en avant les analyses électorales qui trouvent les causes du succès du FN dans le ralliement de groupes populaires aux thèses de J.-M. Le Pen.

Les défauts autoritaires du populaire

La récurrence des rappels, depuis 1995, que le FN est le premier parti ouvrier témoigne de cette inclination à expliquer la vigueur électorale du FN par sa nature ou son essence sociale. Plusieurs remarques s'imposent ici. Il

est certes tout à fait plausible (et même certain) que donnent leur voix au FN des membres des classes populaires (même élargies aux employés et aux chômeurs dont il faut cependant indiquer, pour ces derniers, que leur catégorie de regroupement est purement administrative et qu'elle ne renseigne en rien sur leur appartenance sociale). Mais invoquer sans cesse le "populaire" conduit à le mettre là où il n'est pas forcément.

Insister, comme les électoralistes s'y emploient, sur le fait que 30 % des membres des groupes populaires sont électeurs du FN, taux-record supposé atteint lors des présidentielles de 1995, revient à prendre une minorité pour le tout de l'électorat frontiste (puisque, à suivre leurs chiffres, 70 % n'appartiennent pas aux classes populaires) et à homogénéiser un électorat qui, comme tout électorat, est composite socialement. Il convient d'ailleurs de rappeler que ce chiffre résulte de sondages sortie des urnes et non d'une réalité effective démontrée à partir de l'examen des bureaux de vote : sur cette base, le chiffre a été revu considérablement à la baisse (21 %).

" si le taux de pénétration du FN dans la catégorie "ouvriers" est de 30 %, alors 70 % d'entre eux ont été sensibles à d'autres partis "

En outre, ce "peuple mis en oriflamme" est la part restante des diverses tactiques de dissimulation à l'œuvre parmi les professions indépendantes et les catégories intermédiaires ou supérieures, dès que leur est demandé d'indiquer leurs préférences partisanes ; a fortiori pour un FN unanimement présenté comme socialement et politiquement indigne (rappelons que 30 % des personnes sollicitées refusent aujourd'hui de répondre à des sondages). Enfin, dernier oubli plus que malencontreux : si l'on veut bien admettre que le taux de pénétration du FN dans la catégorie sociale "ouvriers" est de 30 %, alors cela signifie que 70 % d'entre eux ont été sensibles à d'autres partis que le FN et que, parmi l'ensemble des membres des classes populaires en mesure de voter, ces chiffres "importants" n'en concernent qu'une maigre partie, la plupart ayant préféré l'abstention. C'est ainsi l'abstention qui est "le premier parti ouvrier" et non le FN : c'est la relégation politique ou l'indifférence à l'égard de la politique qui structurent le rapport des défavorisés à la politique et non l'acquiescement à une protestation autoritaire.

Reste que l'insistance des électoralistes "force" ainsi le FN à entrer dans les catégories populaires et, l'y ayant fait entrer, confère une reconnaissance populaire à des idées, voire des idéaux, qu'ils ont eux-mêmes posés comme exemplaires de la marque frontiste (ordre, sécurité, ethnocentrisme) ; ils transforment alors en "demandes populaires" les thèses autoritaires promues par J.-M. Le Pen, avec une certitude d'autant plus grande que ces thèses, retravaillées en "lutte contre l'immigration ou l'insécurité",

3. P. Lazarsfeld, B. Berelson, H. Gauder, *The People's Choice*, Columbia University Press, 1944.

4. Ch. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.

5. I. Kershaw, Hitler. *Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1991.

sont placées en haut des agendas intellectuels et politiques, qu'elles font débat entre commentateurs et hommes politiques et qu'eux-mêmes participent à leur élaboration, sans s'apercevoir qu'ils sont influencés par la présence même du FN dans le jeu politique.

De telles analyses, non seulement dotent d'un signe négatif le populaire en politique, mais le rendent totalement flou et indistinct. Non plus groupement d'individus soudés par des caractéristiques sociales précises et une culture politique spécifique, non plus figure porteuse grâce à ses porte-paroles historiquement constitués de propositions ou revendications, mais figure anonyme et vague toujours en instance de révolte : "les gens d'en bas", les "désespérés", les "peu ou mal éduqués". Le "populaire" est d'autant plus incertain qu'il est appréhendé à partir du miroir déformant de ses nouveaux représentants supposés (et de ses représentants les plus indignes politiquement et moralement).

" de telles analyses, non seulement dotent d'un signe négatif le populaire en politique, mais le rendent totalement flou et indistinct "

Il devient dès lors possible, et sans contradiction apparente, de porter des jugements contradictoires à usages alternatifs. Le "populaire" tend à être pensé à la fois comme compétent politiquement et mû par sa désespérance sociale, instinctuel et rationnel, émotif et porteur de demandes, très informé, voire stratège et incompatible avec la démocratie au nom de sa mauvaise assimilation culturelle des comportements attendus de citoyens responsables.

Une telle vision du populaire, qui alterne "misérabilisme" et "populisme", offre la possibilité, non seulement de fluctuer en fonction du changement de conjoncture interprétative, mais aussi de donner des gages" d'objectivité "par la modulation même des jugements, en exaltant ou en dénigrant, en dénonçant ou en déplorant (et parfois en même temps), sans avoir forcément le sentiment de se contredire. Cette interprétation à bascule fait perdre du même coup aux différents groupes populaires toute existence morale. En les homogénéisant, et en présentant leur communauté reconstruite traversée de tensions contradictoires, le commentaire fait perdre de vue que des verrous moraux puissent être prégnants dans cette partie de la population. Progressivement inculqués par l'histoire même du groupe ouvrier et par le travail politique de fidélisation qu'ont accompli ses porte-parole anciens, grâce auxquels s'est conquise, contre les autres groupes sociaux, une autonomie par la délégation, ces verrous moraux portent le plus souvent à se réfugier dans l'abstention ou au désengagement multisectoriel (politique, syndical, retrait sur la vie privée) pour préserver une dignité menacée, plutôt qu'à changer officiellement de représentants ou à revendiquer activement. Avec eux, disparaissent à la fois une éthique étrangère, sinon contraire, à celle proclamée par les catégories sociales "imposantes", et tout un pan de l'histoire sociale et poli-

tique des décennies précédentes, au profit d'un "présent" ou d'une "actualité" politique défaite de son passé.

Le retour de thèses explicatives contestables

Un argument explicatif est dès lors avancé pour rendre compte de cet engouement populaire pour le FN : le déclassement ou la frustration sociale.

Les mêmes causes étant supposées produire les mêmes effets, quelles que soient les époques, le FN, à l'instar de ses devanciers, boulangiste et poujadiste, ne recevrait, en effet, le soutien que de mécontents, souvent des victimes directes des progrès évoqués. L'argument du déclassement et de la frustration, qui tient d'autant mieux qu'il a été très largement convoqué pour expliquer les succès du nazisme (les chômeurs ou les perdants de la modernisation auraient été les premiers à soutenir Hitler dans sa montée au pouvoir) et qu'il est devenu une sorte de lieu commun sur les candidats à l'extrémisme politique, outre qu'il invite ici encore à se désintéresser des différentes élites sociales et politiques pour ne retenir que les sans-grade, ouvre sur une explication naturaliste des comportements politiques. Ainsi que l'a montré le sociologue A. Hirschman, le mécontentement ne peut entraîner une mobilisation puisque, loin de la précéder, il en est une des conséquences. De plus, le schème du déclassement, tel qu'il est employé ici, est la traduction, au plan de l'analyse, des jugements en illégitimité tenus sur ce qu'est censé représenter le "populisme" (un mouvement honteux, rétrograde, archaïque, menaçant pour la modernité) et ce que sont les groupes populaires (peu réflexifs, peu éduqués, etc.). Si c'était bien la frustration sociale qui était au principe de la mobilisation en faveur du FN, alors on devrait s'étonner devant l'extrême faiblesse du score frontiste et non devant son ampleur. En effet, la société française compte aujourd'hui entre 6 à 8 millions d'ouvriers et de chômeurs, auxquels s'ajoutent les 3 millions de personnes qui sont au seuil de la pauvreté tout en occupant un emploi. Entre 11 et 12 millions de personnes connaissent une vie sociale fragile et un mal-être économique. On ne recense pourtant que 5 millions d'électeurs FN (dont seulement un tiers relève de ces catégories "mal intégrées" ou "frustrées").

L'explication par la frustration a tout, dès lors, d'une projection incontrôlée de l'imaginaire d'une élite sociale sur les groupes les plus dominés, projection qui rassure moralement. Il est plus confortable, en effet, de penser que ce sont les plus " pauvres " en toutes sortes de ressources (économiques, sociales, culturelles) qui se retrouvent dans un parti grossier et indigne comme le FN, plutôt que les membres de classes supérieures diplômées et "modernes". Deux omissions sous-tendent ce point de vue erroné. D'une part, le rôle des autres catégories sociales qui votent pour le FN (petits commerçants et petits patrons, cadres supérieurs du privé), et qui, elles, n'obéissent pas à la logique supposée de la désespéran-

ce sociale ; d'autre part, le travail de fidélisation politique accompli par le FN et ses centaines d'élus, au fur et à mesure de leur implantation locale et de leur présence politiquement forte dans certaines régions de France (Nord-Est et Sud-Est).

" cette vision tronquée autorise le retour de théories explicatives qui acquièrent un crédit scientifique inespéré "

Cette vision tronquée autorise cependant le retour de théories explicatives, depuis longtemps contestées dans d'autres secteurs savants, et qui acquièrent, dans la conjoncture interprétative marquée par le "populisme", un crédit scientifique inespéré : "l'autoritarisme des classes populaires" empruntant son vernis scientifique à la "personnalité autoritaire" d'Adorno et aux réflexions de S. Lipset. Cette théorie se conjugue avec celle de "l'ingouvernabilité" des démocraties, lorsqu'elles sont soumises à une "surcharge" de demandes populaires, que tiennent les institutionnalistes s'intéressant au "populisme". Dans les années 1970, cette problématique de l'ingouvernabilité circulait parmi les politistes américains et dans le huis-clos des cabinets ministériels pour préconiser de limiter les "excès de démocratie" (excès de libertés d'opinion, excès d'occasions de manifester ou de revendiquer, etc.). S'affichant désormais publiquement, elle devient une justification (vite utilisée par les responsables de partis politiques de gauche et de droite), soit de l'impuissance des hommes politiques à mobiliser des soutiens élargis (l'abstention, longtemps signe d'une carence démocratique, a pu être ainsi la marque d'une démocratie paisible et pacifiée comme les commentaires l'ont avancé lors des élections européennes de 1999), soit des nécessités de ne pas tenir compte des "émotions populaires" (le terme a été employé par L. Jospin lors du règlement de la mobilisation des SDF en 1997). Le FN en ressort alors transformé : non plus le "révolutionnaire violent" ou le "fasciste déloyal" des origines, mais un parti en appelant "au peuple", voulant véritablement lui redonner une place de choix, en quelque sorte un parti "trop démocratique" ou "antidémocratique" pour cause de surenchère démocratique.

Une vision normative de la démocratie

Au bout du compte on le voit, ni comme injure, ni comme catégorie d'analyse, le "populisme" n'est pertinent. Le mot valorise plus qu'il ne stigmatise, il aveugle plus qu'il n'éclaire ce qu'est concrètement le FN et ce en quoi la démocratie est vulnérable. Et d'abord parce que les usages qui en sont faits imposent une vision normative du jeu démocratique.

Si l'on examine ses pratiques politiques plutôt que ses discours, ressurgit un FN désaccordé avec l'image qui lui est prêtée. Contrairement aux conclusions vite admises, qui le montrent "populaire" à la base, "notabilisé" dans sa représentation au prétexte qu'il a accepté de se plier aux règles du jeu électoral à l'inverse du temps de son passé groupusculaire, il continue à travailler une radicali-

té venue de son passé et des différents groupements politiques qu'il continue à rassembler : liaisons avec des groupes extrémistes radicaux en France ou à l'étranger, avec des personnalités au passé et au présent idéologiques plus que "sulfureux", entretien d'un militantisme ultra violent, que ce soit par le vocabulaire utilisé pour décrire les "ennemis", par les armes employées contre eux et par ses modes d'action.

"les cadres du FN sont des professionnels expérimentés, à la fois dans l'hostilité à la démocratie et dans les règles du jeu démocratique"

Ne retenir que l'un ou l'autre de ces deux aspects du FN serait cependant une erreur : il est les deux à la fois. Ce double visage, qui est aussi un double jeu, constitue son identité politique concrète et révèle une particularité inaperçue : les cadres du FN sont des professionnels expérimentés, à la fois dans l'hostilité à la démocratie et dans les règles du jeu démocratique. C'est cette dualité qui leur offre un répertoire d'actions et de justifications bien plus ouvert que ce qu'il semble de prime abord, et surtout bien plus corrosif sur les croyances démocratiques voulant que le passage par le suffrage universel acclimite à la démocratie ceux qui en usent.

Si l'on fait un détour socio-historique, on s'aperçoit que le "populisme" ou "l'appel au peuple" n'est pas l'apanage des formules autoritaires : elle est une stratégie politique de nouvel entrant dans un jeu politique démocratisé, marqué par la quête des suffrages et du plus grand nombre. Le "populisme" en ressort beaucoup moins pathologique ou exceptionnel que ce qui en est dit : il devient une pratique politique ordinaire, parmi d'autres, pour des acteurs sans position affermie, dans une compétition politique professionnalisée dans la lutte électorale et dans l'obtention de la reconnaissance du droit d'y participer.

Comment alors le "peuple" a-t-il pu être pensé comme contraire à la démocratie ? Comment alors le "recours au peuple" a-t-il pu être à ce point aujourd'hui ressenti et compris comme une anomalie politique pour qu'il soit présenté sous la figure de l'extraordinaire et de la menace pour la démocratie ? Ce n'est plus vers le "populaire" que l'analyse doit se porter, mais vers tous ceux qui l'invoquent en évoquant le "populisme". L'on peut se demander si la fortune actuelle du "populisme" chez les interprètes de la politique n'indique pas une élévation symbolique du seuil d'accès à la parole politique autorisée, allant dans le sens d'une délégitimation de tous ceux pour qui le peuple est une cause à défendre, au profit de la légitimation de ceux pour qui le peuple est un problème à résoudre. Si l'on est bien loin de l'autoritarisme populaire, peut-être, malgré tout, n'est-on pas très éloigné d'une prétention politiquement autoritaire, dont la particularité est de s'avancer sous l'auréole de l'expertise et de la science empiriquement fondée.

Annie COLLOVALD

Le débat

La déraison vient ici du jeu des préjugés. Le vote frontiste serait le résultat d'un populisme, c'est-à-dire d'une opposition entre la France d'en bas et la France d'en haut. L'analyse de science politique d'Annie Collovald détruit cette vision en montrant l'usage infondé de la nébuleuse "peuple-populaire-populisme", la disqualification des couches "populaires" et la banalisation des thèses du FN.

Pour un animateur d'un club politique de gauche, le Front national utilise le simplisme de la vision d'un peuple homogène dont on fait une victime. Il souligne l'art du FN pour créer des fractures, par exemple entre RMIstes et ceux qui en sont exclus. Son fonds de commerce, c'est le racisme et la xénophobie. Mais il faudrait mieux connaître les votes des gens déclassés, de ceux qui exercent des métiers dévalorisés, des personnes qui ont perdu leur identité. Ce vote FN n'est-il pas en partie le résultat du "ni droite, ni gauche" et de l'absence du débat démocratique ?

*" d'après l'analyse des bureaux de vote,
31 % des patrons et 23 % des cadres
supérieurs du privé votent FN "*

La conférencière insiste sur les simplismes que les enquêtes et l'analyse soigneuse des sondages permettent de réfuter : être ouvrier, c'est quoi ? Qualifié, non qualifié, contremaître, technicien ? Chômeur : une catégorie administrative, incapable de décrire des vieux, des jeunes, des hommes, des femmes, des cadres ou des employés. Il aura suffi au FN de faire référence à ces étiquettes abstraites. De plus, le "populaire" était invisible depuis longtemps, évacué par exemple des feuillets télévisés. Jospin n'avait-il pas rejeté le mot "ouvrier" de son programme électoral ?

Cette place désertée par les politiques a aussitôt été saisie par le FN. Quant à la nature des votants FN, Annie Collovald rappelle que, d'après l'analyse des bureaux de vote, 31 % des patrons et 23 % des cadres supérieurs du privé votent FN ; que dans les fiefs ouvriers, il y avait aussi des classes moyennes ; que le FN compte autant d'intégrés que d'exclus. Il n'y a pas une, mais des explications du vote FN. La thèse du déclassé ne se vérifie pas, comme tous les schèmes trop généraux.

À propos de xénophobie et de racisme : certes les propos de J.-M. Le Pen sont racistes, mais il y a des racistes qui votent à gauche, notamment des racistes diffus qui ne trouvent pas de traduction politique ("Ils" ne sont pas comme nous). Tous les racistes ne sont pas au FN et tous les électeurs FN ne sont pas racistes.

*" tous les racistes ne sont pas au FN et tous
les électeurs FN ne sont pas racistes "*

Les sondages à questions fermées ont mis au premier plan les questions d'immigration et d'insécurité, mais insécurité signifie souvent peur du chômage, de conditions de vie difficiles, plus que peur de l'agression physique.

Une conférence du cycle "Valeurs" nous a informé que 25 % des jeunes sont favorables à un pouvoir politique fort, ce que l'on retrouve dans les 25 % de votes FN chez les jeunes, fait remarquer un des participants. Annie Collovald reconnaît que la réaction des jeunes a été une grosse surprise des élections du 21 avril 2002, encore qu'il faille s'interroger sur les mobiles de la participation aux manifestations. On y va par goût de la fête, à cause des potes. Pourtant, avoir participé a des effets : on a plus de chances ensuite de continuer à s'intéresser à la politique.

Mais il y a un problème de l'offre politique qui se restreint depuis une dizaine d'années.

La voie associative n'est-elle pas un chemin vers le politique (être solidaire pour ne pas être solitaire), interroge un militant associatif. L'appui sur les corps intermédiaires devrait permettre d'éviter le populisme et de retrouver la raison d'un bien commun. L'oratrice appuie cette idée en soulignant l'importance de l'engagement syndical et surtout associatif. C'est cet engagement qui crée le sentiment " qu'on a le droit de parler et de se présenter en public". C'est un remède au sentiment d'indignité ressenti par les exclus. Elle cite le désespoir de nouveaux militants syndicalistes qui ne se sentaient pas à la hauteur et comme indignes de faire de la politique. Enfin, elle rappelle la vanité d'explications du vote FN par la superposition de cartes sur la carte des votes, par exemple celles de l'immigration ou de l'insécurité.

*" il n'y a pas d'explication unique
au vote FN "*

D'autres choix de cartes pourraient peut-être donner de meilleurs résultats. Encore que, rappelle-t-elle, il n'y a pas d'explication unique au vote FN. Il n'est pas possible de donner une liste hiérarchisée des raisons de son succès.

Le référendum est-il une solution aux tensions croissantes, interroge un participant ? La souveraineté appartient au peuple, mais le référendum a été mis en œuvre seulement huit fois depuis 1958. Les politiques lui sont hostiles, par peur du résultat, parce que le sujet serait trop complexe pour le peuple, ou par crainte d'une déstabilisation due à l'instabilité populaire. Tous les projets de réforme pour mettre en place le référendum sur initiative populaire ont échoué. Chirac l'avait promis en 1993 et en 2002. Le FN y est théoriquement favorable, mais ne l'a jamais utilisé dans les quatre villes où il avait la majorité.

Le peuple est source de légitimité en démocratie, mais ce qui compte dans le fonctionnement politique c'est le jugement des pairs : le PCF a eu des positions électorales très fortes sous la 4^{ème} République, mais n'a pu faire dis-

paraître un sentiment d'illégitimité sociale et politique. Ses positions étaient largement considérées comme celles de tribuns simplistes et primaires. Il en va de même pour les élus du FN qui pourtant appartiennent aux classes supérieures.

*" grâce à cette légitimité de référence à
un peuple délaissé par les partis de
gouvernement, le FN tente de devenir
un parti fréquentable "*

Le FN met en valeur la notion de peuple, laissée à l'abandon par les autres partis politiques. Il y puise sa légitimité. Grâce à cette légitimité globale de référence à un peuple délaissé par les partis de gouvernement, le FN tente de devenir un parti fréquentable. Puisque le peuple n'est pas l'ennemi de la démocratie, le FN ne saurait être l'ennemi de la démocratie, mais seulement l'ennemi du système partisan tel qu'il s'est développé en France.

Le peuple peut-il exister sans leader charismatique ? La question touche à celle de la monarchie. Le pouvoir charismatique peut-il se transmettre ? La disqualification des couches populaires est une constante du discours politique. Comment permettre au peuple d'exister par lui-même ? Mais le peuple n'est pas automatiquement de gauche et les ouvriers n'ont jamais été à cent pour cent communistes. Par ailleurs, le peuple n'a pas viré de gauche à droite. La sociologie électorale montre que le déplacement des votes se fait beaucoup plus du vote à l'abstention, et de l'abstention au vote, selon le type de candidat, qu'entre les listes représentant les grands courants politiques.

La raison politique de la démocratie joue sur plusieurs niveaux : celui des élections elles-mêmes, dont les résultats relèvent d'interprétations multiples dont beaucoup sont arbitraires ; celui du jugement de ceux qui savent, les responsables et leurs experts ; celui de la symbolique de la vie collective, avec ses visions de l'intérêt général. La question de la prétendue opposition entre le peuple et la démocratie se dissout dans la réflexion sur ces différents niveaux.

Santé publique et raisons de vivre

Une santé sans risque ?

L'exposé

Antoine Lazzarus ¹

" Entre raisons et déraison... ". Que dire... à propos de la santé... ? Pour l'épidémiologie, que nous avons tous aujourd'hui comme premier modèle du discours public, peut-être une première question : " quelle est la mortalité générale dans la population ? " Si on ne précise pas sur quelle durée, on peut toujours croire qu'il s'agira d'un pourcentage annuel. Mais, si on ne précise pas la période, la mortalité générale, notre mortalité à tous, est de cent pour cent. Rappel évident et redoutable, une naissance donnera un décès. Pour éradiquer les décès, comme on voudrait éradiquer, maladies, accidents, risques, il faudrait arrêter de laisser venir au monde.

Quoi qu'il en soit, jamais les populations n'avaient vécu, en moyenne, aussi longtemps, (au moins dans nos pays) ; jamais il n'y avait eu de mortalité infantile aussi faible. Par ailleurs, de mon point de vue, jamais la solidarité n'avait été aussi grande. En effet, malgré les affirmations sur la disparition de la solidarité, du lien social, jamais, dans l'histoire, il n'avait été possible de ne pas avoir fait d'enfant, si on n'en avait pas envie, de ne pas travailler si on n'en avait pas envie, ou si on en était incapable, d'être éventuellement méchant, de ne rien vouloir donner. Autrefois, si on était malade, vieux et malade, non inséré dans un réseau de solidarités réciproques, on mourait seul dans son coin.

Aujourd'hui, si on est malade, vieux ou non, ceux qui ont en charge d'exercer la solidarité collective, de garantir l'accès aux droits, comme on dit, s'ils n'ont pas fait pour vous tout ce qu'il faut, même si vous ne l'avez pas

demandé, ils seront condamnés pour ne pas vous avoir soigné ou protégé. Cela concerne la solidarité, mais aussi la santé publique. La question d'une santé sans risque illustre et interroge le difficile balancement entre ce qui est individuel et ce qui est collectif.

" la question interroge le difficile balancement entre ce qui est individuel et ce qui est collectif "

Si l'on admet que la santé, c'est l'état où cela va bien quand on n'y pense pas et où on peut faire avec soi-même du mieux possible, physiquement, psychologiquement, socialement ; si, éventuellement, on appelle santé l'état dans lequel on a un peu envie de vivre, d'avoir de vagues raisons de rester vivant, de ne pas se tuer soi-même et de ne pas tuer les autres, on voit assez bien que tout cela aura des relations multiples avec les multiples facettes de la vie, de la réussite, des prudences, des imprudences, des savoirs et des savoir-faire, de la durée de vie, mais aussi avec le savoir médical et avec un ensemble d'effets produits par les soins médicaux et les "prescriptions" de prévention.

La notion de risques par rapport à la santé nous amène à devoir définir la santé, la bonne santé. Donc, on dirait qu'une population est en bonne santé lorsque... lorsque quoi ? ...Ce qui pourrait sembler pourtant évident est bien difficile à cerner. Surtout si nous admettons que la santé n'est pas seulement un état objectif, mais aussi bien autre chose.

1. Professeur de santé publique et médecine sociale, Université Paris XIII. Conférence donnée le 22 avril 2003.

À l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) en 1946-47, après la guerre, soucieux de poser des marques pour la paix, les pays, pas encore très nombreux, associés dans cet organisme international, s'unissent pour la santé. Déjà auparavant de grandes réunions internationales avaient été organisées, mais autour de la prévention des épidémies, la France étant d'ailleurs, jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, le pays où elles avaient lieu. L'ambition de l'OMS est plus large : la santé ne peut se réduire seulement à l'organisation de la lutte contre les maladies infectieuses. Il faut donc que les pays se donnent une définition de la santé.

Nous sommes au milieu du XX^{ème} s., siècle très marqué par la technologie, par l'emprise croissante de l'objectivation, de la quantification, du nombre, du chiffre, de la statistique. Comment va-t-on définir la santé ? Ou bien, on va dire : est en bonne santé la personne qui, à tel âge, pèse tel poids en fonction de sa taille, a tant de pulsations cardiaques à la minute, ou a tant de cholestérol circulant, ou a telle capacité de mémoire. On aurait pu retenir toute une série d'indicateurs renvoyant, soit à des mesures physiques et physiologiques objectives, quantitatives, soit éventuellement à des mesures complémentaires du fonctionnement psychique, etc.

" comment va-t-on définir la santé ? "

On aurait pu imaginer que, au milieu du XX^{ème} s., en référence à des connaissances et critères scientifiques, la santé aurait été ainsi définie et normalisée. Or le choix de la définition n'a pas été dans cette direction. Curieusement, dans ce texte international objet de discussions passionnées et de négociations, et qui fait référence depuis, on ne va pas dire que la santé est un équilibre mesurable par des examens et des mesures, on ne va pas la cerner par des normes, des schémas ou des diagrammes.

L'OMS retiendra que la santé c'est un état. Un état d'être. La bonne santé, un état de bien-être. Bien-être physique, évidemment, mais aussi mental et social. Et même, pour fabriquer de l'utopie, on va dire que la santé c'est un état de complet bien-être. Pourquoi utopie, c'est-à-dire le lieu de nulle part ? Le complet bien-être, on ne l'a jamais, puisque, dès lors que la question de "comment est-ce que je me sens ?" est posée, instantanément, cela va faire émerger une conscience attentive de soi, comme si, au microscope, on allait regarder le moindre détail de nos sensations, de la vérité de notre état. Conscience attentive de nos inquiétudes, pour soi, pour les autres. Poser sérieusement une question sur la santé angoisse. "Comment allez-vous ?" Je cite parfois ce haut responsable d'un ministère où je travaillais. À mon salut du matin "bonjour ; comment ça va ?", dit par quelqu'un supposé être un professionnel de la santé, il lui est arrivé de répondre : "pourquoi me posez-vous cette question ? Est-ce que vous voyez quelque chose ?"

Donc, l'état du complet bien-être serait un état actuel toujours inatteignable dès lors que l'on s'interroge pour

savoir si l'on y est. On peut le désigner après coup, surtout après que l'on soit devenu malade, désignant ainsi le moment où on ne l'était pas. Dès que la question du complet bien-être est posée, il est déjà troublé. Donc, la santé, ce serait un état de "pas trop mal-être en train de s'améliorer", l'utopique complet bien-être traçant le chemin. Il est important de noter que la définition donnée à la santé ne peut se réduire au seul fait qu'il y aurait "absence de maladie ou de handicap, ou d'infirmité".

" on peut ne pas être malade..., et ne pas être en bonne santé "

On peut ne pas être malade, ne pas avoir de handicap ou d'inadaptation du point de vue des "experts médicaux", et ne pas être en bonne santé. Cela peut donc signifier aussi que quelqu'un, qui aurait une maladie caractérisée, éventuellement un handicap caractérisé, s'il se ressent en état de bien-être, de complet bien-être, serait en bonne santé.

La santé, celle dont il s'agit aussi pour "une santé sans risques", n'est donc pas exclusivement l'état d'une personne ou d'une population, mesuré et décrit de l'extérieur par le regard objectivant des biologistes, médecins, psychologues, techniciens, à un moment donné de leurs savoirs. La santé est un état de ressenti, un état subjectif dont l'expert final est la personne elle-même ou le groupe dans leur subjectivité et dans l'état de leurs croyances, qu'elles soient ou non scientifiques.

Quand il va s'agir de santé et de risque, évidemment, il s'agira de la vie et de la mort, de la question : " qu'est-ce que je fais là ? à quoi ça sert ? " Cette question, vous la trouvez dans des textes des religions, dans les croyances anthropologiques, dans des discours de délirants. Quand nous évoquons "la santé", c'est sans avoir vraiment conscience de ce que cela porte, mais aussi parce que nous le savons vaguement.

Dans le jeu de miroirs des points de vue, ce n'est pas pour autant que j'oublie les missions de santé collectives nécessaires et vitales, confiées et garanties par les administrations publiques. Nous nous sommes dotés d'un dispositif sanitaire explicitement chargé de ce que l'on appelle habituellement la santé. Il s'appuie sur les méthodes notamment épidémiologiques de la santé publique. C'est spontanément dans ces concepts et l'espace de cette écoute que nous nous situons lorsque le débat public, les attentes, les demandes, les protestations interpellent la santé, les risques pour la santé, la prévention.

Une santé sans risque ! Qu'est-ce qu'on va appeler le risque ? Par exemple, une de nos expériences quotidiennes est la suivante : lorsque le voisin (ou la voisine) d'un conducteur lui dit " tu prends trop de risques ! " et que, arrivés à la fin du voyage, le conducteur réplique : " tu vois, tout s'est bien passé, tu t'inquiètes pour rien...on n'est pas morts.... ", c'était le risque de quoi ? Le risque que, peut-être, on aurait pu avoir un accident et qu'en

conduisant de cette façon, il y avait eu plus de risques d'avoir un accident, de se blesser, de se tuer, que si on avait conduit autrement.

" qu'est-ce qu'on va appeler le risque ? "

Ce qu'on va appeler risquer, c'est, le plus souvent, s'exposer à un peu ou beaucoup plus de risques, pour un résultat comparable, par rapport à une situation où on aurait pu en avoir un peu moins. Personne ne croit que le conducteur le plus prudent ne court aucun risque. Même un robot programmé risque un incident.

Vouloir arriver sains et sauf, si on prend le risque de partir en voyage, vouloir arriver vivant, ce n'est pas neuf. Depuis toujours, les êtres humains ont prévu des salutations de départ, des vœux qui accompagnent les voyageurs, de même que des offrandes, des conjurations avant le départ ou après l'arrivée. Dans les ports, les églises accueillent les ex-voto des marins qui partent au loin ou qui ont survécu aux naufrages. Il n'est pas neuf de vouloir arriver vivant quand on prend le risque de voyager, le risque de vouloir vivre.

Ce qui est éventuellement neuf, c'est de penser que, si on a un accident, cela n'aurait pas dû arriver. Pourquoi ? Non pas parce que le destin n'aurait pas dû vous faire ça, mais parce que les hommes auraient dû être organisés et responsables de telle sorte que cela ne nous arrive pas. Cela, c'est nouveau. Autrefois quand le "risque de famines liées aux guerres" se manifestait, ou quand le voyageur avait été tué par des brigands ou des paysans affamés, ou quand la peste ravageait les villes et les campagnes, parfois on accusait le roi ou son voisin, mais c'était à Dieu que l'on reprochait d'avoir envoyé ce roi, ou la sécheresse, ou la maladie et de ne pas avoir empêché la misère.

" à quoi joue notre société en faisant semblant de laisser espérer qu'on pourrait tendre vers un risque zéro concernant les choses de la vie ? "

Aujourd'hui, convaincus, au moins pour certaines choses, que Dieu n'existe pas, que les risques sont ou devraient quasiment tous être prévisibles, on peut démontrer que c'est à cause de certains de nos concitoyens que les risques, c'est-à-dire les malheurs, arrivent ; contre eux, on peut porter plainte devant la justice ; contre eux, on peut demander réparation, dommages et intérêts. À quoi joue notre société en faisant semblant de laisser espérer qu'on pourrait, qu'on devrait tendre vers un risque zéro concernant les choses de la vie ?

Mais qu'est-ce qu'un risque ? Rapporté à la santé, ce sont maladie, vieillissement, accident, handicap, c'est-à-dire des événements fâcheux pour la santé et qui ont des chances d'arriver. Mais la liste des risques est sans fin : risque de perdre son argent si la Bourse s'effondre, risque qu'il pleuve dans un pays de soleil pour lequel j'ai acheté un billet de vacances (mais des assurances vous garan-

tissent contre ce risque de pluie) ... Si aucun des risques n'arrivait, que se passerait-il ? On ne vieillirait pas, il n'y aurait pas de maladies et, évidemment, nous ne mourrions pas.

Est-ce que le risque zéro c'est bien celui touchant les choses de la vie ? celui que nous soyons mal-traités par l'existence jusqu'à en mourir ? ou bien-traités jusqu'à en mourir (les gens les mieux traités meurent aussi) ? Est-ce que, pour tous les gens qui nous importent, c'est qu'ils soient protégés ? Est-ce que, pour les gens qui nous déplaisent fortement, c'est celui qu'ils disparaissent rapidement pour nous libérer l'espace et l'existence... ? Où va-t-on mettre ce risque zéro ?

Du point de vue des épidémiologistes, je pourrais être taxé de mauvaise foi en disant que je fais semblant de croire qu'ils ne savent pas que la probabilité de la maladie, de l'accident, de la mort est bien présente. Que je fais semblant de croire que la volonté d'éradiquer telle maladie infectieuse, ce qui a déjà été possible pour certaines, n'est pas une stupide affirmation de lendemains qui chanteraient, seulement à cause de la disparition d'un risque.

" ils ont la charge de traiter un problème, ils n'ont pas la charge de dire le sens de la vie "

Que la disparition d'une maladie redoutée donnera le bonheur aux populations. Ils ne le disent pas ainsi. Eux, ils ont la charge de traiter un problème ; ils n'ont pas la charge de dire le sens de la vie même s'il peut dépendre d'eux que certaines vie continuent ou pas, selon qu'ils auront ou pas trouvé une solution.

N'empêche que, lorsqu'on regarde comment naissent les croyances en matière de santé, l'opinion (forme contemporaine de l'expression de la croyance collective créée souvent par la presse), comment se constitue, parfois comme une mode, quelque chose qui fait croyance, on trouve souvent un fragment pertinent d'enquêtes, ou résultats supposés, épidémiologiques. La rumeur a toujours existé sous des formes diverses, basées sur des supposées vérités et évidences, mais le discours d'autorité était prononcé et garanti par d'autres acteurs : le curé, l'instituteur, ceux par lesquels on apprenait le savoir et les bonnes manières de penser, plus figées chez l'un, plus critiques et fondées sur la raison laïque et scientifique chez l'autre.

Mais lorsque la croyance s'empare d'une chose qui fait peur, qui fait très, très peur, et qu'on ne pense plus qu'à cela,... cette chose précise et floue, cette chose qui est plus ou moins là, mais qui pourrait se manifester, ce risque donc, va s'habiller de toutes les fantasmagories et, d'une certaine manière, pendant le temps où l'opinion s'en nourrit, occulter à lui seul le bric-à-brac des incertitudes et insatisfactions politiques et existentielles. Si nous étions sûrs que la viande de bœuf est de bonne qualité, nous arrêterions de redouter l'avenir pour nos enfants !

Cela veut dire que l'inquiétude de "la vache folle", va masquer, comme faire oublier, d'autres incertitudes de l'existence. Ici, ce quelque chose de très fort, précis et flou, le risque "vache folle" a été produit intégralement par le savoir médical et épidémiologique. Pourtant, cela n'a pas été une épidémie.

*" l'inquiétude de "la vache folle",
va comme faire oublier d'autres incertitudes
de l'existence "*

En France, il y a eu quelques cas douloureux de morts par encéphalopathie et il n'est pas sûr qu'il y ait eu contamination par la vache. Pourtant, pour prévenir ce risque, dont on peut encore croire que les manifestations sont à venir, nous avons tué des centaines de milliers d'animaux ; on a modifié les habitudes alimentaires de façon durable pour certaines personnes, certaines familles. On a eu extrêmement peur. On s'est massivement affrontés, notamment sur l'alimentation des enfants dans les écoles et même dans sa propre famille. On a dénoncé les pouvoirs publics, la malhonnêteté de producteurs de la chaîne alimentaire. Il y avait un risque, il nous a fait vivre collectivement quelque chose de très fort, marquant du sceau d'infamie ceux qui nous le faisaient courir, ou d'infamie possible nos dirigeants politiques qui, le sachant, ne nous en auraient pas protégés.

C'est vrai que les épidémies d'autrefois ont laissé des traces tout juste enfouies. La peste de Marseille, le choléra à Paris, c'est encore là au XIX^{ème} siècle celui où naissent les grands-parents et arrière grands-parents de beaucoup de nos contemporains. La mémoire collective n'a pas oublié que dans certaines villes d'Europe, en des temps plus anciens, la peste a tué 80 % ou même 90 % de la population. Aujourd'hui encore, nous visitons et admirons, conservons les sculptures des églises romanes et gothiques que l'on ne peut comprendre sans référence à la peste – ne serait-ce que dans la manière d'exposer les corps, dans celle de représenter la mort.

*" nous sommes toujours dans la peur diffuse
de l'émergence de quelque chose
prenant le relais du fléau précédent
qu'on croit éradiqué "*

Nous sommes encore, nous sommes toujours, dans la peur diffuse de l'émergence de quelque chose de collectif, succédant et prenant le relais du fléau précédent qu'on croit éradiqué. Les Français semblent moins sensibles à la peur nucléaire et aux problèmes écologiques que leurs voisins de l'Est et anglo-saxons. Le sida nous a montré la limite de notre puissance face aux risques liés aux virus et autres agents infectieux. Mais cela n'empêche pas d'espérer, bon sens ou pas, une société qui aurait atteint un état de "santé sans risques" où l'on aurait moins à souffrir de la peur liée à la probabilité de survenue des événements fâcheux, connus et inconnus.

À force de dire, de laisser croire qu'il est vrai que les progrès de la maîtrise des hommes sur la probabilité de souffrir

ou de mourir de certains risques, évitables collectivement, sont vraiment réels et constants, cela ne doit pas aller sans remaniements dans notre manière d'être, dans nos rapports à l'imaginaire, à la politique, au Monde. Et cela me préoccupe : ce " plus ", apparent dans bien des situations de la vie ordinaire, ce plus dans l'espérance de vivre pourrait aussi distraire, peut-être appauvrir le rapport des hommes à eux-mêmes, rapports de soi à soi-même, ou rapports de soi aux autres.

Tant que nous sommes dans une logique de progrès, dans la capacité à analyser, même partiellement, les déterminants des risques et que nous progressons dans la réduction non seulement des accidents physiques et des maladies, mais aussi des risques environnementaux, à chacune de leurs manifestations, même résiduelles, on va protester, interpellier le gouvernement lui imaginant tous les pouvoirs et, du coup, toutes les négligences, quand surviennent des cas de maladies infectieuses connues ou les mutations d'un germe connu qui devient pathogène, mais aussi inondations, sécheresses, secousses de la terre qui bouge, changements de climats.

*" on va protester, interpellier
le gouvernement, lui imaginant tous les
pouvoirs et, du coup, toutes les négligences "*

On stigmatise des fautes humaines supposées, voire une volonté délibérée de nuire. L'histoire des interprétations multiples, et encore actuelles, du sida l'illustre bien. La faute, on en trouve toujours une ou plusieurs. De plus, on dépenserait mal l'argent public, on priverait la recherche scientifique, jamais assez prioritaire ou mal orientée... Si on utilisait mieux les connaissances que nous avons déjà, si on développait mieux les applications de la science à la sécurité de la vie, on vivrait plus longtemps en meilleure santé, peut-être plus heureux. Si chacun faisait bien ce qu'il faut faire, on pourrait éviter les risques de l'inquiétude, du malheur.

Risques, inquiétude, santé, bonheur, malheur... Je prends, exprès, le temps de rythmer ces mots, ce qu'ils évoquent. Qu'ils ne soient pas seulement une démonstration technique : "premièrement, deuxièmement, troisièmement, et voilà la conclusion "... Je prends le luxe, inhabituel dans mon métier de professionnel de la santé, de soulever à la fois des questions et interrogations, pour lesquelles je ne suis pas forcément capable d'apporter une réponse autre que ma position, ou de répondre à une question par une autre, proposant, exposant ainsi au vertige de ne pas savoir.

Je revendique le droit, voire le risque d'une sorte de démonstration qui n'a pas de réponse (de mon point de vue, en tout cas). C'est-à-dire, en gros, ce qu'il nous est interdit d'énoncer dans le dialogue, soit avec les pouvoirs publics, soit avec les représentants de l'opinion publique, soit, en général, avec nos hiérarchies. Ceux-ci nous autorisent à nommer ce qui peut préoccuper, mais seulement dans la mesure où nous avons une réponse technique à

apporter. Est interdit l'énoncé de ce qui n'aurait pas de réponse envisageable. Si la question sans réponse actuelle peut ouvrir vers une piste de recherche pertinente, devenir une priorité pour la recherche, il est licite, parfois vertueux de la mettre en avant, de militer pour elle, car on peut espérer une réponse.

" ouvrir des questions qui n'auraient pas de réponse, est-ce raisonnable ? "

On reste alors dans le même cas de figure : je peux parler, interroger, inquiéter par une question dans la mesure où, même si elle n'est pas encore actuelle, je laisse entendre qu'elle a une probabilité possible de réponse dans un mode de pensée connu et contrôlable, celui de la raison... la puissance armée de la raison, c'est-à-dire la recherche et le savoir occidental appliqués au support et à la gestion des sociétés et des groupes humains.

Entre raisons et déraison... Ouvrir des questions qui n'auraient pas de réponse, est-ce raisonnable ? Ouvrir des questions que peuvent formuler les délires, la psychose, prendre au sérieux les questions qu'on entend dans ses voix intérieures (aujourd'hui, Jeanne d'Arc serait sous neuroleptiques...), est-ce déraison ? Si oui, cette déraison relève-t-elle, dans nos catégories, de la maladie mentale ? Catégorie opposée à l'autre approche de la déraison, qui est la faute dans le raisonnement logique et instruit, voire l'excès dans les comportements. "Il n'est pas raisonnable (logique, efficace) de dire cela, il n'est pas raisonnable de se comporter comme ça". La déraison se situant, non pas comme un espace de folie, non concevable par la pensée ordinaire, mais la déraison se situant uniquement comme une faute méthodologique par rapport à la démarche considérée comme rationnelle et comme faute technique dans l'emploi des outils à raisonner.

Est-ce que ce dont nous parlons à propos de la réduction des risques, à propos du désir croissant d'une santé, d'une société sans risques, c'est-à-dire, en gros, dans l'idéologie et la référence scientifique qui sous-tend l'épidémiologie, s'inscrit dans la raison ? Nous pourrions dire que oui. Dans cet espace de pensée, la discussion sur le principe de précaution est audible.

Nous pouvons alors raisonner et supposer qu'il y aurait un risque non encore connu, mais éventuellement prédictible par des modèles statistiques et qui, invisible bien que supposé aujourd'hui, se révélerait demain. Et demain seulement nous pourrions vérifier si nous avons eu raison.

" ce n'est peut être pas aussi raisonnable, quand la "raison" amène à tuer des centaines de milliers de bestiaux "

Le principe de précaution, que l'on peut comprendre et admettre, n'est guère qu'une position raisonnable sur un risque supposé ou repéré. Décider de l'appliquer cependant n'est peut être pas aussi raisonnable, quand "la raison" amène à tuer des centaines de milliers de bestiaux dans le monde occidental, alors qu'il y a des gens qui crè-

vent de faim ailleurs, cela pour se protéger d'un risque éventuellement possible.

Si l'espace de la tension vers la déraison est perceptible, pour situer la déraison on va avoir du mal tout à la fois à la concevoir et à cerner ses limites. Je pense, en prenant un exemple dans le champ des soins, à une décision prise pour une personne très âgée, dont le cœur défaillant risque de s'arrêter. Ce cœur avait amené cette personne à cesser peu à peu toutes ses activités, freinées par la pente déclinante de ses forces. Une intervention chirurgicale, assez risquée mais techniquement sans problèmes, peut traiter le cœur. Faut-il prendre le risque d'opérer pour diminuer le risque de l'accident cardiaque ? L'intervention faite à réussi : le vieux cœur tourne comme une horloge équilibrée. La personne redevient capable de marcher, d'agir, d'accomplir les tâches quotidiennes mais..., soulagée de ce risque de santé qui menaçait sa vie, se retrouve en panne de force pour vivre sa vie. Le risque de mourir à court terme est évité par les cardiologues réanimateurs, dont j'aime la position carrée qui répond à la commande urgente dans le lieu clos de leur technicité. Pour eux, le reste, c'est la vie des gens, c'est ailleurs ...

Tout d'un coup, cette réussite redonne du temps, de la santé, peut faire émerger à nouveau des qualités personnelles, couronner une vie, mais elle peut aussi redonner la force d'activer les défauts mal supportables de la vieillesse. Et le raisonnable de la technique sanitaire et de ses procédures aura produit du vivable déraisonnable. En rappelant cet exemple concernant ici une personne qui, âgée ou non, finira par mourir, comme nous tous, je pense aussi à cette étrange malédiction que représente, au moins dans un certain nombre de récits légendaires du XIXème siècle, la vie, si elle ne devait plus être mortelle. Histoires du Juif errant, du Capitaine du Vaisseau fantôme, de Melmoth le Moine irlandais qui a fauté,... la malédiction qui les poursuit est de ne pas pouvoir mourir, l'interdiction de mourir. Vont-ils s'en réjouir ? Ils le devraient ! tant d'hommes dépensent beaucoup d'argent, de prières pour ne pas mourir...

" la malédiction qui les poursuit est de ne pas pouvoir mourir, l'interdiction de mourir "

Mais il s'agit bien de malédiction et de désespérance : et ils arpentent le monde en gémissant de solitude et de peine. Quand ils s'arrêtent quelque part, ce n'est plus la peine d'aimer, d'être séduit ou de séduire, parce que les autres vont mourir et qu'eux vont rester. Ce n'est plus la peine de désirer et d'attendre ce qu'on aurait demain, puisqu'on a l'éternité pour l'avoir. C'est la mort du désir, les choses n'ont plus de goût... Et ils souffrent, passant et repassant, sans même attendre une solution pour mourir.

Dans le Vaisseau fantôme, la conclusion est intéressante : une personne donnera sa vie pour que celui pour lequel on se sacrifie par amour redevienne mortel ! Quelle drôle de santé sans risque ! Ce Capitaine serait en bonne santé du

point de vue physique, avec peut-être des troubles psychosomatiques parce qu'il souffre de son état. En tous cas, il n'aura jamais d'organe suffisamment malade pour le faire mourir... Ainsi, avoir une santé sans risques, c'est l'enfer.

Dans les Contes de Grimm, ou ailleurs, existent un certain nombre de légendes, intéressantes pour notre thèse. Elles décrivent des gens simples qui ont rendu un service désintéressé, sans savoir que c'était à une bonne fée déguisée. Quand elle se fait reconnaître, comme remerciement elle propose d'exaucer un vœu. Il lui est demandé de prédire l'avenir. La bonne fée se rembrunit, met en garde, répond à contrecœur. La réponse au vœu de savoir annonce un événement fâcheux à venir : "un jour, tu auras un accident." La prédiction non seulement altère, empoisonne, modifie la vie de la personne, mais de plus, c'est à cause de la conduite d'évitement, conduite de précaution, effet de la prédiction que parfois l'accident arrive. Sans la prédiction, le risque ne se serait peut-être pas manifesté.

Ces histoires singulières ne concernent que les destins de personnes perdues au milieu d'une humanité qui, elle, n'a pas changé. Cela crée un isolement qu'on ne retrouverait pas dans une avancée collective vers des vies plus longues, vers une santé sans risques.

Si j'interroge très rapidement la déraison, sans pousser assez loin et aller dans le champ de l'inconscient, je dirais : la déraison serait le refoulement, ou du moins l'évitement de l'inévitable nécessité de confrontation à soi-même, par laquelle on gagne la capacité d'admettre la condition humaine avec sa finitude.

Le petit jeune homme qui, sur sa mobylette volée, sans casque, brûle exprès tous les feux rouges et traverse les croisements sans jamais regarder pour ne pas ralentir – est-ce raison ou déraison ? En langage de facteur de risque, c'est le maximum : "tu vas te tuer..." Mais quand il arrive, triomphalement, il constate, il fait constater, il vérifie qu'il a la force, qu'il est vivant ! Où est la déraison ? C'est de rester vivant alors qu'on a fait ce qu'il faut pour en mourir ?

*"où est la déraison ? c'est de rester vivant
alors qu'on a fait
ce qu'il faut pour en mourir ?"*

Est-ce cela la déraison ? Oui, jusqu'à un certain point. Mais elle semble plus lisible quand ce jeune, qui va bien, joue avec son quotidien, à la vie, à la mort ou à la tétraplégie, de telle sorte qu'il risque de se casser ou de casser les autres, vit dans son excitation de déraison. Pour les psychiatres qui s'intéressent à la prise de risque, voire à l'addiction de la prise de risques, ces conduites adolescentes sont une manière de se soumettre au jugement ordalique, appelé autrefois le Jugement de Dieu.

Exposé à un risque extrême de mourir, celui qui arrive vivant de l'autre côté a fait la preuve qu'il a raison, il a la preuve d'être plus fort que la mort. Croire, se soumettre

au jugement ordalique, c'est-à-dire se jeter imprudemment dans des conduites hyper risquées, serait-ce cela la déraison ?

Où est la déraison ? Est-ce de protester parce qu'il y a un petit trouble de la salubrité dans l'environnement général, alors que, soi-même, on fume depuis des années en sachant parfaitement ce qu'il en est ? Où est la déraison, quand on voit que, parfaitement au courant du risque, encore maintenant, les médecins sont une des catégories professionnelles qui fument le plus de tabac ? Je me rappelle d'une équipe de chirurgie thoracique, une de celles qui opérèrent le plus de cancers du poumon (du fumeur) en France, quasiment tout le monde y était fumeur... J'ai vu des éducateurs en santé tirer fébrilement sur leur cigarette en pensant qu'ils n'auraient jamais fini à temps la préparation de leur exposition sur les dangers du tabac... Raison ou déraison ?

Il est évident que le statut et les effets des discours sur la sécurité, sur les risques, sont aussi conjuratoires ; ils nous aident à vivre, à avoir moins peur de la vie. Mais il est vrai aussi que jamais on n'a vécu aussi vieux, que jamais on n'a eu aussi peu de mortalité infantile. Rien ne prouve que nous nous trompons en recherchant, valorisant, imposant des pratiques quotidiennes raisonnables destinées à protéger les hommes, à protéger l'espèce en réduisant les risques.

Et pourtant, que perdons-nous, qu'est-ce que nous offrons à travers la société sans risque ? Les risques sont de plus en plus de type collectif, objet d'une police sanitaire qui prévient et sanctionne les écarts. Alors même qu'à titre individuel, nous souhaitons pouvoir mener l'existence un peu comme nos plaisirs l'entendent, même s'ils sont extrêmement standardisés et peu originaux. Les adolescents n'ont pas inventé le tabac, dont ils sont gros consommateurs de plus en plus précoces. Les gens qui adorent la voiture ne l'ont pas inventée.. Les plaisirs, comme de tous temps, faits parfois de prise de risques et de transgression de la discipline de soi, sont ceux d'une époque donnée, d'une culture donnée.

*" aussi loin que nous retrouvons des traces
des croyances, les hommes ont été persuadés
que la vie est un moment de passage
relativement bref "*

On raconte (cela existe encore pour l'initiation des jeunes hommes de contrées reculées) l'obligation de prendre des risques en parcourant la forêt pour faire la preuve de ses capacités de survie et de son courage. Risque de devoir manger des plantes peut-être dangereuses, boire des eaux inconnues, chasser des animaux qui pouvaient attaquer. Jusqu'à nos jours, les hommes (surtout la masse des plus jeunes) partaient à la guerre. Les ouvriers risquaient leurs vies dans des travaux souvent meurtriers. Les femmes depuis toujours ont affronté le risque d'en mourir en choisissant d'être mères, quand les complications des accouchements et les fièvres puerpérales faisaient des ravages.

Mais, aussi loin que nous retrouvons des traces des croyances humaines, les hommes ont été persuadés que la vie est un moment de passage relativement bref vers un état plus sérieux et stable, plus ou moins difficile à atteindre, une vie en périphérie de la vie, une vie après la vie, la valeur des valeurs. Pour les religions du Livre, les souffrances et les mérites étaient une forme d'investissement prévisionnel dans l'au-delà, si on peut faire une comparaison avec le placement de son argent pour garantir l'avenir. Si je souffre, si j'ai mal, cela sera reconnu, ma peine aura récompense. Si je me donne trop d'importance, ou si je réussis trop sur terre (regardez ce que deviennent les évêques représentés au milieu des notables dans les fresques et peintures célèbres de Danses macabres), j'irai souffrir quelque part, au pire en enfer. On avait des dispositifs de croyances et de conduites par rapport aux risques, et d'interprétation de la fatalité qui les guide, à peu près clairs.

À partir du moment où nous sommes dans une espèce de dialogue idéalement collectif et idéalement altruiste d'une république à tendance démocratique, quand la société nous laisse croire qu'un "autre" sait pour nous, nous protège, nous garantit, alors tout se décale. Les autres, l'autre contre lequel, éventuellement, on peut porter plainte si l'on a un malheur, ce n'est plus une puissance invisible et hors d'atteinte au-delà des hommes, mais c'est une organisation humaine. Pour nous, l'État est cette forme d'organisation humaine.

Les recours explicatifs profonds cependant ne disparaissent pas si vite. Encore aujourd'hui, des gens qui ne savent plus aucune parole religieuse, frappés par une catastrophe, cassés par la mort d'un enfant, peuvent se surprendre à dénoncer une malédiction, chercher une faute pour expliquer la punition qui les accable, évoquer Dieu (qui reste par ailleurs bien présent dans les jurons populaires).

Mais si je peux porter plainte contre l'État, (garant des institutions) parce que j'estime qu'il aurait dû empêcher quelque chose de douloureux et préjudiciable qui me frappe, c'est évidemment parce que je m'attendais à ce qu'il puisse le faire.

" je vais donc tout faire pour que l'État soit suffisamment puissant... pour empêcher la mort, celle de mon enfant "

Je vais donc tout demander, tout faire pour que l'État soit suffisamment puissant... pour qu'il ait la force d'empêcher la mort, celle de mon enfant, la mienne, les morts injustes, bref d'empêcher les risques.

Alors, je vais ériger l'État en une toute-puissance ; toute puissance bureaucratique capable de régler au mieux l'application avantageuse des connaissances scientifiques actuelles, capable de permettre le développement des droits biologiques, sociaux, etc., de garantir l'intégrité des rapports humains, d'être honnête dans l'exercice de son administration. Tout ! Et, parfois en même temps, je

vais demander sa toute-puissance autocratique, donc le manque de participation, le manque de démocratie !

Il conviendra de respecter les consignes sanitaires de l'État – puisqu' il nous veut du bien. Et celui qui ne respecterait pas cette consigne commettrait une faute, un péché, non pas vraiment par rapport à la loi écrite dans les Codes divers (qui ont gardé les principes et les interdits des religions), non, le péché, ce serait d'agir contre ce qu'il convient de faire pour rester en bonne santé.

Heureusement, malheureusement, ce qu'il convient de faire n'est pas une procédure entièrement connue. Non seulement, d'une année à l'autre, les avis des experts peuvent changer, mais aussi les possibilités : on sait que les progrès dans la prévention et nos capacités à réparer les dégâts avancent. En général, notre société ne conteste pas, dans sa légitimité, ce savoir, aux facettes multiples, sur la santé. Ce n'est pas forcément un tyran, un dictateur qui l'a imposé. Ce n'est pas un seul homme qui l'a inventé, ce sont tous les hommes ensemble. C'est le meilleur de ce que tous les hommes partagent, en gros c'est la connaissance scientifique qui nous aide à faire consensus et règne en Occident.

" c'est sur l'idéalisation de ce savoir que se bâtit l'illusion du mouvement vers une santé sans risques "

Même à l'époque de la Guerre froide et entre des blocs ennemis, par dessus le rideau de fer, alors que l'espionnage industriel et militaire battait son plein, des informations sur les avancées biologiques, les maladies, la santé passaient d'un bord à l'autre. C'est sur l'idéalisation de ce savoir sur la santé et ses applications que se bâtissent la définition et l'approche du risque, que se bâtit l'illusion du mouvement vers une santé sans risques.

Pour tenter de conclure, je dirai que cette tension, cet empressement vers une société sans risque restent encore relativement positifs, du point de vue de l'amélioration quantitative de certains problèmes de santé, et plus encore quand ils sont marqués par le sceau des inégalités sociales, des inégalités géographiques. Mais cette tentation d'éviter l'incertitude – et ce que j'appelais le rapport du soi à soi et du rapport aux autres – est telle que, à force d'y croire, à force de penser que c'est ça la bonne loi, l'état normal des choses et de l'ordre social, on risque de perdre la distance critique, de rejoindre les foules rétrogrades qui immolent le bouc-émissaire (avant de le sanctifier). Notre peur, parfois légitime, du risque pourrait nous faire désigner toute personne, tout groupe, tous ceux dont la vie ou le mode de vie viendrait déranger la sécurité collective, comme un facteur de risque négatif, comme les ennemis de la société sans risque. Au titre de la légitime protection de l'intérêt sanitaire collectif, ces personnes, ces groupes seraient alors condamnés, pour faire disparaître le risque, pour faire disparaître la peur.

C'est le point sur lequel je veux terminer. Il ne s'agit pas ici d'élucubrations sans fondements, si on regarde ce qui s'est passé avec l'histoire de l'eugénisme, notamment lorsque cela a été appliqué par des États en Europe, aux États-Unis. L'eugénisme repose sur la théorie de l'amélioration de la lignée destinée à produire une bonne race. Conçu pour améliorer les lignées animales, à la suite des théories de Darwin et des progrès de la génétique, les biologistes, médecins, juristes de la fin du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle ont imaginé de l'appliquer aux sociétés humaines, pour en améliorer l'espèce et produire un jour un modèle d'hommes surhumains. Lisez les textes écrits par ces médecins français, dont deux prix Nobel. Ils proposent aussi bien des hommes qui vivraient 500 ans, de très beaux hommes, esprits merveilleux, d'un altruisme parfait – ils construiraient une société parfaitement organisée dans une démocratie entre égaux – et des "chambres équipées de gaz appropriés permettant de supprimer humainement et économiquement la foule immense des déficients, des criminels..." Ils ne proposent pas l'immortalité, mais un idéal de perfection humaine.

" au XX^{ème} siècle, conseillé par des scientifiques prestigieux, on a inventé le génocide pour la santé "

Pour faire la prévention du risque de présence et de reproduction des individus de mauvaise race, alias de mauvaise santé héréditaire, il fallait soit les stériliser, soit les tuer. Et on s'est laissé faire, et dans une longue parenthèse dans la capacité de retenir les violences et la folie, on a tué ce qui représentait le risque de ne pas atteindre un état de bonne santé génétique, idéalisé.

Même si, après coup, les arguments biologiques peuvent apparaître comme une manière déguisée d'exprimer un racisme ou une xénophobie primaire, en Europe, terre des droits de l'Homme et des Lumières, au XX^{ème} siècle,

conseillé par des scientifiques prestigieux, on a inventé le génocide "pour la santé" destiné à améliorer les qualités biologiques de la race et sélectionner les individus les meilleurs pour l'avenir de l'humanité. En Europe, fondées sur la volonté de réduire les risques de "contamination génétique", et donc pour protéger la bonne santé collective, des décisions bureaucratiques d'État ont organisé économiquement et rationnellement la tuerie de millions de civils, de tous âges, en bonne santé. Ces pratiques efficaces, organisées raisonnablement par des médecins, ingénieurs, techniciens l'ont été pour des raisons qui ne sont pas très raisonnables, qui n'ont pas été très utiles pour la population dans son ensemble, ni belles du point de vue esthétique, ni glorieuses du point de vue moral. On a tué le risque de la contamination par "les autres", on a tué ce qui n'était pas soi.

Si, aujourd'hui, il est bien de lutter contre les facteurs de risque – pour réduire un risque physico-chimique, éventuellement bactériologique, ou viral –, il faut bien être attentif au fait que le modèle de prévention sanitaire et de précaution est le même, qu'il ne fait aucune différence lorsque c'est un autre humain qui est désigné comme portant le danger d'un risque pour les autres. C'est là que, évidemment, nous revenons à la question du rapport aux autres, prise au piège de la chasse aux risques.

Position et exigences intérieures de chacun, position et exigences sociales dans le rapport aux autres, par la parole, dans l'idéal, dans le fantasme, dans l'idée que l'on se fait de l'Humanité. Faut-il choisir le territoire protégé du "heureux sans risque", pour gagner ou perdre le droit de mourir sans savoir que je suis mortel et de tuer ceux qui risquent de vouloir me le rappeler trop fort ?

Antoine LAZARUS

Le débat

Jamais nous n'avons vécu plus longtemps. Jamais les taux de mortalité infantile n'ont été aussi bas. Jamais, entre membres d'une même population, la solidarité sociale face à la maladie n'a été aussi forte. Incontestable succès de la politique de santé publique dans les pays développés et en particulier en France. Quel objectif pour une politique de santé publique ?

" qu'est-ce qu'une population en bonne santé ? "

La plus longue durée de vie possible pour les individus ? La lutte contre les épidémies (OMS 1945) ? Qu'est-ce que la bonne santé : nombre de pulsations par minute, la capacité de mémoire, l'existence d'un réseau de sociabilité, le taux de cholestérol, la psychomotricité ? Qu'est-ce qu'une population en bonne santé ?

La santé est un état. C'est une référence à l'être. Un état de bien-être et même de complet bien-être. Mais le complet bien-être n'existe pas. La santé n'est pas la résultante de la médecine. Il s'agit de la vie et de la mort, du sens même de la vie.

"Tu prends trop de risques, dit-on au jeune conducteur imprudent." "Ce n'est pas vrai, répond-il, puisque je suis encore là bien vivant." Quand on prend le risque du voyage, on espère arriver vivant.

Si l'accident arrive, on refuse le destin. Cela n'aurait pas dû arriver. Les hommes auraient dû s'organiser autrement pour que cela n'arrive pas. C'est la faute à l'État. Mais le risque zéro n'existe pas. Même les mieux traités et les mieux protégés meurent aussi. Mais la croyance collecti-

ve (aujourd'hui nourrie par les médias) donne à penser que l'on peut vivre sans incertitude.

L'idée que les risques sont évitables s'inscrit dans une logique de progrès. Si la recherche était plus développée, on vivrait plus heureux, sans accidents telluriques et sans épidémies. Il n'y a pas de réponse raisonnable à cette demande d'élimination des risques. C'est une déraison et un délire. Si tel avait été le cas, Jeanne d'Arc n'aurait jamais libéré la France, mais aurait vécu sous neuroleptiques.

" L'idée que les risques sont évitables s'inscrit dans une logique de progrès "

C'est toute l'ambiguïté du principe de précaution qui, en prenant en compte les risques supposés, aboutit à des décisions au coût disproportionné, comme l'a montré la crise de la vache folle. La déraison vient du refus de confrontation à soi-même et du refus de la finitude. Or c'est une malédiction de ne pas mourir, comme en témoigne le mythe du juif errant ou du hollandais volant.

Jamais nous n'avons vécu aussi bien et jamais nous n'avons eu tant de risques à conjurer. Il y a là une déraison.

D'autant plus que nous prenons de grands risques collectifs : le tabagisme, les drogues, la conduite automobile. Et ces risques sont socialement très bien tolérés, quitte individuellement à se retourner contre l'État lorsque ce risque survient. Si un enfant meurt, l'homme sans religion dit : "nous sommes maudits de Dieu", ou alors : "c'est la faute à l'État".

Face à ces questions très radicales posées par l'orateur, le débat s'est d'abord centré sur la question de la définition d'une politique de santé publique en s'interrogeant sur la décentralisation d'une politique de santé qui laisse à l'État central les populations les plus défavorisées : SDF, nomades, réfugiés. L'orateur évoque la solution envisagée par un ancien président de la République – apparemment raisonnable mais impraticable en réalité – de taux de remboursement de la Sécurité sociale différenciés selon que la maladie vient de conduites de loisirs (comme le ski), de conduites d'excès (usage du tabac et de drogues), ou des effets du mauvais sort s'acharnant sur des personnes de mérite, comme les accidents du travail. L'idée de la maladie comme faute n'est plus acceptable dans notre société.

" la question de la définition d'une politique de santé publique "

En prison, le jeune qui se drogue supportera moins mal sa situation que celui en bonne santé qui déprime et va au suicide. Quant à la décentralisation, elle se justifie par le fait que celui qui est aimable sera mieux soigné localement que celui qui est rejeté et redouté. D'où la nécessité pour l'État de s'assurer de sa protection.

Face aux difficultés de la prévention que manifeste une action contre le tabac auprès de jeunes de banlieue, l'orateur déclare que sa motivation à continuer à se battre, malgré la difficulté et l'incompréhension, ne réside pas dans une utopie de la bonne santé avec un horizon d'immortalité, mais dans une raison politique qui est la lutte contre les inégalités sociales. Les comportements abusifs en matière de drogue concernent des personnes en difficulté sociale, qui ont l'espérance de vie la plus faible, qui auront des fins de vie avec moins d'argent, qui manquent de relations.

Une intervenante en est venue à s'intéresser à la santé publique à partir de la lutte contre le sida, ce qui lui a permis de passer d'une problématique des soins à un point de vue de santé publique. Ce qui l'a motivée, ce sont les associations où, dans ce contexte particulier, des malades prennent en charge leur propre santé. Ceci en

réaction contre des institutions qui, comme l'Éducation nationale, mettent l'élève au centre pour l'oublier et un système médical qui met le malade au centre pour réfléchir à sa place. Une autre intervenante évoque la place de l'émotion, à côté de celle de la raison. L'homme n'est pas seulement raisonnable.

" une intervenante évoque la place de l'émotion, à côté de celle de la raison "

Si on évoque la perte du goût de la vie, c'est que nos souffrances sont dues à un excès de raison. Si nous prenons des risques comme fumer, c'est pour éprouver quelque chose. L'émotion vient se substituer au sens. Dans nos sociétés laïques, il n'y a plus de grands discours religieux, ni même de grands récits séculiers comme le marxisme ; alors nous ne savons plus pourquoi nous vivons et quoi transmettre à nos enfants.

Un responsable de prévention insiste sur la nécessité, qui est aussi une difficulté, par exemple dans la lutte contre le sida, de tenir ensemble ce qui relève du vécu subjectif (émotions, recherche de sensations, quêtes de sens...), ainsi que de l'attention aux personnes – qui ont souvent des difficultés à se soigner – et ce qui dépend des connaissances scientifiques en développement. Les programmes de prévention, qui sont davantage du côté de la connaissance et de la raison, ont souvent de la peine à prendre en compte les émotions et les conduites qui cherchent d'abord à donner sens et saveur à l'existence.

Différents intervenants évoquent les cinq milliards d'habitants de la planète qui n'ont pas les conditions de soins et de traitement du milliard privilégié. Antoine Lazarus répond en disant que la prégnance du modèle dominant de développement est tellement forte sur le reste de la planète qu'il faut prioritairement travailler en faveur de son changement. Essayons de faire que le modèle que nous exportons fabrique moins d'effets pervers. Il faut tout faire pour que les effets soient moins injustes dans le Sud. Par exemple, pour le traitement du sida et de la tuberculose, c'est la bagarre dans nos pays qui a permis que certains pays du Sud commencent à avoir accès aux médicaments génériques.

Indications bibliographiques

Mal-être dans la civilisation

- BATAILLE G., *La part Maudite* (le premier chapitre sur la dépense), Paris, Éd. de Minuit, 1967.
FREUD S., *Le malaise dans la culture*, Paris, PUF " Quadrige ", 2002.
GORZ A., *L'Immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Paris, Éditions Galilée, 2003.
KEYNES J.-M., *Essais sur la monnaie et l'économie* (notamment le dernier chapitre " Perspectives économiques pour nos petits enfants "), Paris, " Petite bibliothèque Payot ", 1990.
SEN Amartya, *L'économie est une science morale*, Paris, La Découverte, 2003.

Moment social, moment écologique

- BOYER M., HESTZLICH G., MARESCA B., (dir), *L'environnement, question sociale. Dix ans de recherches pour le ministère de l'Environnement*, Paris, Odile Jacob, 2001.
LATOUB Bruno, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.
LEGENDRE Pierre, " *Les juifs se livrent à des interprétations insensées* ". *Expertise d'un texte, in La psychanalyse est-elle une histoire juive ?*, Colloque de Montpellier, 1980, Paris, Le Seuil, 1981, p. 93-113.
LIZET B, DUBOST Fr. (dir.) *Bienfaisante nature, Communication n° 74*, Paris, Le Seuil, 2003.
OST Fr., *La nature hors la loi*, Paris, La Découverte, 1995.

Communication publique

- BRETON P., PROULX S., *L'explosion de la communication*, Paris, La Découverte, 1996.
HABERMAS J., *L'espace public*, Paris, Payot, 1962.
LABASSE B., *Une dynamique de l'insignifiance*, Villeurbanne, Presses de l'ENSIB, 2003.
MIÈGE B., *La société conquise par la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble t. 1 (1996), t. 2 (1997).
POSTMAN N., *Amusing Ourselves to Death : Public Discourse in the Age of Show Business*, New York, Penguin Books, 1986 (8ème éd.).

Risques alimentaires

- CORBEAU J.-P. et POULAIN J.-P., *Penser l'alimentation, entre imaginaire et rationalité*, Toulouse, Privat, 2002.
DELANNOY P. et HERVIEU B. (2003). *A table ! Peut-on encore bien manger ?* Paris, Éditions de l'Aube, 2003.
FISCHLER C., *L'omnivore*, Paris, Odile Jacob, " Poches ", 2001.
GODARD O., HENRY C., LAGADEC P. et MICHEL-KERJAN E. *Traité des nouveaux risques. Précaution, crise, assurance*, Paris, Gallimard, " Folio-Actuel ", 2002.
HIRSCH M., *Ces peurs qui nous gouvernent. Sécurité sanitaire : faut-il craindre la transparence ?*, Paris, Albin Michel, 2002.

Vitesse et urbanisme

DUPUY J.-P., *La panique*, Paris, Le Seuil, " Les empêcheurs de penser en rond ", 2003.

GOURDON J.-L., *La rue*, Paris, L'Aube, 2002.

WIEL M., *La transition urbaine*, Liège, P. Mardaga, " Architecture et Recherche ", 1999.

WIEL M., *Ville et automobile*, Paris, Descartes et compagnie, 2001.

Le populisme en question

BEAUD S., PIALOUX M., *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 2000.

COLLOVALD A., *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires*, Paris, Belin, 1999.

DOBRY M. (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

" Nouveaux monstres et vieux démons : déconstruire l'extrême droite ", *Revue ContreTemps* 8, sept. 2003.

ISSN 1620-7785

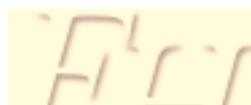
Éditeur : Millénaire 3 - Grand Lyon

*Imprimeur : Mâcon Imprimerie,
22 rue du 134^e R.I. BP 2038 71020 Mâcon cedex 9*

Directeur de la Publication : Patrick Lusson

octobre 2003 - 3000 exemplaires

Dépôt légal



1997

- N° 340 *De la technique à l'éthique : la responsabilité des ingénieurs*
N° 341 *Des républiques de salariés : actualité des coopératives de production*
N° 342 *Villes d'Europe, développement économique, environnement : l'heure de l'industrie ?**
N° 343 *Sociétés d'Asie du Sud : comment vivre ensemble ?**

1998

- N° 344 *La coopération Europe-Amérique latine : proximité, altérité, complicités* ***
H.S. 5 *Être cadre demain, quels engagements ?*
H.S. 6 *Le pari de l'emploi pour tous, un risque à partager*
N° 345 *Demain le droit d'asile : de nouvelles frontières*
N° 346 *Santiago, Lyon, Montréal : partenaires pour le développement urbain*
N° 347 *Face à l'exclusion, une nouvelle économie sociale en Europe ?*

1999

- N° 348 *Être cadre dans une économie mondialisée*
N° 349 *Le désarroi des samourais : vie économique et société au Japon*
N° 350 *Le développement local, une dynamique internationale*
N° 351 *RMI : la fraternité sous conditions ?*

2000

- N° 352 *Investir contre l'exclusion : l'épargne solidaire en Europe **
N° 353 *Emploi et discrimination raciale : le dégel ? ***
N° 354 *L'utopie d'une économie de changement social*
N° 355 *Vie associative et démocratie : éloge de la fragilité*

2001

- N° 356 *Intégration sociale et solidarité internationale : quelles convergences ?*
N° 357 *De l'insouciance à la responsabilité. Quel pouvoir pour les consommateurs ?*
H.S. 8 *Entrepreneurs et salariés. Les coopératives d'activités*
N° 358 *Crise mondiale de la pêche. Un test pour le développement durable*
N° 359 *Déplacements et transports publics. Un avenir pour la ville*

2002

- N° 360 *Développement durable, développement de l'homme ?*
N° 361 *Intégration sociale : des passerelles pour l'emploi*
N° 362 *Demain, quel monde rural ? Et pour qui ?*
N° 363 *Vaincre l'illettrisme*

2003

- N° 364 *Solidarités, action sociale : de l'aide au partenariat*
N° 365 *Développement durable : peut-on compter sur l'enseignement supérieur ?*
N° 366 *La coopération entre Chine et Europe*

Également disponible en version anglaise * / espagnole **

Un partenariat entre



*Direction de la Prospective
et de la Stratégie d'Agglomération*
20 rue du Lac - 69003 Lyon
Patrick Lusson : 04 78 63 46 65
Jean-Loup Molin : 04 78 63 46 78
Fax : 04 78 63 48 80
Courriel : millenaire3@grandlyon.org
www.millenaire3.com

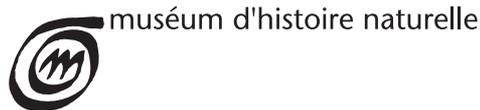
et

Economie & Humanisme

14 rue Antoine Dumont
69372 Lyon cedex 08
Tél : 04 72 71 66 66
Fax : 04 78 69 86 96
Courriel : ehlyon@economie-humanisme.org

www.economie-humanisme.org

avec la participation du



Muséum d'Histoire Naturelle de Lyon
28 boulevard des Belges
69006 Lyon
Tél : 04 72 69 05 00
Fax : 04 78 94 62 25
Courriel : museum@rhone.fr

www.museum-lyon.org